



CLINICAL SOCIOLOGY REVIEW

*Volume 19 * Issue 2 * 2024*

Clinical Sociology Review 19(2)2024
Published by UJ Press, Johannesburg, 2006
ISSN 0730-840X
DOI: <https://doi.org/10.36615/j5w51v59>
Layout: UJ Press

Address

The Editor: *Clinical Sociology Review*
C Ring 631
Kingsway Campus
University of Johannesburg
Auckland Park
2006
Tel +27 (0)11 559 2885
Email: tuys@uj.ac.za

Sponsors

The *Clinical Sociology Review* is sponsored by the Department of Sociology at the University of Johannesburg and the Clinical Sociology division (RC46) of the International Sociological Association in collaboration with the Association for Applied and Clinical Sociology (AACCS), United States Nodo Sur - América Latina – RISC, Uruguay Réseau International de Sociologie Clinique (RISC), France Sociologie clinique (CR19) of the Association Internationale des Sociologues de Langue Française (AISLF) Sociologie clinique (RT16) of the Association Française de Sociologie (AFS)

Accreditation

The *Clinical Sociology Review* is listed in the Directory of Open Access Journals (DOAJ).

Editors

Tina Uys (University of Johannesburg, South Africa)
Jan Marie Fritz (University of Cincinnati, USA and University of Johannesburg, South Africa)
Jacques Rhéaume (University of Quebec in Montreal, Canada)

Associate Editor

Fernando Yzaguirre (Universidad del Atlantico, Colombia)

Editorial Assistant

Zoe Muzyczka (University of Cincinnati)

Editorial Board

Ana Maria Araujo (Facultad de Psicología, Universidad de la Republica and Coordinator of Nodo Sur - América Latina – RISC, Uruguay)

Matheus Viana Braz (Maringá State University (UEM), Brazil)

Tapiwa Chagonda (Sociology, University of Johannesburg, South Africa)

Vincent de Gaulejac, (Laboratoire de Changement Social, Université Paris Cité and President of Réseau International de Sociologie Clinique, France)

Weizhen Dong (Sociology and Legal Studies, University of Waterloo, Canada)

Marie-Anne Dujarier (Sociologie, Université de Paris and President of Sociologie clinique (RT16) of the Association Française de Sociologie, France)

Sharon Lindhorst Everhardt (Sociology, Troy University, United States)

Matilde Fernandez-Cid (Universidad Complutense de Madrid, Spain)

Patricia Guerrero (Sociology, Pontifica Universidad Catolica de Chile, Chile)

Sophie Hamisultane (École de travail social, Université de Montréal and President of Sociologie clinique (CR 19) of the Association Internationale des Sociologues de Langue Française, Canada)

Lindy Hern (Sociology, University of Hawaii Hilo, Hawaii)

Nelago Indongo (Statistics and Population Studies, University of Namibia, Namibia)

Emma Porio (Department of Sociology and Anthropology, Ateneo de Manila University and Manila Observatory, Philippines)

Charles Puttergill (Sociology, University of Pretoria, South Africa)

Mariam Seedat-Khan (School of Social Sciences, University of KwaZulu Natal, South Africa)

Roger A. Straus (Consultant and President of the Association for Applied and Clinical Sociology, United States)

Malehoko Tshoaedi (Sociology, University of Johannesburg, South Africa)

Agnès Vandavelde-Rougale (Laboratoire du Changement social et Politique, Université Paris Cité, France)

Puspa Melati Wan (Department of Social Sciences, Taylor's University, Malaysia)

Elaine Wethington (Human Development and of Sociology, Cornell University and the University of Michigan, United States)

Johanna O. Zulueta (Sociology, Toyo University, Japan)

Contents

History of Clinical Sociology

- Entrevue avec Robert Sévigny : l'expérience québécoise
d'un pionnier de la sociologie clinique 1
Jacques Rhéaume

Articles

- Posture clinique en sciences sociales et rapport à l'objet de
recherche : tension entre proximité et distanciation dans le
processus d'objectivation..... 26
Berna Elias

- Media and the Case of State Capture in South Africa:
How Independent Outlets Aided Whistleblowers in
Communicating Their Messages 49
Ugljesa Radulovic

- «Faire famille au-delà des frontières» : proximités et
distances au cœur du processus de recherche sur les
expériences de séparation et de réunification de familles
réfugiées transnationales 80
Myriam Richard

- Beyond Digital Flexibility: Standing's Labour Securities
Framework and the Precarious Lives of Migrant Food
Delivery Couriers in Johannesburg 106
David Du Toit, Phumzile Ngubeni

Resources

- The Clinical Sociology Honours Programme at the
University of KwaZulu-Natal (UKZN) in South Africa 134
Mariam Seedat-Khan, Jayanathan Govender

History of Clinical Sociology

Entrevue avec Robert Sévigny

L'expérience québécoise d'un pionnier de la sociologie clinique

Jacques Rhéaume

Université du Québec à Montréal

Résumé

Au Québec, Robert Sévigny (1930...), professeur émérite du département de Sociologie de l'Université de Montréal, est sans contredit une figure centrale dans le développement d'une approche clinique en sociologie et en sciences humaines. Dans un entretien, sont abordées dans ce qui suit quatre phases spécifiques de son parcours. Une première période est celle de sa formation et de ses expériences professionnelles qui vont de 1951 à la fin des années 1970. Suit une autre phase, des années 80 au début des années 2000, marquée plus particulièrement par ses travaux de recherche et d'intervention explorant la sociologie 'implicite' chez les praticiens et les chercheurs. Une troisième période est celle du développement de la démarche clinique en sociologie, tant au Québec que dans les réseaux internationaux. Cela implique la référence à différents courants théoriques et des pratiques variées selon les pays concernés. Enfin, en examinant les transformations sociales majeures que nous connaissons dans nos sociétés occidentales et dans le monde, nous présentons ses réflexions critiques sur le développement actuel et futur d'une approche clinique en sociologie, et plus largement, en sciences humaines et sociales.

Mots clés: Sociologie clinique, sociologie implicite, dynamique des groupes, recherche-action, approche non-directive

Introduction

Ce texte est le compte-rendu fait par l'interviewer d'un entretien réalisé avec Robert Sévigny, à l'hiver 2024¹. Il vise à dégager le portrait d'un sociologue qui a marqué le champ de l'intervention et de la recherche sociale au Québec, et ce depuis les années cinquante. Il convient de présenter brièvement quelques repères permettant de situer M. Sévigny. Il a été professeur en sociologie de 1962 à 1996, moment de sa retraite. Il en fut le directeur de 1970 à 1973. Il a été également directeur d'une revue majeure au Québec, *Sociologie et sociétés*, de 1978-1987. Dans ses enseignements, il a en particulier introduit des cours portant sur la psychosociologie et l'approche clinique. C'est aussi dans ce contexte académique qu'il a pu établir des liens avec la sociologie clinique à l'international, plus spécifiquement à l'AIS (Association Internationale de Sociologie), dès 1982. Il a été le premier directeur scientifique, au Québec, d'un Centre de recherche dans un établissement de Santé et Services Sociaux dans un quartier de Montréal, de sa fondation en 1992 jusqu'en 1999. Il a dirigé alors un groupe d'une trentaine chercheurs multidisciplinaires. L'axe de recherche principal était centré sur les pratiques d'interventions auprès d'une population de grande diversité ethnoculturelle en milieu urbain. En tout cela, il constitue un pionnier du développement de la sociologie au Québec et plus récemment de la sociologie clinique. Nous allons maintenant présenter différentes étapes de sa pratique de recherche et d'intervention.

Une première étape est celle ses origines sociales et de sa formation, dans le contexte d'une société québécoise des années 1930-70. Une seconde étape est celle de sa vaste expérience d'intervention, de recherche et de formation des années 1970-2000 fondée sur des approches allant de la psychosociologie, à la sociologie implicite et à la sociologie clinique. Une troisième phase

1 Il est à noter que ce récit de l'entrevue est construit par l'interviewer et non le verbatim intégral. Cela entraîne une mise en forme de l'oral de départ.

met l'accent sur le développement de la sociologie clinique comme telle et sa contribution, tant au Québec qu'à l'international. Enfin, nous terminons par ses réflexions critiques sur les possibilités de développement actuelles et futures dans le contexte de nos sociétés en profonde transformation.

1. Une sociologie clinique 'implicite' dans la formation et la pratique de Robert Sévigny

JR.² Monsieur Sévigny, comment en êtes-vous venu à la sociologie? Par quels chemins de formation et d'expérience?

RS. S'il est vrai que notre période d'enfance et d'adolescence est déjà porteuse de nos projets de carrière et de nos idéaux, je pourrais remonter jusqu'à mon expérience familiale et mes études premières dans une ville régionale au Québec, Sherbrooke. Un certain nombre de dimensions sociales et d'expériences, que je ne fais qu'évoquer ici, m'ont marqué.

D'abord mes origines familiales. Né en 1930, je viens d'un milieu que je pourrais qualifier de classe moyenne, mon père étant un petit entrepreneur commercial, puis agent d'assurances. Pas si loin par ailleurs du milieu ouvrier, mes parents ayant d'abord connu ce travail salarié. Je suis l'aîné de trois enfants. Nous avons une vie familiale où travail, étude et échanges d'idées étaient valorisés. Très tôt j'ai bien saisi des dimensions sociales majeures : l'influence prédominante de la religion catholique durant toutes ces années jusqu'aux années soixante dans le milieu scolaire en particulier; la diversité culturelle dans cette ville où se rencontraient anglophones et francophones dans la vie quotidienne; mon expérience active dans des mouvements de jeunes à l'école et ailleurs; la diversité des classes sociales, surtout manifeste dans l'école privée suivie dans mon adolescence; plus largement dans la répartition des populations économiquement très différentes dans les divers quartiers de la ville.

Je souligne aussi qu'il y a eu l'influence des engagements de mon père touchant les relations de travail, son intérêt actif pour l'action syndicale en plein développement, la liberté d'expression religieuse

2 Nous indiquerons par leur initiales l'interviewer et le répondant.

qu'il incarnait qui vont soutenir mon projet d'études universitaires, celui d'étudier les relations industrielles et les sciences sociales.

Il y avait mon engagement personnel dans des associations d'étudiants, le travail dans un journal étudiant et autres engagements qui vont aussi influencer mon intérêt pour l'action sociale. Étudier en sciences sociales pouvait permettre, selon moi, d'agir socialement : les savoirs théoriques devaient correspondre à des visées d'action.

JR. C'étaient déjà les prémisses de votre sociologie implicite, en quelque sorte!

RS. En effet. C'est à travers mon expérience vécue durant cette période, à partir entre autres de l'écoute des discours dans la vie familiale, avec les voisins, les amis que se précisaient pour moi ces influences sociales que j'apprenais à nommer.

Cela me permet de préciser tout de suite cette notion *d'implicite*. La sociologie, et plus largement les savoirs implicites désignent pour moi la richesse des savoirs d'expériences des gens qui s'expriment dans un langage ordinaire. C'est la base de ce qu'un sociologue du Québec, Fernand Dumont, qui fut un mentor pour moi, appelait la culture ordinaire, par opposition à la culture savante qui se spécialise dans un grand nombre de disciplines en adoptant un langage plus formel, plus général et abstrait (Dumont, 1968). Or accéder au langage ordinaire des gens, leur cadre conceptuel issu d'une expérience personnelle et sociale toujours en développement est une source majeure de connaissance pour la compréhension de la dynamique sociale.

JR. C'est une orientation centrale. Nous pourrions y revenir. Et quel a été votre parcours de formation universitaire?

RS. À 21 ans, je quitte ma ville natale pour étudier à l'Université Laval, ville de Québec, dans la faculté des sciences sociales, d'abord en Relations industrielles. Mais, des cours en sociologie reliés à ce programme vont fortement m'intéresser tout comme des sociologues qui les donnent. Je serai ainsi initié d'abord aux grands auteurs classiques, en particulier ceux de la sociologie américaine. Les travaux de l'école de Chicago occupaient une place centrale pour moi, avec ce souci de relier constamment la

théorie et une exploration concrète du terrain, des populations étudiées dans leur contexte de vie, des personnes à qui on donnait la parole en utilisant des méthodes qualitatives.

Durant les années 1951 à 1958, j'ai fait un baccalauréat et une maîtrise en sociologie, pour entreprendre peu après un doctorat en sociologie. Ce n'est pas un hasard si mon travail principal de recherche a porté sur la question religieuse qui avait tant marqué mon enfance mais qui connaissait alors, au Québec, des transformations majeures qui allaient aboutir à ce qu'il a été convenu d'appeler la *Révolution tranquille* au Québec, soit une laïcisation progressive des institutions publiques, dont l'éducation. C'est ce que mon sujet de thèse explorait au début des années 60 : *L'expérience religieuse des jeunes au Québec*.

JR. Mais vous avez aussi par la suite suivi d'autres formations et débuté une expérience professionnelle d'intervention?

RS. En effet, je vais entreprendre des études complémentaires en psychologie sociale, à l'Université de Montréal, tout en débutant mes premiers enseignements en sociologie. Déjà en sociologie, j'avais découvert des travaux importants comme ceux de Kurt Lewin (1972), psychologue social, sur la dynamique des groupes et sa conception de la recherche-action. Ce sera mon premier centre d'intérêt durant cette formation complémentaire.

Dans le cursus de cette formation (1958-1961), comme participant au Centre de Recherche en Relations Humaines³, il était prévu de participer à deux stages, d'un mois chacun, offerts à Bethel, ville du Maine, par le *National Training Laboratory*, fondé par les successeurs de Kurt Lewin. Cette formation était complétée par mon animation au Québec de ces *T-groups*.⁴ De plus, en 1964, j'ai participé à une autre formation à Bethel à l'animation de la dynamique de groupe. Il s'agit alors de groupes plus restreints de doctorants (2 groupes de 9 personnes) qui avaient déjà suivi les premiers stages de Bethel.

3 Rattaché au département de psychologie, Université de Montréal, ville de Montréal.

4 Training groups ou groupes de formation.

Il convient de souligner les apports spécifiques de ce dispositif de travail en groupe qui peut opérer, suivant les termes de Lewin, un changement culturel chez les participants, leur mode de pensée, leur attitude, leur motivation...

Nous pouvons résumer ainsi ces caractéristiques de la Dynamique des groupes.

C'est d'abord l'implication des personnes participantes dans le groupe, non seulement pour exprimer leur expérience et vivre des interactions, mais en faire aussi l'auto-analyse, avec le soutien d'un animateur ou animatrice. Cet aspect de la formation rejoignait les préoccupations de Lewin touchant le changement produit chez les individus en interaction. Cela permettait de développer ainsi des attitudes et des représentations mentales ouvrant sur des façons nouvelles d'agir socialement dans leur milieu. Ce deuxième point est crucial : le travail en groupe vise à éclairer une situation sociale problématique où les personnes participantes sont impliquées directement, à divers titres : éducateurs et éducatrices, intervenants et intervenantes, ou simplement, membres d'une communauté ou d'une organisation. Une meilleure compréhension de la situation peut permettre d'agir autrement et opérer des changements. Ensuite, ce qui sous-tend la vision générale de l'animation de ces groupes est, à l'époque, fondée sur ce qu'il est convenu d'appeler un style démocratique, qui soutient une participation active de tous les membres du groupe. Dans le cas, elle combine activités pratiques et interactions spontanées (discuter, analyser, élaborer des voies d'actions).

Pour ma part, je vais particulièrement développer ce que j'appelle une animation non-directive qui donne toute sa place à l'expression des personnes participantes et au récit de la leur expérience vécue.

C'est ainsi que mon expérience professionnelle d'intervention, extérieure à mon travail universitaire d'enseignant, s'est réalisée sur plusieurs années, entre autres comme membre d'un organisme professionnel de formation : le *Centre d'Étude des Communications*⁵. Nous offrons alors des services de formation et d'animation avec

5 Une association professionnelle autonome de praticiens et praticiennes, interdisciplinaire, axée surtout sur la pratique de la dynamique de groupe.

l'approche de la Dynamique des groupes à l'intention principalement de personnes provenant de diverses disciplines : éducation, santé, gestion... Cela m'a permis de faire une observation importante: l'expression des individus en interaction est inséparable de leur contexte social qui traverse constamment leur récit, leur témoignage.

Mais il y a une autre formation, durant cette période, qui m'a introduit à une autre dimension de l'intervention : la psychologie humaniste et en particulier, l'approche non-directive de Carl Rogers (1970). Je vais être formé à la psychologie clinique et intervenir en particulier auprès d'enfants, sous la supervision de psychologues cliniciens, dont Dollard Cormier. Je vais par la suite introduire cette perspective humaniste dans l'animation en dynamique des groupes. J'ai eu l'occasion de participer à une formation intensive à cet effet avec Carl Rogers et son équipe à La Jolla, en Californie.

Cette approche humaniste donne une importance centrale au concept d'expérience, dans le prolongement des principes issus de la philosophie phénoménologique existentielle de Merleau-Ponty (1964) ou de Michel Henry (2000), à titre d'exemples. Or si le focus est d'abord mis sur l'individu et son expérience subjective, c'est toujours dans son rapport essentiel à l'autre, aux autres, au social dans toutes ses dimensions. En ce sens nous avons là une source certaine d'une sociologie de l'individu. Mais aussi de la sociologie implicite et de la posture clinique : seule une interaction avec les personnes et une écoute attentive de leur expérience nous donne accès à la construction sociale de leur réalité et son contexte. C'est aussi sur cette base que ma posture de chercheur et de praticien en sociologie est celle de relier constamment recherche, formation et intervention dans mes divers secteurs d'expérience.

JR. Et vous êtes intervenu aussi beaucoup en utilisant ces pratiques en groupes restreints dans les organisations, plus directement...

RS. En effet. Plusieurs demandes m'ont été faites, particulièrement dans la période 1965-1980, par des institutions d'enseignement, des milieux de santé, des organisations industrielles pour travailler avec différentes catégories de personnels, pour améliorer le climat, faciliter des changements difficiles ou complexes dans l'organisation. Le travail en groupe restreint était vu alors comme un lieu privilégié pour approfondir

l'expérience individuelle et collective au travail et dans l'organisation, ce qui pouvait faciliter des changements significatifs. Dans plusieurs cas, cela rejoignait une approche bien présente au Québec dans les années 70, celle du *Changement planifié et du développement des organisations* (Tessier et Tellier, 1973), reprenant ce qu'aux États-Unis on a appelé le Développement Organisationnel, dans les années 60 (French et Bell, 1984).

Par ailleurs, mon travail m'a aussi, durant cette période, mis en contact avec des collègues français, avec d'autres approches, dans divers travaux réalisés au Québec : le sociologue Eugène Enriquez, les psychologues sociaux André Lévy et Max Pagès en particulier, professeurs et consultants au sein de *l'Association pour la Recherche et l'Intervention Psychosociologique* (ARIP), à Paris.

Les pratiques de la dynamique des groupes et celles du D.O constituaient la base de ce qui a été le Mouvement des Relations Humaines et devenu par après la psychosociologie jusqu'aux années 80. Cela se passait dans un contexte social plus large, celui des années d'après-guerre (1939-45), où la nécessité d'une participation collective et sociale, démocratique, appelait une formation et une l'intervention visant à favoriser des changements suivant une telle orientation dans tous les secteurs d'action sociale.

2. Recherche et intervention : une sociologie implicite chez les praticiens et praticiennes

JR. Dans les années 1980, tout en poursuivant vos interventions et votre enseignement en sociologie, vous allez accentuer vos recherches portant précisément sur les dimensions individuelles et sociales de la pratique, axée sur ce que vous avez plus formellement alors qualifié de sociologie implicite de la pratique. Comment cela se développe-t-il?

RS. Oui, il est important de bien dire *plus formellement*, car, et je l'ai déjà souligné à quelques reprises dans ce que j'ai évoqué jusqu'ici, c'est d'abord dans toute mon expérience personnelle et professionnelle que s'enracine cette conception d'une sociologie implicite chez les gens.

Mais effectivement, cela va occuper la partie principale de mes recherches⁶ après le doctorat. Deux recherches subventionnées, des années 1980 à 1988, sont à la base de publications sur la thématique de la santé mentale. Trois livres ont été produits pour exposer les fondements d'une telle sociologie implicite. Ce sont : *L'intervention en santé mentale. Premiers éléments pour une analyse sociologique* (Sévigny, 1983); *Sociologie implicite des intervenants en santé mentale. I. Les pratiques alternatives : du groupe d'entraide au groupe spirituel* » et « II. La pratique psychothérapeutique : de la croissance à la guérison (Rhéaume et Sévigny, 1988).

J'ai également réalisé une recherche collaborative en Chine, en santé mentale, avec des psychiatres chinois, inspirée du même modèle et qui a fait l'objet de plusieurs articles (Sévigny, 1999 et 2008; Tang, Y,K, Sévigny *et al.*, 2006). Cette recherche intervention s'est réalisée dans deux hôpitaux psychiatriques de Beijing sur une période de plus de 10 ans (1988–2000) et va inclure une formation auprès d'intervenants et intervenantes les initiant à la dynamique de groupes, en l'adaptant au contexte chinois.

Enfin, j'ai réalisé une autre recherche sur les pratiques d'interventions en santé et services sociaux dans des Centres Locaux de Services Communautaires. Cela touchait plusieurs disciplines et secteurs d'intervention dans des quartiers urbains très diversifiés, dont l'un était caractérisé par une forte immigration.

JR. Et comment était abordé ce genre de recherche? Avec quel cadre conceptuel et quelle approche méthodologique?

RS. Avec l'expérience accumulée, j'en étais arrivé à dégager ce que j'ai appelé des catégories conceptuelles ouvertes pour comprendre la pratique d'intervention. Elle s'appuyait sur une approche systémique du social, marquée par la complexité, une vision non déterministe ou hiérarchique du système social, pour citer Edgar Morin (1999). En effet, selon cet auteur, le système social se déploie dans différents sous-systèmes, de l'individu aux relations interpersonnelles, au groupe, aux organisations, aux institutions et plus globalement aux systèmes de gouvernement.

6 Ces recherches menées par M. Sévigny impliquent toute une équipe de collaborateurs et collaboratrices de recherche que nous ne détaillons pas ici.

Mais chaque sous-système possède son autonomie propre, relative sans doute mais non déterminée par les autres sous-systèmes. C'est cette dynamique de rapports complexes qui caractérisent l'action sociale. Ce cadre conceptuel est ouvert, ce qui permettait de faire place aux catégories et contenus propres exprimés dans le récit d'expérience des praticiens et praticiennes eux-mêmes suivant leur rapport singulier aux différents cadres de référence de la pratique. Cela permettait l'accès à leur sociologie implicite, à des savoirs sociaux développés dans le langage ordinaire de la vie quotidienne et celui de leur pratique.

Voici les éléments essentiels de cette grille conceptuelle telle que nous l'avons développée d'abord pour l'étude en santé mentale mais qui peut s'adapter à tout autre secteur de pratique sociale.

Les deux premières thématiques sont reliées à la pratique plus immédiate de l'intervention : A. son objet et la population visée, B. le modèle d'action choisi auprès des individus ou de collectifs. A) *La conception de la santé ou maladie mentale*. Tout intervenant ou intervenante ne peut éviter de développer une *représentation* de la santé mentale, une voie explicative de la santé ou maladie mentale en lien avec les contextes sociaux relatifs à ces explications et leur conséquences pratiques. B. C'est ensuite *leur conception de l'intervention*. Ceci réfère à une dimension pragmatique : modèle théorique de référence, processus, stratégies et outils d'interventions, résultats et évaluations, mode de participation, milieu de pratique.

Les thèmes C et D sont relatifs au contexte social examiné à partir d'une vision systémique complexe, allant du microsystème individuel au macrosystème social. C. *L'encadrement organisationnel et professionnel de l'intervention*. Cela vise à cerner plus directement le contexte de pratique professionnelle: formation et statut des personnes intervenantes, organisations de référence ou d'appartenance, règles et normes de la pratique, orientations et contexte économique... D. *Les systèmes sociaux d'appartenance*. Ceux-ci désignent le contexte d'insertion macrosocial aussi bien des personnes intervenantes que des personnes aidées : les groupes d'âges, les genres, les groupes primaires (familles, amis); les grandes institutions et les politiques

sociales en santé, éducation, travail; les systèmes politique, juridique, économique; les églises, les appartenances ethnoculturelles

Le cinquième thème, E, est transversal et s'enracine dans la visée interpersonnelle du changement en lien avec les autres dimensions du système social. Enfin, le dernier thème, F, est aussi transversal, centré sur le parcours de vie, l'expérience de l'intervenant ou de l'intervenante. E. *La mise en rapport de l'intervention avec la société globale*. Cela concerne des liens entre l'intervention comme *pratique de changement* et les changements ou mouvements sociaux plus larges, comme le féminisme, la laïcité, la lutte contre les inégalités sociales, l'engagement politique, syndical, et, en santé mentale, la défense des droits des *psychiatrisés* ou les luttes contre d'autres formes de discriminations...F. *L'identité personnelle*. Cette dimension inclut les diverses références spécifiques au *parcours de vie* des personnes intervenantes, leurs valeurs, les expériences de vie qui ont pu influencer leur engagement professionnel ou autre, leurs projets futurs, leurs positions personnelles à l'égard du système social plus global.

JR. Et par quelle méthodologie de recherche se développaient ces recherches dans des milieux fort variés?

RS. Les trois recherches menées au Québec reposaient sur des entretiens individuels que l'on peut qualifier de semi-dirigés, dans la mesure où il s'agissait d'une démarche de recherche centrée sur la pratique en milieu de santé et de services sociaux. Même si le questionnement demeurerait très ouvert, favorisant l'expression des praticiens et praticiennes à partir de leur expérience, certaines questions, inspirées de notre cadre conceptuel, accompagnaient leur récit avec ce souci de favoriser l'explicitation de la vision personnelle et sociale de leur pratique. C'est cette vision même qui constituait pour nous leur sociologie implicite.

Par ailleurs, la recherche en Chine, auprès de patients psychiatriques, apportait une innovation. Nous avons pu interviewer directement des patients, mais aussi leur réseau social proche : des membres de la famille, des représentants de leur Unité de travail, des intervenants professionnels. Et cela prenait en compte le contexte culturel spécifique en Chine. Par exemple, le patient demeure lié à son Unité

de travail d'appartenance même s'il n'est plus au travail. Ainsi, notre recherche prenait l'allure, à travers les entretiens individuels, d'une démarche collective.

JR. À l'exception du cas chinois, comment les seuls entretiens individuels ouvrent-ils, dans une approche clinique, à mener à des changements dans les pratiques sociales concernées?

RS. Ce premier temps clinique, plus individuel, permettait au praticien ou à la praticienne une expression élaborée sur sa pratique et pouvait déjà amener des changements individuels : comprendre autrement sa pratique ouvre sur des intentions de changements... Mais il y a aussi le cadre même de ces recherches qui favorisait une participation plus large des acteurs participants, au Québec comme en Chine.

En amont, ces recherches se font en partenariat entre chercheurs, responsables organisationnels et praticiens. Il y avait au départ une offre de recherche et une demande du milieu (service public, organisme communautaire, support institutionnel gouvernemental). La recherche prend alors l'allure d'une intervention contractuelle autour d'un projet partagé. En aval, les résultats de la recherche, au-delà de productions scientifiques classiques (rapports, articles de revue, livres), sont présentés et discutés à l'occasion de diverses activités collectives. Des colloques, des séminaires, des suivis avec des responsables de programmes permettent d'échanger sur les caractéristiques des pratiques d'interventions, d'en dégager des éléments critiques et des pistes de changement.

JR. Cela rejoint la perspective d'intervention que nous avons relevée plus haut concernant en particulier le passage des formations à la dynamique des groupes à leurs inscriptions dans des milieux organisés.

RS. Oui certes. Mais il ne faut pas non plus minimiser l'importance des changements individuels produits déjà dans des interactions entre individus dans un entretien et dans des interactions en groupes restreints. C'est le premier pas d'une approche clinique du social.

3. De la sociologie implicite à la sociologie clinique.

JR. À la suite de cette longue expérience d'intervention et de recherche, aboutissant à cette exploration des sociologies implicites chez nombre d'intervenants, de participants, comment se fait le passage vers la sociologie clinique?⁷

RS. Dans mon texte, *A Clinical Approach in the Social Sciences*, publié dans la revue *International Sociology* (Vol. 2, no 12, 1997) de l'Association internationale de sociologie (AIS), je trace à grands traits cette émergence de la sociologie clinique au Québec et ailleurs. On y retrouve également des textes d'autres sociologues pionniers : Gilles Houle, Eugène Enriquez, Vincent de Gaulejac et Jean-Philippe Bouilloud.⁸

Dans mon texte, nous retrouvons, condensés, les principaux éléments de ce que nous avons développé jusqu'ici. Je donne toute son importance au terme *clinique*, signifiant à partir du grec, *être près du lit d'un patient*. C'est une image médicale, mais qui réfère essentiellement à cette idée d'une pratique centrée sur des cas individuels, et plus spécifiquement, de cas-problèmes qui doivent être résolus. Et cela s'applique à des individus, mais une approche clinique est pertinente aussi pour des groupes, des organisations ou d'autres institutions sociales en demande d'aide et de changement.

Le choix du titre de cet article est aussi indicatif : il est bien question d'une approche clinique dans les sciences sociales. Nous pourrions dire aussi, une approche clinique en sociologie, plutôt que sociologie clinique, ce qui met l'accent alors sur le processus, la démarche même de la production des connaissances sur le social. Certaines caractéristiques viennent préciser cette notion : une approche clinique doit être une pratique orientée vers l'action;

7 Nous évoquons dans cette section les noms de nombre d'Associations et de textes sans développer. Ils sont facilement accessibles via Internet. Nous voulions simplement indiquer l'importance du réseau institutionnel relatif à la sociologie clinique.

8 Gilles Houle fut un collègue sociologue de M. Sévigny. Eugène Enriquez et Vincent de Gaulejac sont des sociologues qui furent rattachés au même département universitaire à Paris-Cité, France. Jean-Philippe Bouilloud est sociologue à l'École Supérieure de Commerce de Paris.

la relation individu et société est à comprendre comme une unité inséparable.

Ces propositions précisent ainsi la signification donnée à la notion de clinique : intervenir auprès d'individus et de collectifs qui demandent de résoudre une difficulté, d'apporter du changement.

La démarche clinique suppose alors un autre rapport à la science et à la discipline scientifique. L'usage de connaissances théoriques existantes en sociologie sont dépendantes de la situation sociale, d'une pratique vécue par les personnes, à comprendre et analyser de façon spécifique en lien avec leur sociologie implicite et autres cadres de références.

La question du contrôle ou du pouvoir du chercheur-intervenant est centrale. La posture clinique est une ouverture à la singularité et la complexité spécifique de la situation qui échappe au « contrôle » de variables explicatives. C'est une différence radicale avec l'approche expérimentale en laboratoire ou à des interprétations qui imposent des cadres préétablis. La relation entre le chercheur et les acteurs sociaux est alors une condition de base et l'implication réciproque suppose un travail réflexif semblable à un processus de transfert et de contre-transfert comme on le verrait en psychanalyse, mais appliqué au social.

En contrepartie, cela conduit à donner toute son importance au savoir des autres personnes participantes, praticiennes, au savoir d'expérience ou de sens commun.

Ces propositions ouvrent tout le champ d'un échange des savoirs, entre savoir d'expérience et savoir scientifique, et d'autres formes de savoir. Il y a tout un travail de traduction partagée entre les acteurs d'une démarche clinique, d'une dynamique dialogale.

JR. Et comment a émergé cette appellation de sociologie clinique, et dans quels contextes cette approche s'est-elle affirmée?

RS. Les origines de cette notion de sociologie clinique, pour moi, remonte à une rencontre impliquant Gilles Houle, Jan Fritz et moi, lors d'un congrès de l'*Association internationale de sociologie à Mexico (AIS)*, en 1982 où va se mettre en place un *Groupe de recherche sur la Sociologie clinique*, sous ma direction. Or, il existait déjà aux USA une association

d'orientation plutôt professionnelle, la *Clinical Sociology Association* dont Jan Fritz était la présidente. Cela s'inscrivait alors dans la tradition qui m'avait fortement influencé en sociologie, l'école de Chicago. C'est Louis Wirth en 1931 qui a été le premier à produire un texte en utilisant ce vocable en 1931. Je note aussi qu'au Québec le terme est utilisé par le sociologue Fernand Dumont, dès 1963, et en France, par Jacques et Marie Van Bockstaele, socioanalystes, aussi en 1963. Mais ce sont des contributions plus ponctuelles.

Pour revenir à l' AIS, des collègues français vont ensuite rejoindre ce comité de travail lors d'un autre congrès de l' AIS en 1986 à New Delhi. Finalement, en 1990, va se mettre en place le Comité de recherche CR 46, *Sociologie clinique*, qui existe toujours, avec une centaine de membres. Une telle démarche va se produire aussi au sein de l' Association Internationale des Sociologues de Langue Française (AISLF), avec la création du Comité de recherche CR19, *Sociologie clinique*, à Lyons, en 1992 puis dans le cadre de l' Association Française de Sociologie (AFS) en 2003.

Mes travaux et mes interventions en lien avec la sociologie implicite sont pour moi le fondement de mon approche clinique en sociologie. C'est à partir des expériences individuelles, du récit des gens que peuvent être dégagées les références multiples aux différents ensembles sociaux et diverses institutions qui font parties de leur contexte de vie sociale. La dimension culturelle (Dumont, 1968) liée à l'histoire des groupes, des institutions, des pays, voire des continents est particulièrement à prendre en compte pour voir les possibilités de changement ou de résistance dans l' action sociale.

JR. Effectivement, n'y a-t-il pas une forte différence entre le développement de la sociologie clinique telle quelle s'est développée en France, par exemple, avec Vincent de Gaulejac, et la tradition nord-américaine?

RS. Oui, sans doute. Il est vrai que la tradition française met souvent l'accent sur la référence à la psychanalyse et à une sociologie critique post marxiste. Il est clair pour ma part que je n'intègre pas comme telle une lecture psychanalytique dans mes travaux, même si j'ai étudié et enseigné plusieurs éléments de cette approche. Je m'inspire plutôt de la

psychologie humaniste et plus spécifiquement, de la posture d'inspiration rogérianne, centrée sur la personne. De même, et en cela l'expérience québécoise est particulière, la référence à une sociologie critique a été fort présente en sociologie au Québec. Il est vrai que pour moi, la sociologie interactionniste ou d'orientation plus ethnographique issues en particulier de l'école de Chicago m'a marqué davantage dans l'élaboration de ma vision de la sociologie clinique. Les développements provenant d'une philosophie plus pragmatique de l'intervention qu'on retrouve plus fortement aux États-Unis m'ont également influencé.

JR. Je note ainsi que le développement de la sociologie clinique au Québec été marqué au départ par toute la tradition nord-américaine aussi bien que française de la psychosociologie. Il s'agissait alors d'une véritable combinaison interdisciplinaire, psychologique et sociologique, mais aussi anthropologique (importance de la culture), de la communication (linguistique, sémiologie) et d'autres référents disciplinaires, dont la psychanalyse.

RS. Tout à fait. Dans divers événements au Québec, dont ce colloque tenu en 1990 et le livre qui en est issu *L'analyse clinique dans les sciences humaines* (Enriquez et al, 1993), on mettait l'accent sur une approche compréhensive d'une analyse clinique au sein de l'interaction entre les personnes, d'une intervention de proximité entre chercheur ou formateur et participants dans divers contextes institutionnels et sociaux. Et cela impliquait une ouverture interdisciplinaire et interculturelle.

J'ai repris ce qui constitue ma vision de la sociologie clinique dans un ouvrage collectif (2018) suivant cette perspective. À noter que le sous-titre de l'ouvrage référait à la double préoccupation, en approche clinique, de dégager le sens, les significations données par les personnes au sujet de leur situation de vie et de susciter des pratiques nouvelles ou alternatives.

Il est intéressant de noter que des associations d'orientation professionnelle existent aussi : aux USA, c'est le cas de *l'Association of Applied and Clinical Sociology (AACS)*; en France, du *Réseau International de Sociologie Clinique (RISC)*; au Brésil, du réseau *Dialogos em Sociologia Clinica*, en Uruguay, Chili, Argentine, Colombie, celui du *Nodo Sur* d'Amérique latine.

Paradoxalement, au Québec, il n'y pas de groupe formel de sociologie clinique ni de formation universitaire en sociologie clinique. Cependant, nous avons réalisé deux grands colloques tenus à Montréal en 1990 et 1993 et plusieurs autres événements collectifs sur la pratique des histoires de vie, l'action communautaire, la gestion innovante. J'ai pu constater alors qu'il existe toujours un réseau informel de collègues qui s'identifient à une approche clinique en sciences humaines ou sociales, partageant en grande partie les orientations épistémologiques et méthodologiques indiquées plus haut, en sociologie clinique. Plusieurs de ces chercheurs, praticiens et praticiennes se retrouvent aussi dans les groupes de recherche en sociologie clinique de l'AIS, de l'AISLF, de l'AFS, voire du RISC. Beaucoup se relie aussi à des groupes qui pratiquent les histoires de vie dans une perspective clinique et sociale (Mercier et Rhéaume, 2007), comme le *Réseau Québécois des Histoires de Vie en formation* (RQPHV) ou, à l'international, *l'Association Internationale pour les Histoires de Vie en Formation et recherche* (ASIHIVIF).

4. L'approche clinique du social aujourd'hui et demain : les défis

JR. Comment évolue, aujourd'hui, le champ de pratiques que vous avez occupé toutes ces années, avec ses phases de transitions qui reflétaient en grande partie les changements sociaux qui ont eu cours au Québec, au Canada, en Amérique du Nord et partout dans le monde? Comment entrevoir l'avenir de pratiques fondées sur une approche clinique de la sociologie et des sciences sociales, des changements organisationnels, de la dynamique des groupes?

RS. Il faut dans un premier temps évoquer une perspective macrosociale, souligner certaines caractéristiques que j'avais pu repérer dans les diverses expériences de recherche et d'interventions que je nommais, dans ma grille de la sociologie implicite les « grands ensembles sociaux ». Situés dans le temps, cela prend la forme de grandes transitions d'époques *civilisationnelles*, de la pré-modernité aux diverses figures de la modernité actuelle, comme plusieurs les ont développées : la post-modernité, l'hypermodernité ...

Au Québec, et ce depuis la Révolution tranquille des années 60, nous parlons de *nouvelle modernité* et dans les années récentes, avec la mondialisation de l'économie, d'une modernité avancée ou d'hypermodernité celle-ci mettant l'accent sur une technologie avancée, une idéologie néo-libérale axée sur la performance, la grande valorisation d'un individu autonome, l'accent mis sur le temps présent etc.

JR. Et comment cela vient-il affecter des pratiques sociales cliniques?

RS. J'ai pu constater, dans mes interventions durant les années 2000, en santé et services sociaux plus précisément, quand j'exerçais comme directeur scientifique dans un établissement de Santé et Services sociaux, certains effets dits *hypermodernes*. Les praticiens et praticiennes subissaient une pression forte vers la performance et la productivité des personnes, constataient l'affaiblissement de la dimension collective au travail et la responsabilité accrue des individus au travail. Cela se combinait avec des initiatives aux effets paradoxaux : un accent était sur la performance et l'autonomie, certes, mais dans un contexte de restructuration fortement bureaucratique et centralisée.

Cela contraste fortement avec ma pratique des années 1970-90 où il était possible alors de prendre le temps nécessaire pour effectuer un travail collectif en groupe, de créer des espaces de parole, de planifier une plus grande participation des différents acteurs sociaux dans les organisations. Il s'agissait davantage alors d'un contexte de modernité participative où se combinait les valeurs démocratiques et l'expression individuelle et ce, au cœur de l'entreprise.

JR. Est-ce pour autant la fin d'une approche clinique en sociologie ou en sciences sociales? De pratiques et d'une posture inspirée par la dynamique des groupes et la non-directivité?

RS. Pour revenir à mon schéma conceptuel de sociologie implicite, il convient de souligner que la question du changement, pour les individus et les collectifs, leur pouvoir d'agir dans le cadre plus large des grands changements sociaux, se développe surtout dans les milieux dits intermédiaires, dans les groupes, les organisations. La capacité créatrice fondamentale qui est au cœur de la visée d'une pratique clinique de

l'intervention sociale y demeure un enjeu toujours présent, et peut-être plus encore de nos jours.

Plusieurs ouvrages des années 2000 en sociologie et dans des disciplines connexes nous le rappellent, soulignant les grandes transformations de nos sociétés. Je pense aux travaux de Danilo Martucelli (2006, 2010), de Jean-Claude Kaufmann (2004), de François Dubet (2009), ou ceux d'Eugène Enriquez (1992) et de Vincent de Gaulejac et al. (2013). Ces ouvrages font état d'une crise profonde, marquée par le déclin des institutions, de la démocratie, de l'individualisme croissant. Mais on y souligne aussi la force toujours agissante des rapports individu-société, le travail d'individualisation qui demeure une ouverture créatrice de nouveaux liens sociaux par les individus.

Je partage plutôt la vision des auteurs que je viens de citer quand ils réintroduisent les possibilités des individus à recréer du lien social et des possibilités d'action. Ma conviction profonde, c'est qu'une approche clinique sociale d'intervention, de recherche ou de formation qui s'appuie sur la participation des individus-sujets en situation de travail, dans la pratique, dans leur milieu de vie, permet encore une grande variété de changements et d'actions possibles en rapport aux institutions actuelles en crise, ce qui est déjà une forme d'action politique.

JR. Mais n'y a-t-il pas un nouvel élément qui vient ajouter des contraintes supplémentaires à une telle approche aujourd'hui? Je pense ici à la révolution numérique qui prend l'allure d'une force dominante.

RS. En effet, et je me réfère par exemple à la vision historique que dégage dans ses travaux, Yuval Noah Harari (2018). Il montre en particulier comment le nouveau monde numérique transforme les rapports humains en les médiatisant de plus en plus par des technologies comme l'ordinateur, Internet, les Réseaux sociaux et l'Intelligence Artificielle. Et cela à travers des schématisations, des algorithmes de traitement de Big data (ou *Deep data*), des procédures techniques qui anticipent et orientent les conduites et les choix humains.

La généralisation des plateformes numériques et internet permet certes une certaine démocratisation d'accès et d'expression des gens mais tout en augmentant leur dépendance aux algorithmes de plus en plus sophistiqués qui contraignent l'usage individuel de la connaissance. En même temps, il faut reconnaître que certains développements technologiques et numériques ont des effets très positifs, dans le traitement médical par exemple, dans l'enseignement à distance, dans l'analyse complexe de données scientifiques...

Il demeure cependant un risque d'une nouvelle forme d'aliénation sociale, pour reprendre un vieux schéma des rapports de domination, mais je continue à penser que les individus et les collectifs peuvent apprendre à contrer ces effets pervers. Je pense ici aux travaux d'Hartmut Rosa (2018) qui fait une critique similaire des tendances aliénantes d'un hyper productivisme et d'une technologie numérique envahissante. Mais il montre aussi comment les individus peuvent œuvrer dans des institutions renouvelées, au travail, dans les rapports intimes, en politique, ouvrant sur des réalisations de nombreux « possibles ». Et les nouvelles technologies, bien maîtrisées, peuvent alors accompagner cette recréation d'institutions porteuses de liens sociaux de qualité.

JR. Je vois que vous demeurez bien fidèle à cet enracinement humaniste et clinique pouvant guider un renouveau de la pratique sociale clinique. Mais qu'en est-il des pratiques telles que vous les avez connues? Dynamique des groupes, approche non-directive, changement organisationnel? Sont-elles encore présentes dans la formation universitaire, dans les pratiques des sociologues ou autres professions reliées, dans des institutions?

RS. Comme j'ai pu le constater dans ces dernières années, la sociologie clinique comme telle et les diverses pratiques qu'on peut y associer est peu présente à l'Université, au Québec tout au moins. Mais elle l'est autrement dans diverses disciplines et dans diverses professions sous d'autres appellations et d'autres formes. En prenant en compte la complexité du social et de l'individu et des grandes transformations que j'ai évoquées, une réflexion critique est nécessaire pour penser à de nouvelles formes d'actions possibles pour opérer des changements. Il est important de les situer toujours en regard d'une revalorisation de la capacité d'agir de

l'individu, des interactions humaines, de l'implication collective comme conditions nécessaires au changement des situations de vie.

Si je tente de me résumer, quitte à me répéter un peu, je dirais que la perspective que nous avons développée en sociologie implicite et dans l'approche d'une sociologie clinique de l'intervention nous apparaît encore très valable et une source possible d'une action sociale innovante. Une telle approche s'appuie d'abord sur la nécessité d'une lecture de la complexité inhérente à l'action, allant de la créativité individuelle aux rapports interpersonnels, à la dynamique des groupes restreints, au monde de l'organisation et aux appartenances actives dans de grands ensembles sociaux. Il y a là autant de sources possibles de résistances, de réinterprétations, de limitations et de pratiques qui nuancent ou contrecarrent une idéologie néo-productiviste axée sur la seule performance individuelle. Et c'est là, sans doute avec une influence certes relative, le champ d'action privilégié d'une approche clinique de l'intervention en sciences humaines et sociales.

C'est pourquoi il demeure si important de renforcer nos affiliations dans de grandes associations académiques ou des réseaux professionnels où puisse s'exprimer avec force une orientation clinique explicite en sociologie ou en psychosociologie, une condition majeure(au) du maintien à plus long terme de ces développements. Et nous l'avons souligné, un tel réseau est toujours bien actif dans plusieurs pays, dans des Associations internationales dynamiques, y compris sous des formes plus informelles. Et cela peut s'inspirer d'une longue tradition d'analyse et de pratique en sociologie clinique.

JR. Je vous remercie de votre témoignage, celui d'un pionnier d'une approche clinique de la sociologie et des sciences sociales et une carrière centrée sur le souci de toujours relier le changement individuel et social, la recherche, la formation, l'intervention.

Conclusion

Nous pouvons retracer, dans cet entretien qui reprend les moments principaux d'un parcours de vie personnel et professionnel de M. Robert Sévigny, les sources d'influence majeures qui ont conduit

vers la sociologie clinique. Ses premières formes d'intervention, de formation, de recherche s'appuient d'abord sur des références d'auteurs américains, puis français, dans cette approche qui va du courant des relations humaines à la psychosociologie. La dynamique des groupes, le changement planifié désignent des méthodes fortement ancrées dans une approche clinique du social.

C'est ensuite la mise en forme d'un cadre conceptuel d'une sociologie de la pratique, la sociologie implicite, qui va constituer son apport original. Ce cadre conceptuel va s'élaborer à partir des récits de pratiques qui font l'objet ces recherches et cela dans divers contextes culturels et sociaux. L'implicite est alors ce savoir social qui donne du sens à la pratique et qui rejoint des dimensions majeures d'une sociologie dite plus explicite.

Et c'est le passage vers la sociologie clinique qui permet d'unifier cette combinaison d'une connaissance qui fait partie du savoir pratiqué, des cadres d'une sociologie de la complexité sociale, et surtout, qui s'appuie sur une posture clinique du chercheur praticien en sociologie. La recherche s'appuie alors sur les récits d'expérience des gens dans divers contexte d'action : travail en groupe restreint, dans les organisations, dans des institutions. Elle se combine alors à des effets de formation et d'intervention.

La sociologie clinique demeure, sur ces bases, une approche qui peut faire face aux grands changements sociaux actuels et redonnant du pouvoir d'agir aux personnes dans des cadres d'action collective. La mise en place de différents réseaux associatifs nationaux et internationaux établis pour développer la sociologie clinique en font foi. Et Robert Sévigny constitue un témoin privilégié de ce développement.

Références

- Dubet, F. (2009). *Le travail des sociétés*. Paris : Éditions du Seuil.
- Dumont, F. (1968). *Le lieu de l'homme. La culture comme distance et mémoire*. Montréal : Éditions HMH.
- Enriquez, E. (1992). *L'organisation en analyse*. Paris : PUF.

- Enriquez, E., Houle, G., Rhéaume, J., Sévigny, R. (sous la direction de) (1993). *L'analyse clinique dans les sciences humaines*. Montréal : Éditions Saint-Martin
- French, W.L.; Bell, C. H. (1984). *Organization Development. Behavioral Science Interventions for Organization Improvement*. Englewood Cliffs, N.J.: Prentice Hall, Inc.
- de Gaulejac, V.; Giust-Desprairies, F. et Massa, A. (2013). *La recherche clinique en sciences sociales*. Toulouse : Érès. <https://doi.org/10.3917/eres.massa.2013.01.0007>
- Harari, Y.N. (2018). *21 leçons pour le XXI^e siècle*. Paris : Albin Michel.
- Henry, M. (2000). *Incarnation. Une philosophie de la chair*. Paris : Seuil.
- Kaufmann, J.-C (2004). *L'invention de soi. Une théorie de l'identité*. Paris : Armand Colin.
- Lewin, K. (1972). *Psychologie dynamique. Les relations humaines*. Paris : Presses Universitaires de France.
- Martucelli, D. ((2006). *Forgé par l'épreuve. L'individu dans la France contemporaine*. Paris : Armand-Colin.
- Martucelli, D. (2010). *La société singulariste*. Paris : Armand Colin. <https://doi.org/10.4000/sociologies.3344>
- Mercier, L.; Rhéaume, J. (Sous la direction de). (2007) *Récits de vie et sociologie clinique*. Québec (Lévis) : Les Presses de l'Université Laval, Québec (Lévis).
- Merleau-Ponty, M. (1964). *Le visible et l'invisible*. Paris : Gallimard.
- Morin, E.; Le Moigne, J.-L (1999). *L'intelligence de la complexité*. Paris : L'Harmattan.
- Rhéaume, J. et R. Sévigny (2018). *Changement social à l'aune de la sociologie clinique*. In Fortier, I., Hamisultane, S., Ruelland, I., Rhéaume, J. et S. Beghdadi. *Clinique en sciences sociales. Sens et pratiques alternatives*. Presses de l'Université du Québec. <https://doi.org/10.1515/9782760550360-005>
- Rhéaume, J., Sévigny, R. (1988). *Sociologie implicite des intervenants en santé mentale. Tome I : Les pratiques alternatives : du groupe d'entraide au groupe spirituel. Tome II : La pratique psychothérapeutique : de la croissance à la guérison*. Montréal : Éditions Saint-Martin.
- Rogers, C. (1970). *Carl Rogers on Encounter Groups*. New York: Harper and Row, Publisher.

- Rosa, H. (2018). *Résonance. Une sociologie de la relation au monde*. Paris: Éditions de la découverte.
- Sévigny, R. (sous la direction de) (1983). *L'intervention en santé mentale. Premiers éléments pour une analyse sociologique*. Montréal : Les Cahiers du CIDAR, dépt. de sociologie, Université de Montréal.
- Sévigny, R. (1997) "The Clinical Approach in the Social Sciences." *International Sociology*, Vol.12, No. 2. Juin 1997. p.135-150. <https://doi.org/10.1177/026858097012002002>
- Sévigny, R., Wenying, Y., Peiyan, Z, Marleau, J.D., Zhouyun, Y, Lin, S., Uowan, Li G., Dong, X, Yanling, W., et Haijun, W. (1999). «Attitudes Toward the Mentally Ill in a Sample of Professionals Working in a Psychiatric Hospital in Beijing (China) ». *International Journal of Social Psychiatry*, Vol. 45m no. 1 p.41-55. <https://doi.org/10.1177/002076409904500106>
- Sévigny, R. (2008) « The Patient's Personal Experience od Schizophrenia in China: A Clinical Sociology Approach to Mental Health» In '*International Clinical Sociology*', Jan Marie Fritz, Editor. New York, NY : Springer Science+Business Media LLC. p. 135-152. https://doi.org/10.1007/978-0-387-73827-7_10
- Tang, Y-L., Sévigny, R., Mao, P-X, Jiang, F. et Cai, Z. (2006) « Help-seeking Behaviors of Chinese Patients with Schizophrenia Admitted to a Psychiatric Hospital». *Administration and Policy in Mental Health and Mental Health Services Research*. Ed. Springer Science &Business Media Inc. 7 pages. <https://doi.org/10.1007/s10488-006-0084-9>
- Tessier, R.; Tellier, Y. (1973). *Changement planifié et développement des organisations. Théorie et pratique*. Paris : Épi; Montréal : Éditions de l'IFG.

À propos de l'auteur

Jacques Rhéaume est sociologue et professeur émérite à l'Université du Québec à Montréal. Il participe aux activités de différents réseaux de Sociologie Clinique au Québec, aux USA, en France, en Amérique latine. Il est membre de l'AIS (CR 46), de l'AISLF(CR 19) et du réseau Dialogos. Son champ d'intérêt est celui des pratiques d'interventions dans les groupes et les organisations, utilisant principalement des méthodes qualitatives, dont les histoires de vie. Tout cela dans la perspective d'une recherche-action participative fondée sur une approche clinique du social.

Conditions de la licence Creative Commons : Vous devez attribuer le crédit approprié, fournissez un lien vers la licence et indiquez si des modifications ont été apportées. Vous pouvez le faire de toute manière raisonnable, mais pas d'une manière qui suggère que le concédant de licence vous approuve ou approuve votre utilisation. Vous ne pouvez pas utiliser le matériel à des fins commerciales.

Posture clinique en sciences sociales et rapport à l'objet de recherche

Tension entre proximité et distanciation dans le processus d'objectivation¹

Berna Elias

Université de Montréal, Canada

Résumé

Cet article présente une réflexion épistémologique sur la posture clinique en sciences sociales et le rapport à l'objet dans un projet de thèse où l'étudiante se situe dans une double posture de proximité et de distance. En tant qu'intervenante, mère immigrante et doctorante souhaitant mieux comprendre la rencontre transculturelle entre intervenants et parents immigrants, l'auteure vous emmène dans sa réflexion sur les modalités pertinentes qui peuvent favoriser la réalisation d'un processus d'objectivation dans la recherche clinique en sciences sociales. L'objectif de la présentation de cette réflexivité est de fournir à d'autres étudiants-chercheurs, situés dans une double posture, des pistes de réflexion pour développer un cadre de référence leur permettant de s'orienter vers l'objectivation. L'auteure espère ainsi contribuer à transformer la perception de la subjectivité, considérée comme un obstacle à un levier dans la construction de la connaissance scientifique. Dans un premier temps, elle présente les grandes lignes de son projet de thèse ainsi que sa posture clinique en recherche, y compris son positionnement épistémologique et ses choix méthodologiques. Elle présentera ensuite sa réflexivité en répondant à la question « Qui suis-je ? » afin de mieux comprendre ses rapports à l'objet de recherche. Enfin, elle proposera certains des principes et outils fondamentaux qui peuvent être à la disposition

1 Cette recherche a été financée par le FRQSC, dossier n° 318195

des étudiants-chercheurs souhaitant progresser vers l'objectivation tout en réduisant la tension susceptible de naître entre proximité et distanciation vis-à-vis de l'objet de la recherche.

Mots-clés : posture clinique en recherche – rapport à l'objet de recherche – processus d'objectivation – subjectivité – réflexivité.

Introduction

En tant que mère immigrante, intervenante psychosociale et étudiante-chercheuse, je me retrouve dans une double posture de proximité et de distanciation par rapport à l'objet de ma recherche doctorale. Ce dernier, qui porte sur le partenariat entre parent immigrant et intervenants en intervention et dans un contexte transculturel, s'inscrit dans un processus de recherche clinique en sciences sociales (Fortier, I., Hamisultane, S. et al. 2018). En effet, cette démarche vise à approcher les phénomènes sociaux au plus près de l'expérience des personnes concernées ; c'est-à-dire « l'étude de l'homme en situation et en interaction » comme disait de Gaulejac (2019, p. 256). Ce projet s'intéresse donc au sens que les personnes donnent à leur expérience vécue et offre une place à l'implication du chercheur dans sa propre recherche. Il s'agit « [...] de placer la question du transfert et du contre-transfert au centre de l'attention [...] de repenser les enjeux autour de l'engagement et les rapports entre la recherche et l'intervention » (de Gaulejac, V. 2019, p. 258). On peut dire que la sociologie clinique se situe à la croisée de la recherche et de l'intervention, du personnel et du collectif, du psychique et du social, de la subjectivité et de l'objectivité. Ainsi, « le chercheur [est le] premier objet de la recherche » (Barus-Michel, J. 2013, p.119) et il est donc invité à bien comprendre son implication et son rapport à l'objet de recherche étudié (Fortier, I., Hamisultane, S. et al. 2018). Pour ces raisons, dans cet article, je prends du recul afin d'être en mesure de décortiquer la complexité de mes rapports à l'objet de recherche de mon projet doctoral. Je présenterai tout d'abord les grandes lignes afin de vous donner un aperçu du projet de thèse ainsi que ma posture clinique en recherche, y compris mon positionnement épistémologique et méthodologique. J'identifierai les principes épistémologiques qui résonnent le mieux

avec ma vision et mes objectifs de recherche, et j'aborderai le cadre méthodologique choisi pour la collecte et l'analyse des données. Je révélerai ensuite une amorce de réflexivité sur la question « Qui suis-je ? » et quelques observations sur mon rapport à l'objet de recherche. Enfin, j'exposerai certains des principes et outils fondamentaux qui peuvent être utilisés pour atténuer la tension dans le processus d'objectivation afin de faire progresser la connaissance scientifique de manière éclairée et orientée vers l'objectivation.

Je tiens à préciser que cette réflexion sur le cadre de référence n'est qu'une amorce. Il est très probable, qu'au cours de la recherche, et qu'à posteriori, ma compréhension de ma posture et de mon rapport à l'objet de recherche se révèle un peu plus nette, notamment grâce aux outils qui me permettront de prendre du recul et de mener une réflexion plus mature sur la situation.

1. Un aperçu du projet de recherche

Au Québec, les programmes d'intervention destinés aux enfants ayant un diagnostic de trouble du spectre de l'autisme (TSA) ou de déficience intellectuelle (DI) valorisent la participation des parents et comptent sur leur engagement dans les programmes de stimulation et de réadaptation. Ainsi, la réussite des interventions repose sur la réussite de la rencontre entre l'enfant, ses parents et les intervenants (Elias, B. 2020). Cependant, la dynamique de cette rencontre risque d'être plus complexe lorsque les parents et les intervenants proviennent de cultures différentes, avec des cadres de référence différents et une vision différente de la parentalité, du diagnostic ou des besoins de l'enfant. L'expérience des parents immigrants dont l'enfant a reçu un diagnostic de DI ou de TSA est très particulière (Bétrisey, C. et al. 2015). Le diagnostic de l'enfant ajoute une couche de complexité à la situation d'immigration, marquée par un processus transformateur entraînant des perturbations, des dysfonctionnements et des changements majeurs dans la vie familiale. Loin de leur réseau de soutien habituel, les parents immigrants doivent apprendre à naviguer à travers les multiples services (publics et privés) destinés à leur enfant (Bétrisey, C. et al., 2015 ; Richard, M. et al., 2018). Une fois qu'ils y ont accédé, ils doivent suivre le rythme et les modèles

offerts, souvent en l'absence d'adaptation des services pour répondre à leur besoin de soutien psychosocial.

L'objectif de ce projet de thèse est de co-construire un dispositif clinique de soutien axé sur la relation partenariale transculturelle afin d'améliorer la rencontre entre enfants, parents immigrants, et intervenants dans les programmes de réadaptation qui offrent du soutien aux parents d'enfants ayant un TSA ou une DI. Je vise ainsi à co-construire, avec et pour les acteurs (parents et intervenants), un dispositif clinique adéquat répondant aux besoins des parents immigrants dans un contexte transculturel.

Dans le cadre de cette thèse, je propose 1) de documenter la mise en place d'un comité et du processus de co-construction qui visent à élaborer des pistes adaptées aux besoins des parents immigrants ayant un enfant recevant des services de réadaptation en DI-TSA; 2) de recueillir les perspectives des acteurs sur les mécanismes qui influencent la rencontre enfant-parent immigrant-intervenant dans ces programmes (dimensions internes, externes et interactionnelles); 3) de décrire ou d'explicitier les éléments clés d'un dispositif clinique de soutien axé sur le partenariat transculturel afin d'informer les gestionnaires des programmes de réadaptation qui visent à améliorer les services offerts aux enfants ayant un TSA ou une DI et à leurs familles issues de l'immigration.

Ainsi, au sein de ce comité, j'aurai le double rôle de chercheuse-membre, ayant à la fois en moi une triple identité de chercheuse, de professionnelle et de mère immigrante². Le défi consiste à assurer un certain équilibre entre ces trois identités sans pour autant perdre de vue l'objectif de recherche. Cependant, pour trouver le bon équilibre, je dois développer une posture de recherche capable de contribuer au processus de production de connaissances, tout en me permettant de prendre conscience de mon positionnement social et de l'influence qu'il a sur ma propre recherche.

2 Bien que mes enfants ne soient pas des personnes en situation de neurodiversité, le fait que je sois un parent ayant vécu l'immigration est suffisant pour être considéré comme porteur de cette identité.

2. Posture clinique en sciences sociales

« Chercher, c'est aller à la rencontre de l'autre, de son altérité.

Comprendre, c'est penser avec l'autre, avec sa différence. »

(Graton, E., 2007, p.251)

La posture clinique, dans la recherche sociologique, se caractérise par une approche compréhensive qui consiste à examiner les phénomènes sociaux sous un angle existentiel, tout en s'appuyant sur l'articulation des dimensions sociopsychiques (Vandevelde-Rougale, A. 2011). « La clinique se fonde sur une épistémologie de quête du sens d'un monde social signifiant créé dans et par la dynamique sociale intersubjective, entre sujets et acteurs sociaux. » (Fortier, I., Hamisultane, S. et al. 2018, p. 4). Il s'agit d'une posture qui prête attention aux vécus des personnes, avec un souci particulier de développement des pratiques dans le milieu étudié. En d'autres termes, elle se situe entre la recherche et l'intervention, ainsi qu'entre la pratique et la théorie.

D'une part, la posture clinique permet de comprendre et d'interpréter le sens donné par les acteurs à leurs expériences vécues, en reconnaissant l'autre comme un sujet informé engagé dans un processus de subjectivation. D'autre part, elle propose de coconstruire, avec les personnes concernées, dont la chercheuse, des pistes d'action pour améliorer les conditions de vie et faire évoluer une situation complexe.

L'une des caractéristiques de cette posture réside dans le processus de production de connaissances, qui repose non seulement sur l'échange qui aura lieu avec les participants, mais aussi sur l'expérience subjective de la chercheuse en interaction sur le terrain et l'analyse de cette expérience (Blondel, F. et Roy, S. 1993). Ainsi, en adoptant cette posture clinique dans la recherche, la chercheuse est invitée à faciliter les échanges et à dialoguer avec les participants afin de co-construire le sens et de développer des solutions, mais

aussi à analyser le *transfert*³ et le *contre-transfert*⁴ qui ont joué un rôle pendant son interaction sur le terrain. Selon Blondel (2015), la chercheuse est gardienne du cadre et est chargée de promouvoir un espace de réflexion sécurisé afin de permettre la co-construction des connaissances. Il n'y a pas d'imposition d'une vision préconçue du monde, mais les participants disposent du temps, de l'espace et de l'environnement nécessaires pour partager leurs visions et le sens qu'ils donnent à certaines situations. De plus, l'implication de la chercheuse dans ce même processus fait partie intégrante de cette posture, et fait donc appel à sa subjectivité et à son expérience par rapport à l'objet de la recherche. En fait, cette posture exige de l'agilité de la part de la chercheuse qui participe activement au processus de collaboration, d'apprentissage et de co-construction de sens avec les participants, tout en évitant de hiérarchiser les savoirs (de Gaulejac, V. 2019). « L'expertise du clinicien porte donc sur la maîtrise de la méthode plutôt que sur la connaissance de l'objet d'étude » (Blondel, F. 2015, p. 89). En étant chargée de faciliter les discussions de manière impartiale et respectueuse, et de veiller à ce que les participants puissent s'exprimer et partager leurs idées, la chercheuse doit également être en mesure de maîtriser ses propres réactions et tout ce qui est en jeu dans l'intersubjectivité (transfert, contre-transfert, dynamique de groupe, etc.). Cela implique de renoncer à la position d'expert pour se concentrer sur la relation entre la chercheuse et les participants ainsi que sur les dynamiques qui y sont liées. Cela aborde ainsi à la fois la question de la participation à la recherche et celle du lien entre la recherche et l'intervention (de Gaulejac, V. 2019).

Cependant, la définition d'une posture de recherche nécessite à la fois la clarté de ses choix épistémologiques et méthodologiques, et la cohérence des dispositifs mis en œuvre pour atteindre les

3 C'est « le processus par lequel les désirs inconscients s'actualisent sur certains objets dans le cadre de relations établies avec eux. Il s'agit d'une répétition de prototype infantile vécue avec un sentiment d'actualité marquée ». (Laplanche et Pontalis, cité dans Derouette, C., 2015).

4 « Le contre-transfert est à comprendre comme une résonance psychique diachronique où le psychanalyste se sent mobilisé dans des objets personnels telle une réponse psychique en concordance avec la parole entendue de l'analysé. » (Hamisultane, 2018, p.82)

connaissances souhaitées (Charmillot, M. livre en ligne, s.d.). Ainsi, dans la suite de ce texte, je développerai mon positionnement épistémologique et j'identifierai le cadre méthodologique qui me guidera sur le terrain pour la collecte et l'analyse de données.

Positionnement épistémologique constructiviste

L'objectif de ma thèse précise clairement que je m'inscris dans une perspective constructiviste qui part du principe que la connaissance est construite de manière dynamique et sociale et qu'elle résulte de l'interaction entre les individus. L'épistémologie constructiviste défend la thèse de la multiplicité des réalités socialement construites (Bertereau, C. et al., 2019) et elle est particulièrement pertinente pour les personnes qui souhaitent comprendre les mécanismes des relations sociales (Paturel, D. 2015). En fait, le positionnement constructiviste privilégie une approche de recherche compréhensive, interprétative, constructiviste et herméneutique (Charmillot, M. livre en ligne, s.d.). En d'autres termes, cette épistémologie cherche à comprendre les processus sociaux du point de vue des acteurs impliqués et de manière holistique. Cela consiste à explorer les différents niveaux de sens présents dans l'objet de recherche et à interpréter le sens et les significations des discours et des interactions en tenant compte du contexte historique et culturel. La subjectivité est un élément central, et donc l'interprétation des interactions données par les acteurs et la chercheuse sont au cœur du processus de production de connaissances (Hannique, F. 2007). Par ailleurs, la démarche clinique en sciences sociales s'inscrit dans cette épistémologie qui cherche à répondre à « une demande sociale » visant à contribuer au bien commun par la résolution d'un problème, d'une souffrance ou d'une difficulté (Ramognino, N. 1993, p.56). La portée de cette démarche est non seulement étendue au domaine du social et des représentations, mais aussi au domaine des émotions et de l'imaginaire articulant ainsi le rationnel et l'affectif, le social et l'individuel (Houle, G. 1993). Ces considérations impliquent une analyse itérative (c'est-à-dire des allers-retours avec les participants) tout au long du processus, afin d'éviter de se tromper dans l'interprétation. Il s'agit d'un processus

qui reflète la dynamique évolutive propre à l'approche clinique (Houle, G. 1993).

Dans ce projet, je cherche à comprendre les expériences des acteurs clés (intervenants et parents immigrants) dans un contexte précis (le comité), en accordant une attention particulière au sens donné à l'expérience vécue par les participants (la collaboration et la co-construction), tout en observant la dynamique de groupe. Il ne faut pas oublier que mon expérience personnelle en tant que chercheuse fait partie intégrante de la construction de l'objet de recherche. Or, l'enjeu épistémologique de la non-neutralité, qui résulte de la subjectivité dans la production de connaissances, nécessite une mise en place de stratégies permettant de contrôler et d'équilibrer cette implication (Enriquez, E. 1993). Ainsi, un cadre méthodologique bien défini est essentiel pour permettre la collecte de données dans un contexte qui appelle à la prise de conscience des impacts de cette implication. Cette exigence permet de procéder à une analyse approfondie de l'intersubjectivité en vue d'atteindre l'objectivité. De même, il est important de disposer d'outils méthodologiques capables d'interroger toutes les relations sous-jacentes, y compris la position de la chercheuse ainsi que l'impact de ses interactions et de sa présence sur la dynamique du groupe. On peut souligner que l'épistémologie constructiviste fournit un cadre qui permet à la chercheuse de s'engager dans le processus de recherche. Toutefois, il est crucial de mettre en œuvre une stratégie qui permette de prendre une distance afin de «remanier le rapport implication-distanciation» au cours de l'analyse (Houle, G. 1993, p.45). Il convient donc maintenant d'examiner le cadre méthodologique à la lumière du positionnement épistémologique et de la posture clinique en recherche sociale.

Cadre méthodologique

Dans le but de mieux comprendre les perspectives des acteurs ainsi que l'interaction qui prendra place sur le terrain, il est judicieux d'avoir recours à une méthode capable de fournir un portrait holistique des interactions complexes. En cohérence avec l'épistémologie constructiviste et la posture clinique en recherche, l'étude de cas est

choisie comme méthodologie de collecte des données. Selon Gilles Houle (1993), «l'étude de cas est clinique dans la prise en compte de la relation observateur/observé et du statut épistémologique du projet du clinicien dans cette intimité partagée [...] elle est une méthode dans la construction de l'observatoire [...]» (p.47). En fait, l'étude de cas est une méthodologie pertinente lorsque l'objet doit être compris dans son intégralité et lorsqu'il est nécessaire de creuser les interconnexions et de décortiquer la complexité d'un phénomène peu étudié (Feagin, J.R. et al. 1991). Cette méthodologie de collecte de données implique plusieurs sources de données (parents, intervenants et chercheuse), utilise plusieurs outils de collecte de données (observation, entrevue de groupe, entrevue individuelle et analyse de document), et permet d'adopter plusieurs approches méthodologiques (étude de cas, sociologie clinique). D'ailleurs, cette méthode offre la possibilité de développer une stratégie de collecte de données par triangulation, ce qui fait de celle-ci une méthodologie complémentariste pertinente pour ce projet.

D'un autre côté, ce projet ancré dans les principes de la recherche participative partenariale (ou ce qui est reconnu dans l'approche clinique en sciences sociales comme la recherche-action) suit une approche itérative entre la connaissance et l'action. Ainsi, la chercheuse doit ajuster ses actions au fur et à mesure qu'elle progresse dans sa compréhension du phénomène étudié sur le terrain (de Gaulejac, V. 2019). Comme je l'ai mentionné plus haut, la chercheuse est amenée à interagir avec les acteurs pour extraire des données, mais également pour contribuer à la transformation des rapports sociaux (de Gaulejac, V. 2019). Par conséquent, tout au long du processus de recherche, et non seulement lors de l'analyse des données, il est primordial de prendre en considération l'interaction sujet-objet de la recherche. La chercheuse est donc invitée à prendre du recul afin de mieux examiner l'*observatoire*, l'*observé*, mais aussi l'*observateur* (Houle, G. 1993). Cette prise de distance contribuera au processus de production de connaissances qui, selon Rhéaume (dans Enriquez, E. 1993), est «le résultat d'une activité réflexive dans l'action» et «sur l'action» (p.87). L'approche clinique tente de définir les relations entre les individus et leur environnement, et ce en se basant sur le pluralisme causal, sur la co-construction et

l'analyse dialectique de l'intersubjectivité (Vandevelde–Rougale, A. et al. 2019). Pour cela, la chercheuse et les acteurs sont invités à faire preuve de réflexivité en prenant conscience de leurs propres préjugés et croyances (de Gaulejac, V. 2019).

De plus, devant la complexité des dynamiques susceptibles de se produire au cours de cette étude et compte tenu de la diversité des réalités des membres du comité, y compris la mienne, il est important de prendre un moment pour amorcer une réflexion sur mon potentiel implication dans mon projet de thèse et sur mes rapports à l'objet de recherche.

3. Une amorce de réflexion et de réflexivité

« Je ne me souviens pas toujours
d'où je viens
dans mon sommeil,
mes rêves me rappellent
qui je suis
jamais mes origines
ne me quitteront. »
(Bacon, J. 2009)

Cet extrait d'un poème de Joséphine Bacon (2009), qui m'a été partagé lors de mon examen de synthèse alors que j'étais en pleine réflexion sur les concepts clés de mon projet de thèse et sur ma posture de recherche, m'a amené à réfléchir profondément à ce que je porte constamment en moi : mes origines, mon histoire et le parcours que j'ai traversé. *Jamais ils⁵ ne me quitteront*, ils sont ancrés en moi, dans ma perception en tant que chercheuse, dans mon savoir-faire en tant qu'intervenante et dans mon vécu en tant que mère immigrante. Il est donc tout autant important de les considérer dans ma recherche. Ils peuvent surgir à un moment inattendu, déclenchant des tensions entre objectivation et subjectivation, entre proximité et distanciation, entre le personnel et le professionnel. Ainsi, pour mieux comprendre mon implication dans la recherche,

5 Origines, histoires, parcours

j'ai dû prendre conscience de l'importance d'adopter une démarche réflexive. Celle-ci est une activité de base qui devrait être exercée en permanence dans la recherche qualitative et qui vise à examiner le rôle du chercheur, la relation chercheur-recherche, les dynamiques de pouvoir, les privilèges, les émotions, les positions et les différentes façons de percevoir les choses (Luttrell, W. 2019). En d'autres termes, la réflexivité désigne un ensemble de pratiques continues au cours desquelles le chercheur critique apprécie et évalue consciemment la manière dont sa subjectivité et son contexte influencent le processus de recherche (Olmos-Vega et al. 2023). En effet, les chercheurs adoptant une posture clinique sont invités à adopter des stratégies de réflexivité pour mieux se connaître et comprendre l'impact de leurs origines, de leur parcours et de leurs multiples identités sur leurs travaux de recherche. Ils sont de plus en plus encouragés à surveiller attentivement l'impact de leurs préjugés, de leurs croyances et de leurs expériences personnelles sur leur recherche, afin de mobiliser les modalités les plus pertinentes pour maintenir l'équilibre entre la subjectivité et l'objectivité (Berger, R. 2015). Ainsi, en réponse à cet appel à la réflexivité, je tenterai, dans la suite de cet article, de décortiquer mon positionnement social qui pourrait affecter ma recherche. Je commencerai par me présenter en établissant des liens entre les sphères personnelles et professionnelles qui ont façonné mes intérêts de recherche et influencé ma relation avec le sujet de la recherche.

Qui suis-je?

Je suis en construction continue, selon le contexte dans lequel je me trouve. Actuellement, je suis une mère qui a choisi d'immigrer au Québec avec son conjoint et leurs deux enfants. Mon parcours académique s'est déroulé dans mon pays d'origine, le Liban, tandis que j'ai acquis mon expérience professionnelle à l'étranger, plus précisément au Koweït. Possédant près de dix ans d'expérience dans différents systèmes éducatifs (américain, français, anglais, écoles ordinaires, inclusives et spéciales) en tant que travailleuse sociale scolaire, j'ai passé la première moitié de ma carrière en quête d'un milieu qui correspondait au mieux de mes valeurs et aspirations

professionnelles. L'autre moitié a été marquée par mon engagement dans une école spécialisée pour les personnes en situation de neurodiversité. C'est au sein de cet établissement que j'ai trouvé ma motivation, mon intérêt et mon dévouement. Ma mission était de soutenir, en collaboration avec une équipe transdisciplinaire, les individus en situation de neurodiversité, leurs familles, ainsi que les professionnels⁶ travaillant à leurs côtés. J'avais également pour mission de promouvoir l'inclusion des personnes en situation de neurodiversité dans la communauté en trouvant des milieux de stage, mais aussi en organisant des activités de sensibilisation et des formations dans des écoles régulières. Pendant la durée de mon emploi au sein de cette dernière école, j'ai pris la décision de retourner aux études en vue d'obtenir un diplôme d'études approfondies (DEA) en psychologie sociale. Mon objectif était de mieux comprendre l'implication des parents dans l'école spécialisée et d'explorer des moyens visant à l'« améliorer ».

Parallèlement, j'avais un autre projet en cours : celui d'immigrer au Québec afin d'offrir un meilleur avenir à mes enfants. À mon arrivée au Québec, après un long processus d'immigration en tant que travailleuse qualifiée, j'ai dû faire face à la non-reconnaissance de mes qualifications professionnelles. Cependant, j'ai pu travailler comme éducatrice spécialisée dans l'accompagnement des familles d'enfants ayant un TSA. Ce changement de rôle professionnel m'a incitée à comparer les valeurs et les approches d'intervention des deux métiers que j'ai exercés, ainsi que les différentes façons de faire dans les deux pays où j'ai exercé ma profession. J'étais en plein processus d'adaptation à ma nouvelle situation professionnelle et à mon nouveau pays, qui remettaient en question mon cadre de référence, mes connaissances, mes habitudes, mais aussi tout ce qui était nouveau pour moi. Chaque aspect de cette expérience (professionnelle et personnelle) était inédit et semblait dépourvu de sens. Ce processus d'adaptation m'a permis de porter un regard critique sur les interactions et les dynamiques entre les intervenants

6 Dans les cas des enfants ayant un diagnostic il y a souvent une équipe multidisciplinaire qui interviennent auprès de l'enfant et de sa famille et le terme professionnels peut désigner par ex. éducatrice spécialisée, orthophoniste, ergothérapeute, physiothérapeute ou autres.

et les parents immigrants. C'est ainsi que j'ai commencé à remettre en question le sens du concept de l'engagement parental en intervention ainsi que les facteurs affectant la rencontre enfant – parent immigrant – intervenants en intervention. La rencontre en intervention à laquelle les rapports gouvernementaux et les documents des programmes de réadaptation font référence sous le terme de «partenariat» (Laverdière, F. 2018) n'était pas suffisamment claire en pratique. J'étais assez critique quant à l'implantation de ce concept en intervention dans un contexte multiethnique, marqué par la diversité linguistique et culturelle. C'est à partir de ces questionnements et réflexions sur et dans la pratique qu'est née l'idée initiale de mon projet de thèse : *La co-construction d'un dispositif clinique de soutien pour renforcer le partenariat transculturel dans les programmes de coaching parental DI-TSA.*

Rapport(s) à l'objet de recherche

En observant mes rapports à l'objet de recherche avec un méta regard, je constate que mon projet de thèse est profondément ancré dans mon parcours personnel et professionnel. Les questions qui ont émergé dans le cadre de ma dernière activité professionnelle résonnaient tantôt avec mon vécu de mère immigrante, tantôt avec la confrontation entre les deux activités professionnelles que j'ai exercées au cours de ma carrière. À cet égard, j'ai souvent comparé mon rôle professionnel de travailleuse sociale à celui d'éducatrice spécialisée. Cela m'a donné une perspective distincte sur les dynamiques de pouvoir qui se jouaient en intervention et au sein des institutions. D'une part, cela contraignait les professionnels à rester dans le cadre, d'autre part, cela imposait des formules d'intervention qui risquaient de ne pas répondre aux besoins des parents immigrants.

En fait, dans ce contexte de diversité et dans le cadre de mon travail, je rencontrais de nombreuses familles immigrantes, ce qui fait que j'étais plus sensible à leurs parcours et aux défis auxquels elles sont confrontées. C'est pour cette raison que j'étais plus prédisposé à observer des attitudes à l'égard de ces familles qui sont teintées de préjugés et de rapports de pouvoir de la part de certains

intervenants. J'ai également constaté un manque de compréhension des réalités des familles immigrantes. Ce manque d'empathie et de compassion m'a particulièrement touchée. En tant que nouvelle arrivante, j'étais bien consciente des défis rencontrés par les parents immigrants. Ainsi, les réactions de certains intervenants ont fait effet sur cette réalité de mon identité. À titre d'exemple, j'ai entendu des commentaires sur le manque d'implication des parents immigrants alors que je voyais (et sentais) que ces parents n'avaient pas de réseau de soutien autour d'eux. J'ai également été témoin de conversations chargées de reproches et de classements des immigrants. En même temps, une autre facette de mon identité, celle de travailleuse sociale, a été fortement secouée par le fait que certaines de mes valeurs professionnelles, telles que la solidarité, la justice sociale et la capacitation (empowerment), semblaient peu employées dans un système régi par un modèle managérial concentré sur la performance et la productivité⁷.

Tous ces questionnements m'ont menée à réfléchir à la contribution que je pouvais apporter pour changer les choses, pour améliorer la situation et pour créer des canaux de communication qui permettraient aux personnes concernées d'être conscientes, informées et sensibles aux réalités des uns et des autres. Les intervenants ne sont pas toujours au courant des réalités des parents immigrants, mais réciproquement, de nombreuses familles ignorent les défis que les intervenants doivent relever dans le cadre de leur mandat institutionnel. Cette situation pouvait rendre le développement d'un « partenariat » plus complexe. Ce partenariat, qui est énoncé dans les politiques gouvernementales, demeure toutefois plutôt une volonté qu'une mise en œuvre dans les services (Girard, K. et al. 2014). Cependant, ma volonté incessante d'agir en tant que facilitatrice de changement reste étroitement associée à mes aspirations à poursuivre mes études et mes recherches sur

7 Par exemple, un certain nombre de dossiers doivent être ouverts afin de réduire la liste d'attente, ce qui conduira à prévoir la durée d'un épisode d'intervention auprès de chaque famille. Cependant, il est bien connu que dans ce type d'intervention, il est impossible de savoir combien de temps la personne aura besoin pour montrer des progrès. Il y a beaucoup de variables impliquées dans la dynamique de l'intervention et il n'est jamais possible de prévoir à l'avance la durée convenable.

des thèmes intimement rattachés à mon champ professionnel et, désormais, de plus en plus imbriqués dans mon expérience. Cette volonté rejoint les réflexions que j'ai entamées au cours de mon projet de recherche pour l'obtention d'un Diplôme d'Étude Approfondie, où les questions relatives à l'implication des parents dans l'intervention et au rôle des professionnels (travailleur social) dans la dynamique de l'intervention ont pris une place primordiale.

Par conséquent, il est clair que j'assume une triple identité dans ce processus de recherche : étudiante-chercheuse, mère immigrante et intervenante. Il m'est impossible de m'extraire de l'une ou l'autre de ces dimensions, qui sont intimement liées et interconnectées aux sphères professionnelle et personnelle de mon identité. Mais comment parvenir à l'objectivation lorsque l'on porte une position aussi complexe dans sa propre recherche? Comment faire preuve d'une éthique professionnelle et scientifique tout en embrassant la nature complexe de sa position dans le cadre de sa propre recherche clinique en sciences sociales?

Dans les sections qui suivent, je discuterai de trois principes qui pourraient atténuer la tension entre la proximité et la distanciation, transformant ainsi la subjectivité d'un obstacle à un levier dans le processus d'objectivation. Je présenterai également certains des outils que j'ai envisagés pour accompagner mon travail de terrain et contribuer ainsi à ce processus d'objectivation.

4. Principes à mobiliser pour atténuer la tension entre proximité et distanciation dans le processus d'objectivation

En fait, Hamisultane et ses collègues (2021) ont identifié trois principes fondamentaux à respecter lors d'un processus d'intersubjectivité, où l'implication de la chercheuse dans sa propre recherche est intimement liée à sa relation avec l'objet de recherche. Tout d'abord, il est essentiel de reconnaître que le choix d'un objet de recherche n'est en aucun cas accidentel. Comme le disait Le Gall : « le choix d'un objet de recherche n'est jamais un hasard » (dans Hamisultane, S. et al. 2021). Dans la section précédente, j'ai pu facilement déceler mes affiliations, provenant des sphères personnelle et professionnelle,

avec les concepts clés de mon projet de thèse. Rien de tout ça n'est une coïncidence fortuite. C'est pour cette raison qu'il est essentiel d'être conscient de la complexité inhérente au fait que mes origines, mon parcours, mon expérience, ainsi que les différentes facettes de mon identité ont un effet sur ma recherche et le choix de l'objet.

Un autre élément clé est l'exploration active des émotions qui émergent au cours de la recherche et qui ne doivent pas être réprimées. Bertrand (2001) compare l'implication du chercheur à un «réservoir de pulsions» dans lequel certains éléments tels que la reconnaissance, le sentiment d'appartenance et l'héritage migratoire jouent un rôle dans l'interaction d'une personne envers une autre. Il est donc important de pouvoir détecter les réactions qui peuvent survenir lors de rencontres, comme la résonance avec l'autre similaire (par exemple un parent ayant vécu la même expérience migratoire) ou l'autre différent. Cette résonance peut susciter du plaisir ou du déplaisir; elle peut faciliter les liens de confiance ou, au contraire, susciter de l'inconfort (Hamisultane, S. 2018). Ainsi, les réactions inconscientes peuvent affecter nos attitudes, nos perceptions et nos processus d'analyse et par la suite, déformer la recherche. C'est pour cette raison qu'il ne faut pas les refouler, et au contraire les expliciter pour en faire des outils incontournables dans l'analyse et la recherche.

Le troisième principe exige la mise en place de stratégies et d'outils qui peuvent mener à l'objectivation. Le but est de minimiser les distorsions dans les interprétations causées par l'implication inconsciente, les réactions imperceptibles ou, parfois même, le refoulement. Pour ce faire, les chercheurs sont invités par Barus-Michel (2013) à mettre en place un cadre destiné à assurer une certaine distanciation afin d'éviter de déformer les «modèles d'action» dans la rencontre et au cours de l'analyse. Elle parle de «la séparation du chercheur et de son objet et de lui-même» (p. 125). Or, la posture clinique mobilise une «éthique émancipatrice critique» et une posture réflexive (Rhéaume, J. 2009) qui font appel à des pratiques d'auto-analyse et de réflexivité, lesquelles sont fondamentales dans le processus d'objectivation.

Comment y parvenir? Quelles stratégies pouvons-nous déployer pour mobiliser des pratiques d'auto-analyse et de réflexivité? Quels outils devons-nous mettre en place pour «remanier le rapport implication -distanciation»?

5. Outils à déployer tout au long du terrain pour «remanier implication-distanciation» dans le processus d'objectivation

Puisque mon projet propose un dialogue entre l'expérience personnelle et professionnelle des participants et que je participe moi-même à ma propre recherche, il est essentiel que j'adopte un processus de réflexion critique sur ma posture et mon positionnement tout au long de l'étude. Outre cet article, qui constitue un premier jalon dans cette réflexion, il est essentiel de continuer à développer cette réflexion, à tout moment, sur le terrain. J'envisage donc de mener une réflexion sur l'action, dans l'action et sur les modèles d'action (Bourassa et Ledere, 2002 ; Richards et Schwartz, 2002) en tenant un journal de bord et en partageant un espace de réflexivité et d'introspection avec d'autres individus où il est possible de sortir de l'isolement et de parler ouvertement des facteurs d'influence sur ma propre recherche.

Tout d'abord, le journal de bord me permettra de prendre du recul et de m'engager constamment dans des moments d'introspection et d'observation, offrant ainsi un méta regard sur les événements qui se produisent tels que les résonances qui résultent de mon rapport à l'objet de recherche. En conséquence, mon journal de bord m'accompagnera en permanence pour consigner : mes réflexions personnelles (par ex. questionnements, attentes, idées), mes conceptions (par ex. planification, choix méthodologiques et théoriques), les données recueillies (par ex. observation, ressentie), mes réflexions sur le processus (par ex. défis rencontrés, leçons apprises et ajustements à apporter), l'analyse préliminaire des données (par ex. schémas, interprétation) et des réflexions éthiques (par ex. consentement éclairé). En fait, l'écriture offre une occasion idéale de passer d'un état inconscient à un état plus critique, me permettant ainsi de me poser des questions et d'envisager les

effets sur ma propre méconnaissance. Cela m'amènera à acquérir de nouvelles connaissances sur le rapport chercheuse-terrain/chercheuse-participant (parent ou intervenant). Cette activité, qui se déroule en dehors du travail de terrain et de la dynamique de groupe, fournit un mécanisme de distanciation qui rend la réflexion plus proche de l'objectivation.

Un autre moyen de «remanier le rapport implication-distanciation» consiste à offrir des espaces et des moments de réflexion avec d'autres personnes. C'est dans cette optique que je suis accompagnée par les codirectrices et les membres du comité de ma thèse. Des rencontres régulières ont été établies avec la directrice principale afin de discuter de mon développement, de mes réflexions et des obstacles qui pourraient émerger sur le terrain. Des rencontres ad hoc seront organisées avec la codirectrice selon les besoins, tandis que les membres du comité seront consultés au fur et à mesure que leur expertise sera nécessaire à l'avancement du projet. L'objectif est de pouvoir discuter avec elles des questions relatives au processus (par ex. ajustements méthodologiques), à mon implication dans mon propre projet (par ex. résonance avec le vécu des participants) et/ou à des blocages qui peuvent surgir (par ex. difficulté de recrutement, désistement de certains participants).

Je serai également soutenue par une communauté de pratique regroupant des doctorant·e·s en travail social de l'Université de Montréal, de l'Université du Québec à Montréal et de l'Université de Sherbrooke. Les membres de cette communauté de pratique ont créé un espace où ils peuvent échanger et s'entraider pour résoudre les problèmes, mais aussi pour partager les connaissances et les leçons apprises au cours de leur parcours de doctorat.

Conclusion

Cet article, préalable au terrain, représente un premier effort pour préparer un cheminement de réflexivité qui continuera d'évoluer (avant, pendant et après le terrain). Il représente un épisode modeste d'un processus de réflexivité à poursuivre, dans le passage du temps, qui rendra cette implication de plus en plus visible. Comme le souligne Andrea Doucet (2008), des souvenirs disparates et des

représentations de soi divergentes peuvent émerger avec le temps, influençant en fin de compte le récit et les connaissances produites. En ce sens, cet article présente une partie de la réflexion exploratoire sur la posture clinique en recherche et esquisse des éléments de réflexivité menés dans le but d'améliorer la compréhension du rapport à l'objet de recherche doctorale avant de se rendre sur le terrain. Bien qu'il soit encore impossible de prévoir comment les interactions et les personnes impliquées dans cette recherche influenceront la dynamique au sein de ce comité, des stratégies d'accompagnement ont été proposées. L'objectif de cet article est d'illustrer les différentes formes d'implication de la chercheuse dans sa propre recherche, mais aussi de démontrer la possibilité de contrôler cette implication en établissant un cadre épistémologique et méthodologique qui intègre la subjectivité dans le processus d'objectivation. Ce cadre permet de prendre du recul et d'adopter une vision globale de l'*observatoire*, ce qui pourrait faciliter la production de connaissances. Autrement dit, pour aboutir à un processus d'objectivation, il est important d'observer non seulement l'objet étudié, mais aussi l'*observateur* (la chercheuse) et la relation qui se développe entre ces deux. Il est donc essentiel de capter les résonances et d'être suffisamment réflexif pour pouvoir alterner entre proximité et distance. Enfin, j'espère que cette réflexion inspirera d'autres chercheurs à explorer leur rapport implication–distanciation afin d'éviter les risques de distorsion qui peuvent découler de leur implication dans leur objet de recherche.

Références

- Bacon, J. (2009). Poèmes choisis de Joséphine Bacon : tirés de Tshissinuashitakana / Bâtons à message. Inter, (104), 9–10.
- Barus-Michel, J. (2013). Un objet peut en cacher un autre. Dans *La recherche clinique en sciences sociales* (p. 119–132). ERES. <https://doi.org/10.3917/eres.mass.2013.01.0119>
- Berger, R. (2015). Now I see it, now I don't: Researcher's position and reflexivity in qualitative research. *Qualitative Research*, 15(2), 219–234. <https://doi.org/10.1177/1468794112468475>

- Bertereau, C., Marbot, E. et Chaudat, P. (2019). Positionnement épistémologique et orientation de la recherche : un focus sur l'étude des stéréotypes. *Revue Interdisciplinaire Management, Homme et Entreprise*, 34,8, 51-66. <https://doi.org/10.3917/rimhe.034.0051>
- Bétrisey, C., Tétreault, S., Piérart, G., et Desmarais, C. (2015). Les mesures de soutien privilégiées par les parents immigrants d'un enfant mineur qui présente des besoins spéciaux : une étude de la portée. *Service social*, 60(2), 2952. <https://doi.org/10.7202/1027989ar>
- Blondel, F., et Roy, S. (1993). La sociologie clinique au cœur de la souffrance humaine. Dans de V. Gaulejac et S. Roy (dirs.), *Sociologies cliniques. Hommes et perspectives*.
- Blondel, F. (2015). Posture clinique et approche sociologique dans l'intervention psychosociologique. *Revue Économique Et Sociale : Bulletin De La Société D'Etudes Economiques Et Sociales*. <https://www.e-periodica.ch/digbib/view?pid=res-001:2015:73::456#92>
- Bourassa, B., et Ledere, C. (2002). Des pratiques reflexives de groupe en contexte de recherche sociale et de formation personnelle. *Canadian Journal of Counselling*, 36(2), 14.
- Charmillot, M. (s.d.) (livre en ligne). Définir une posture de recherche, entre constructivisme et positivisme. Dans *Guide décolonisé et pluriversel de formation à la recherche en sciences sociales et humaines*. Éditions science et bien commun. Consulté 16 février 2024, à l'adresse <https://scienceetbiencommun.pressbooks.pub/projetthese/chapter/les-grands-debats-epistemologiques-occidentaux-attribue/>
- de Gaulejac, V. (2019). Sociologie clinique. Dans : Christine Delory-Momberger éd., *Vocabulaire des histoires de vie et de la recherche biographique* (pp. 256-260). Toulouse: Érès. <https://doi.org/10.3917/eres.delor.2019.01.0256>
- Derouette, C. (2015). Transfert. Dans : Stéphane Rullac éd., *Dictionnaire pratique du travail social* (pp. 456-458). Paris: Dunod. <https://doi.org/10.3917/dunod.rulla.2015.01.0456>
- Doucet, A. (2008). "From her side of the gossamer wall(s)": Reflexivity and relational knowing. *Qual Sociologie* 31, 73-87. <https://doi.org/10.1007/s11133-007-9090-9>
- Elias, B. (2020, décembre). L'engagement parental en intervention. [Examen de synthèse, exigence du programme de doctorat]. École de travail social, Université de Montréal

- Enriquez, E., Houle, G., Rhéaume, J., et Sévigny, R. (1993). *L'analyse clinique dans les sciences humaines*. Éditions Saint-Martin.
- Feagin, J. R., Orum, A. M., et Sjoberg, G., (Eds.). (1991). *A case study*. Chapel Hill, NC: University of North Carolina Press.
- Fortier, I., Hamisultane, S., Ruelland, I., Rhéaume, J., et Beghdadi, S. (Éds.). (2018). *Clinique en sciences sociales : sens et pratiques alternatives* (1^{re} éd.). Presses de l'Université du Québec. <https://doi.org/10.2307/j.ctvggx4rz>
- Gaulejac, V. d., et Roy, S. (1993). *Sociologies cliniques. Hommes et perspectives*.
- Gilles, H. (1993). *L'analyse clinique en sciences humaines : pour une épistémologie pratique*. Dans E. Enriquez et al. (dirs.), *L'analyse clinique dans les sciences humaines* (pp.39-53). Édition Saint-Martin.
- Girard, K., Miron, J.M. et Couture, G. (2014). Le développement du pouvoir d'agir au sein des relations parents-professionnels en contexte d'intervention précoce. *Phronesis*, 3(3), 5262. <https://doi.org/10.7202/1026394ar>
- Gratton, E. (2007). Pour une co-construction socioclinique. Dans : Vincent de Gaulejac éd., *La sociologie clinique* (pp. 251-268). Toulouse: Érès. <https://doi.org/10.3917/eres.roche.2007.01.0251>
- Hamisultane, S. (2018). *Résonance interpersonnelle entre plaisir et déplaisir : Une attention clinique à la clinique en sociologie* (p. 79-88). <https://doi.org/10.2307/j.ctvggx4rz.11>
- Hamisultane, S., Lee, E., Le Gall, J., Ho, A., et Lusikila, C. (2021). Des postures affectées dans la recherche et l'intervention auprès des personnes faisant l'objet de racisme : quelques réflexions sur l'engagement et le fait d'être concerné.e personnellement. *Intervention*, 154, 7183. <https://doi.org/10.7202/1088308ar>
- Hanique, F. (2007). De la sociologie compréhensive à la sociologie clinique. Dans : Vincent de Gaulejac éd., *La sociologie clinique* (pp. 91-113). Toulouse: Érès. <https://doi.org/10.3917/eres.roche.2007.01.0091>
- Laverdière, F., Québec (Province), Ministère de la santé et des services sociaux, et Direction des communications (1999-). (2018). *Cadre de référence de l'approche de partenariat entre les usagers, leurs proches et les acteurs en santé et en services sociaux*. <http://collections.banq.qc.ca/ark:/52327/3452391>
- Luttrell, W. (2019, July 29). *Reflexive qualitative research*. Oxford Research Encyclopedia of Education. Retrieved 17 Feb. 2024, from <https://doi.org/10.1093/acrefore/9780190264093.013.553>.

- Olmos-Vega, F.M., Stalmeijer, R.E., Varpio, L. et Kahlke, R. (2023) A practical guide to reflexivity in qualitative research: AMEE Guide No. 149, *Medical Teacher*, 45:3, 241–251, <https://doi.org/10.1080/0142159X.2022.2057287>
- Paturel, D. (2015). Chapitre 22. La recherche participative en travail social : l'option d'une épistémologie et d'une méthodologie constructiviste. Dans : Les chercheurs ignorants éd., *Les recherches-actions collaboratives: Une révolution de la connaissance* (pp. 197–205). Rennes: Presses de l'EHESP. <https://doi.org/10.3917/ehesp.lesch.2015.01.0197>
- Ramognino, N. (1993). À propos de la méthode clinique : une voie heuristique pour la sociologie? Dans E. Enriquez et al. (dirs.), *L'analyse clinique dans les sciences humaines* (pp.55-73). Édition Saint-Martin.
- Rhéaume, J. (2009). La sociologie clinique comme pratique de recherche en institution. Le cas d'un centre de santé et services sociaux. *Sociologie et sociétés*, 41(1), 195–215. <https://doi.org/10.7202/037913ar>
- Richards, H. M., et Schwartz, L. J. (2002). Ethics of qualitative research: Are there special issues for health services research? *Family Practice*, 19(2), 5. <https://doi.org/10.1093/fampra/19.2.135>
- Richard, M., Dufour, S., Coppry, M., Lavergne, C., Martin, J. et Rufagari, M.C. (2018). Les ateliers Espace Parents : analyse de la genèse d'une intervention de soutien à l'adaptation du rôle parental en contexte d'immigration. *Revue Intervention* <https://revueintervention.org/numeros-en-ligne//148/les-ateliers-espace-parents-analyse-de-la-genese-dune-intervention-de-soutien-a-ladaptation-du-role-parental-en-contexte-dimmigration/>
- Vandevelde-Rougale Agnès, (2011). «La co-construction de la posture clinique dans une recherche sociologique», Dans *revue ç Interrogations ?*, N°13. Le retour aux enquêtés, décembre 2011 [en ligne], <https://revue-interrogations.org/La-co-construction-de-la-posture> (Consulté le 14 septembre 2022).
- Vandevelde-Rougale, A. et Fugier, P. (2019). *Dictionnaire de sociologie clinique*. Érés. <https://doi.org/10.3917/eres.vande.2019.01>

À propos de l'autrice

Berna Elias est candidate au doctorat en travail social à l'Université de Montréal. Elle possède plus de dix ans d'expérience professionnelle auprès des personnes en situation de neurodiversité, de leurs familles et des professionnel·le·s qui leur offrent des services de

réadaptation. Ses intérêts de recherche portent sur le dialogue entre savoir expérientiel, savoir professionnel et savoir scientifique. Elle adopte une approche anti-oppressive et fonde sa démarche sur les principes de la sociologie clinique.

Conditions de la licence Creative Commons : Vous devez attribuer le crédit approprié, fournissez un lien vers la licence et indiquez si des modifications ont été apportées. Vous pouvez le faire de toute manière raisonnable, mais pas d'une manière qui suggère que le concédant de licence vous approuve ou approuve votre utilisation. Vous ne pouvez pas utiliser le matériel à des fins commerciales.

Media and the Case of State Capture in South Africa

How Independent Outlets Aided Whistleblowers in Communicating Their Messages

Ugljesa Radulovic

University of Johannesburg

Abstract

State capture, which is when private actors influence the state through illegal and non-transparent forms, significantly impacted South Africa's socio-political landscape during Jacob Zuma's presidency. This transpired largely because of an unethical nexus that formed around Zuma, those in government loyal to him, and the powerful business family – the Guptas. These revelations came to the fore because of independent media, which focused on exposing the illicit relationships driving state capture. Independent media was reliant on whistleblowers to communicate a complete narrative, which resulted in a mutually beneficial collaboration between independent media and whistleblowers. A qualitative research approach employing two methods was utilised to examine this collaboration. The dominant source of information arose from semi-structured interviews conducted with whistleblowers and independent media outlet affiliates. This data was further supplemented with document analysis. This study found that independent media played a crucial role in providing support to state-capture whistleblowers. Support occurred in three forms, namely: defensive, emotional, and offensive support. Defensive support entailed legal, financial and security aid. Emotional support was provided in the form of informal counselling. Offensive support entailed using media exposure to make the whistleblowers' narratives public, as well as mediating between whistleblowers and official commissions of inquiry.

Keywords: Independent media, whistleblowers, state capture, South Africa

Introduction

Corruption in South Africa was common during apartheid rule, with economic crimes being perpetrated in collusion with countries that had seemingly anti-apartheid stances (van Vuuren 2017). Apartheid itself was, after all, an entirely corrupt system based on racially oppressive and segregationist policies. With the 1994 elections and a transition to democratic rule, much of the administrative corruption from the apartheid era unfortunately remained, but further corruption manifested as opportunists arose during the transitional period (Lodge 1998, p. 181–187). Public service administration began to display a particularly unacceptable degree of corruption (Schwella 2001, p. 387), with the arms deal highlighting South Africa's susceptibility to exploitation. The scandal that marred the arms deal was a critical point in South Africa's history as it involved collusion between businessman Schabir Shaik and African National Congress (ANC) politician Tony Yengeni (Hyslop 2005). Tony Yengeni was the Chief Whip of the ANC when the allegations of corruption emerged and remained a member of parliament until 2003, when he was convicted of fraud relating to the arms deal. Schabir Shaik was Jacob Zuma's financial advisor when Shaik was convicted of corruption charges (2005), though Zuma was not yet the president of South Africa. In reaching these indictments, it was established that Shaik had bribed Zuma to secure the procurement of armament from a French arms company, Thales. Shaik had also requested an annual bribe of R500 000 from Thales (Mavuso 2020). Yengeni was implicated in these dealings. These corruption charges raised serious cause for concern regarding South Africa's public procurement system.

However, revelations about the spectacular scale of unethical relations between statesmen and private actors truly came to prominence during Jacob Zuma's presidency (2009–2018), leading to the term 'state capture' penetrating the public domain. Thuli Madonsela's *State of Capture* report (published in her capacity as the Public Protector) was the critical discourse moment that shaped the state, public and media response and perception of this political dynamic. The report was concerned with "an investigation into complaints of alleged improper and unethical conduct by the

president [Jacob Zuma] and other state functionaries relating to alleged improper relationships and involvement of the Gupta family” (Madonsela 2016, p. 4).

Since these allegations arose, the term state capture has dominated South African newspaper headlines. Whistleblowers, assisted by the media, performed an important role in exposing state capture in South Africa, with their narratives contributing as evidence to Madonsela’s report. Whistleblowers are those individuals who disclose “illegal, immoral or illegitimate practices under the control of their employers, to persons or organisations that may be able to effect action” (Near & Miceli 1985, p. 4). The role of whistleblowers is crucial in advancing the rule of law of a state, particularly through combatting corruption and furthering the expression of civil liberties (Martić 2021, p. 66).

The whistleblower has the option to first make an internal disclosure, then an external disclosure (to a regulator, for example) if the internal disclosure has failed, and can engage in public disclosure (typically made to media) as the final option (Moberly 2014, p. 275; Park et al. 2008, p. 930; Vandekerckhove 2010, p. 25; Zhang et al. 2013, p. 179). However, it must be noted that whistleblowers can bypass internal disclosure and engage directly in external disclosure. The internal process followed by the external process simply denotes the ‘usual process’ of disclosure. There is also a likelihood that an attempt at external disclosure might not be made at all (Vandekerckhove & Phillips 2019, p. 217). The three channels do, however, still encompass the usual three tiers of disclosure. All three tiers of disclosure are accounted for in the South African legislative framework intended for the protection of whistleblowers (Protected Disclosures Act No. 26 of 2000; Protected Disclosures Amendment Act No. 5 of 2017).

The third tier (making a public disclosure) “is a watchdog over the second tier”, if the second tier fails to enact its deterring and rectifying duties (Vandekerckhove 2010, p. 18). Whistleblowers resort to using the third tier when both internal disclosure recipients and external disclosure regulators have not produced a satisfactory response and when retaliation has reached severe proportions

(Radulovic 2023a, p. 60; Radulovic 2023b, p. 105). In South Africa, retaliation against whistleblowers has manifested in various forms. Work-related retaliation has encompassed whistleblowers facing disciplinary proceedings, having a loss of work, being rendered unemployable, and experiencing ostracisation in the workplace (Radulovic 2023b, p. 106–108). Social retaliation has taken the form of social ostracisation, labelling, and even the public reprimanding of whistleblowers (Radulovic 2023b, p. 109–110). A common strategy of retaliation against whistleblowers in South Africa is that of retaliatory lawfare, which is “when extended hostile legal action is used against a whistleblower” (Radulovic 2023b, p. 110). This is accomplished by using delaying strategies in reaching an outcome, thus extending legal proceedings, which will ultimately result in the accrual of expenses for whistleblowers, but lawfare can also take the form of the abuse of the legal system to detain whistleblowers (Radulovic 2023b, p. 110–112). Physical retaliation against South African whistleblowers has also been documented, with whistleblowers having either been assassinated or having faced the threat of assassination (Radulovic 2023b, p. 112–113).

In light of these reprisals, the media can play a crucial role in not only communicating the whistleblower’s message but also in supporting the whistleblower. By providing support to the whistleblower, media outlets thus assist the whistleblower in advancing their individual resilience. Individual resilience arms whistleblowers with the “ability to withstand and recover from disruptive life events and stressors by appropriating coping resources” (Uys 2022, p. 200). This paper, thus, seeks to examine how South African independent media outlets aided whistleblowers in coming forward with their disclosures.

1. State Capture and the Context of South Africa

The broader public tends to view state capture as mere corruption. State capture has some similarities to corruption, though it is much grander in scale and has wider-ranging consequences. Corruption is generally defined as the exploitation of state positions for private gain (Bagashka 2014, p. 166). It is also an opportunistic action occurring “in exceptional cases, facilitated by a loose network of

corrupt players” (Bhorat et al. 2017, p. 5). State capture differentiates itself from corruption due to its complexity and sweeping outcomes, with private actors intruding on state affairs by exercising influence over public policies (Desai 2018, p. 501; Fazekas & Tóth 2016, p. 320).

Those executing state capture are primarily concerned with influencing the state through “illicit, illegitimate, and non-transparent forms” (World Bank 2000, p. 3). A network is necessary to execute this influence over the state and is formed around the collusion between private individuals and state officials (Desai 2018, p. 501; Trantidis & Tsagkroni 2017, p. 263). The network is marked by recurrent transactions occurring on a systemic, highly organised and escalating scale (Bhorat et al. 2017, p. 5). This network can comprise politicians, businesspeople and even criminals (Pavlović 2023, p. 962). The corruptors (businesspeople or criminals) and corrupted (state officials) capture integral elements of the state, which aids them in the pursuit of their private interests (Fazekas & Tóth 2016, p. 320; Mbaku 2018, p. 772). These individuals, then, accrue the power to control the creation, modification and adoption of rules, laws, and regulations (Mbaku 2018, p. 772). By manipulating these laws, rules and regulations, the wrongdoers shape public policies to their own advantage, which serves against the interest of the ordinary individual. By shaping policies, the wrongdoers are able to pervade state structures to control votes (both within a ruling party and at a general election level), affect courts, and acquire executive decisions in their favour (Smith & Thomas 2015, p. 778). This creates an illicit and concealed advantage for the private corruptors (Tudoroiu 2015, p. 656).

As state capture advances, the offenders eventually develop the capacity to impede, discredit and destroy political opponents with ease (Longhurst 2016, p. 152). It culminates in a difficult political situation and a byzantine existence for the state’s citizens, an existence plagued by informal practices and compensatory mechanisms that circumvent jurisdiction and basic moral standards (Longhurst 2016, p. 151–152). In a captured state, opposition political parties struggle “to raise money and challenge the government”, which undermines political competition and leaves the opposition at

a perpetual political disadvantage (Dávid–Barrett 2023, p. 238). State capture inevitably discourages investment, weakens sustainable growth, and creates hindrances for small and medium-sized private businesses (Smith & Thomas 2015, p. 783).

State capture in South Africa traces its origins to the removal of the ANC as the principal force for democratic change (Bhorat et al. 2017, p. 2). This was the result of a silent coup consisting of an assembly of individuals connected to former president Jacob Zuma. Zuma derived much of his power from the Gupta family. Ajay, Atul and Rajesh Gupta arrived in South Africa in the early 1990s from their hometown of Saharanpur in India (Basson & du Toit 2017, p. 56; Myburgh 2017, p. 21; Pauw 2017, p. 20). Atul, the middle Gupta brother, initially started making a living in South Africa by selling shoes at a flea market in Johannesburg (Basson & du Toit 2017, p. 56). By 1998, Atul was “running a R100-million-a-year business called Sahara Computers” (Basson & du Toit 2017, p. 56). As the Gupta family’s power grew, their business interests expanded to include media, energy, mining and even the financial sector (Buthelezi 2020; Mcintosh 2017). It appears that it was by the late 1990s that the Gupta brothers and Jacob Zuma had entered into a business arrangement (Basson & du Toit 2017, p. 59). Jacob Zuma’s son, Duduzane Zuma, started profiteering from his father’s propinquity with the Gupta family in 2001, with him being employed as an intern at Sahara Computers (Basson & du Toit 2017, p. 60). When state capture came into full effect, the Gupta family, through its close relationship with the Zuma family, was able to influence state decision-making (Desai 2018, p. 500). This significant political power made them benefit “economically through official connections to secure lucrative state contracts and private loans” (Desai 2018, p. 500).

The cost of state capture for South Africa has been vast. Estimates in 2019, indicated that the financial cost of state capture stood at around R1.5 trillion, and this only considers the four years of Jacob Zuma’s second term in office (Merten 2019). The unfortunate reality is that the expense of state capture in South Africa is impossible to calculate, particularly if one considers the damage to trust, reputation, and opportunity it has inflicted on the country (Hogg 2019). Apart

from the estimated financial losses incurred due to state capture, the effects are undoubtedly significant, impacting socio-economically on the South African population as well as damaging South Africa's image globally. Ultimately, state capture eliminated the public's trust in the state and state organs, weakened economic sectors whose function is to achieve growth, and undermined confidence in the state's economy (Bhorat et al. 2017, p. 63). In attempting to make this knowledge of state capture public, whistleblowers put their lives and livelihoods at risk, being supported by only a handful of concerned organisations, such as independent media outlets.

2. Methods

A qualitative approach was utilised to examine the role that media played in communicating state-capture whistleblowers' messages and supporting the whistleblowers throughout their disclosures. It consisted of two research methods. The first dominant source of information for this study came from semi-structured interviews conducted with affiliates of independent media outlets that reported on state capture narratives, as well as whistleblowers who exposed state capture. Eleven participants were interviewed, six of whom were whistleblowers, and five of the participants were members of independent media outlets. Data arising from the interviews of only seven of these participants was used for this study since four of the participants did not provide unique or new insights concerning the role of independent media in supporting whistleblowers and helping them expose state capture. Non-probability purposive sampling, an ideal strategy for gathering information-rich data (Schreier 2018, p. 88), was initially used when selecting the participants. Moreover, purposive sampling was employed as the participants were easily identifiable, being either high-profile whistleblowers (as a result of disclosing information pertaining to state capture) or occupying prominent independent media roles, being journalists and newspaper editors. After gaining access to an initial sample of participants, snowball sampling, which is common in whistleblowing research, was employed. Snowball sampling is "implemented by collecting data on the few members of the target population you can locate, and

then asking those individuals to provide the information needed to locate other members of the population whom they happen to know” (Babbie & Mouton 2001, p. 167). Hence, having already established rapport with the initial sample via purposive sampling, snowball sampling (by using the initial sample as a point of contact) was employed to enlarge the sample size and gain access to additional participants for interviewing.

Throughout the conducting of the interviews, the researcher remained cognisant of his role in the practice of research. The researcher acknowledged that he could be influenced by the object of the research, and that this can influence the research process and outcomes. As the nature of the research is qualitative, subjectivity could also influence the research process. Therefore, the researcher maintained analytic attention throughout the research process (Dowling 2006, p. 8). This was accomplished by ensuring that the researcher acted as an active participant in the research process and that he reflected on the impact that his opinions, values, and subjective assumptions could have on the study’s outcome. The researcher constantly considered and interrogated his subjective assumptions throughout the research process. He had to focus on not permitting his opinions and values to dictate the study’s findings. Thus, the researcher ensured that he only explored the experiences of people who blew the whistle on state capture and how they were supported by independent media outlets.

As part of the second research method, the participant interviews were enriched with documentary analysis. This method entailed analysing news articles, websites and books detailing the exposure of South Africa’s state of capture. This text data served the purpose of corroborating the narratives presented by the participants.

After gathering the data, thematic analysis was used. Thematic analysis is a commonly applied approach in the analysis of documents and interview transcripts (Bryman 2012, p. 558). It is useful in identifying, describing and interpreting patterns within data (Brown & Clarke 2006, p. 78–79 & 84) and, as such, is accomplished through making “meaningful groupings” with the data (Castleberry & Nolen 2018, p. 808). These groupings essentially identify a set of patterns

that emerge from the data. In doing so, complex and broad data is made sense of. This presents an inductive approach, as themes are developed according to these patterns, which would have otherwise been unstructured information.

Therefore, through thematic analysis, the researcher determined the role independent media outlets played in supporting whistleblowers to present their evidence of state capture to the broader public. The following sections present the findings emerging from the thematic analysis of the data.

3. The Role of Independent Media in Exposing State Capture

Media should serve as an important redress mechanism “when good governance principles are endangered” (Djordjevic & Stone 2023, p. 343). Within the context of South Africa, it has also been argued that it is necessary for the media “to promote good governance and shape opinions about the standard of governance” (Mlambo et al. 2023, p. 12). This could be accomplished via the media’s capacity to influence whistleblowing intentions directly and indirectly, as well as to act as a norm activator by promoting social norms (Oelrich 2023, p. 116). The media’s degree of involvement in promoting good governance and interacting with whistleblowers was particularly noticeable under state capture, with independent media playing a pronounced role. Independent media outlets spearheaded a civil opposition that exposed South Africa’s state of capture, signalling a turning point in South African history. It emphasised that an independent free press, not controlled by state censorship, constituted one of the fundamental aspects of opposition to corruption. These independent media outlets served as an effective agent in uncovering wrongdoing committed by government officials, whilst also being a significant obstruction to corruption (Brunetti & Weder 2003, p. 1801 & 1820).

Independent media had regularly reported about corruption in South Africa, with the Gupta family having been associated with corruption significantly before the use of the state capture term became commonly used in South Africa. Independent media mentioned the Guptas in a series of reports collectively titled Zuma

Inc (AmaBhungane: Centre for Investigative Journalism 2010). In fact, this was the first spread of stories that the independent media outlet, amaBhungane Centre for Investigative Journalism, did as an organisation. Over time, amaBhungane had become the experts in the Guptas, having identified them as a serious threat to South Africa's democracy. During that period, they had met a large number of whistleblowers, though most of them were somewhat mistakenly referred to as journalistic sources. Despite having identified the Gupta family as a risk to South Africa's democracy early on, amaBhungane only had sufficient and credible evidence once they encountered the Gupta Leaks whistleblowers.

Stan and John are anonymous whistleblowers whose revelation came to be known as the Gupta Leaks (Davis 2018). The Gupta Leaks likely constitute the single most important disclosure that brought knowledge of state capture into the public domain, detailing the intricacies of state capture by revealing the illegitimate practices that transpired between ministers, government officials and the Gupta family (Basson & du Toit 2017, p. 195-196). Stan and John gained possession of three hard drives with over 300 000 emails that clearly document correspondence between the Guptas, Duduzane Zuma, executives of state-owned enterprises (SOEs), and key figures of both international and South African companies, illustrating the illicit spending habits that emerged due to these relationships (Head 2018; Radulovic 2024, p. 66).

In an amaBhungane interview of Stan and John that heavily distorted the identities of the two whistleblowers, Stan remembered being frustrated at having potentially explosive state capture evidence. He recalled being upset because former president Jacob Zuma laughed during a parliamentary appearance that questioned his involvement in corrupt affairs. It was upsetting because Stan and John, in fact, had evidence of Jacob Zuma's deceitful dealings with the Gupta family. This is when they decided to make a disclosure with the evidence they possessed (amaBhungane 2018).

Stan and John were fearful of making a disclosure to law enforcement agencies, as they did not fully trust them. Thus, they decided to make a public disclosure to journalists. Brian Currin,

a prominent South African lawyer, brought their disclosures to amaBhungane. What ensued was a collaboration between three independent media outlets – amaBhungane, the *Daily Maverick* and *News24*. The exposure was named the Gupta Leaks in an obvious nod to WikiLeaks, an international organisation focusing on publishing censored information regarding war, spying, and corruption, mostly arising from leaks provided by whistleblowers (WikiLeaks 2015). Brian Currin presented the three hard drives before the *Judicial Commission of Inquiry into Allegations of State Capture, Corruption and Fraud in the Public Sector including Organs of State* (commonly referred to as the Zondo Commission) as evidence, keeping the identities of the whistleblowers anonymous. The Gupta Leaks ended up serving as admissible evidence at the Zondo Commission (Kekana 2018).

Stan and John continue to remain anonymous, having relocated outside of South Africa with the support of amaBhungane and the *Daily Maverick* with no intention of returning to South Africa in the immediate future (amaBhungane 2018).

Branko Brkic, the founder and Editor-in-Chief of the *Daily Maverick* interviewed for this study, argued that the media successfully challenged state capture in South Africa because Jacob Zuma's attempts to buy the independent newspapers failed. In addition to the amaBhungane, *Daily Maverick* and *News24* collaboration, other journalists and media houses also performed a role in exposing state capture. Kirk, a journalist who opted to remain anonymous when interviewed for this study, felt that organised and organic civil society, together with political activism within and outside of the ANC, was crucial in bringing state capture to the fore. He reported on corruption and, subsequently, state capture from circa 2011. Kirk formed part of a team of journalists dealing with whistleblowers who were exposing corruption. Kirk indicated that, at that early stage, they had "basic evidence that suggested that there might be collusion between private actors and the state and that the state was bending itself to benefit those private actors". He believed that state capture was much broader than just the link between the Zuma and Gupta families. However, according to Kirk, these families were high up on the journalists' list of topics that they "had highlighted as being

strategically important”. Kirk felt that his reporting on state capture had made a difference in the public space and that it held a valuable contribution at the commissions of inquiry.

Another journalist interviewed for this study and involved in reporting on state capture is Mandy Wiener. She said she did not do a lot of the initial Gupta Leaks and SOE-related state capture reporting. She was, though, actively reporting on the capture of the criminal justice system and the police. She shared Kirk’s notion about the immense scope of state capture. According to her, people only categorise specific cases as state capture, such as the Gupta Leaks and the Public Investment Corporation-related wrongdoing, yet the capture of the National Prosecuting Authority (NPA) could have been the precursor to all of this. According to her, the NPA capture narratives emerged in 2013, prior to the emergence of narratives regarding the Gupta Leaks. She covered these stories with the *City Press* newspaper. Interestingly, she categorises this stage as “early-onset state capture”.

Wiener was also the reporter most concerned with investigating Radovan Krejcir, a Czech national and former organised crime boss serving a prison sentence in South Africa. Wiener noted that Radovan Krejcir was “basically able to capture the entire Police Service from the ground up”, with this essentially constituting a capture of the South African Police Service. According to Wiener, he was able to accomplish this because the South African Police Service and Crime Intelligence were already compromised, and Krejcir leveraged that. Interestingly, Pauw (2017) presented shocking revelations regarding the Zuma-Gupta network and its connections to the most renowned names in South African organised crime. The South African public became familiar with many of these underworld names in *Killing Keble: An Underworld Exposed* (Wiener 2011). What this indicates is that as corruption and capture spread, it became easier for various parties of dubious backgrounds to capture elements of the state. This transpired because of the erosion of the rule of law. Investigative journalist Adriaan Basson’s (2012) work published during this period provides evidence to this notion, by examining Jacob Zuma’s poor and suspect leadership decisions in appointing several compromised

individuals to run the country's key state institutions. Such detailed reporting highlighted the importance of investigative journalism in bringing discussions of corruption to the public foreground.

Wiener did not recall any whistleblowers coming forward during this reporting period but remembered non-governmental organisations (NGOs) such as Freedom Under Law and the Helen Suzman Foundation bringing forward court applications. At that stage, NGOs relied quite a lot on the media, with Wiener adding that most court applications concerning the corruption allegations against Richard Mdluli (former head of Police Crime Intelligence) were based on media reports. This positioned media in South Africa as an important factor, as the NPA and Crime Intelligence used their reports as a reference point in the pursuit of corruption. Thus, even during 'early-onset state capture', the role of the media was crucial.

Anonymous, a journalist interviewed for this study who opted to have no identifying characteristics listed, worked at a prominent independent newspaper. Having spent over twenty years in journalism with a history of working on corruption and whistleblowing cases, Anonymous was particularly concerned with communicating the whistleblowers' messages. Anonymous also had a crucial role in assisting whistleblowers – in one scenario, Anonymous wrote an article that had a positive outcome for a state capture whistleblower who would have faced severe retaliation were it not for the article being published.

Collectives such as the investigative journalism organisation amaBhungane and the online newspaper *Daily Maverick* provided whistleblowers with an avenue to present their allegations of state capture. They became synonyms for the struggle against state capture and have established themselves as the 'go to' sources if one wishes to read non-restrictive, honest, and well-researched reporting regarding corruption and capture. Their attention to state-capture whistleblowers became evident as volumes of articles were published across such platforms. Though, with such a keen interest in state capture disclosures, it is also important to consider what additional role these outlets played in supporting whistleblowers.

4. Support Provided by Independent Media to State Capture Whistleblowers

Independent media was often entrusted with playing an important role in supporting state capture whistleblowers. Members of the media provided several varying forms of support to the whistleblowers, namely defensive, emotional and offensive support. This section, thus, offers a discussion on these three forms of support provided to South African state capture whistleblowers by independent media outlets. The findings are particularly novel as they identify that media possesses the capacity to be a source of support for whistleblowers.

Defensive Support

Defensive support entails “defending whistleblowers from various charges and threats and providing them protection” (Radulovic & Uys 2021, p. 42). Independent media outlets provide three modes of defensive support to South African state capture whistleblowers, namely legal, financial, and security aid. Independent media provided legal aid to the Gupta Leaks whistleblowers. Stefaans Brummer, investigative journalist and co-founder of amaBhungane who was interviewed for this study, said that the Gupta Leaks whistleblowers had a prominent lawyer, Brian Currin, aiding them legally. Brian Currin enacted the role of mediator between the whistleblowers, the media and official commissions. Stefaans did, however, acknowledge that further legal opinions were obtained regarding sensitive matters for these whistleblowers.

Financial support does not fall within the realm of media outlets. However, the *Daily Maverick* tried to monetarily aid whistleblowers as far as they were financially capable of doing, according to Branko Brkic. AmaBhungane and the *Daily Maverick* had obligated themselves to help the Gupta Leaks whistleblowers relocate abroad. This required substantial funding, according to Brummer. Financial support for relocation was of critical importance as the whistleblowers were disabled from using any social capital they possessed as they were anonymously disclosing breakthrough information pertaining to state capture. This financial support provided by amaBhungane and the *Daily Maverick* proved crucial for Stan and John, as it resulted in

them starting up new lives in an environment that would be safer for them.

Considering safety, journalists who had contact with state capture whistleblowers also tried to address their security concerns. According to Kirk, a journalist needs to afford the whistleblower “a real opportunity to understand the risks that they might face”. This becomes difficult, as the journalist is trying to convince the whistleblower to come forward whilst also informing them how potentially detrimental a disclosure can be for them.

Mandy Wiener felt that the safety of a whistleblower is of utmost importance. Brkic said that two key factors contribute to the whistleblower’s safety, namely: 1) ensuring no harm comes to the whistleblower and 2) not drawing attention to the whistleblower. To achieve this, he believed that a journalist could ensure that a whistleblower is safe by keeping their identity anonymous.

Contrarily, Brummer had initially advised Stan and John to make their identities known when coming forward with their disclosure. He felt this might offer them protection. Kirk also felt that they should have been identified only because it could have added further credibility to the evidence presented in their disclosures.

It would’ve been better, in the public interest, for the credibility of the story, for prosecutions and for state capture inquiries, if their identity could be known so that their motives could be scrutinised publicly, to instil the whole thing with a greater sense of trust.

The whistleblowers were not comfortable with this. Therefore, the next measure was to ensure their anonymity. According to Brummer, the protection of their identities was promised with only a handshake. Brkic said that maintaining their absolute anonymity required considerable effort as some people occupy the role of “sniffers” (similar to drug sniffer dogs). These sniffers need to be distracted, thus making it difficult for them to identify the whistleblower. This entails ensuring that a report contains no information that could possibly be traced back to the whistleblower. If a media outlet wishes to conduct and present a recorded interview with the whistleblower, it needs to be done in such a way that the identity of the whistleblower

is scrambled so that it cannot be unscrambled. One example of this is the interview with Stan and John conducted by Stefaans Brummer for amaBhungane. The whistleblowers were disguised, with only their black silhouettes visible, with further blurring done on their faces. Their voices were so heavily distorted that subtitles were needed to understand what they were saying (amaBhungane: Centre for Investigative Journalism 2018).

Evidently, information security is fundamental in maintaining the anonymity of whistleblowers, but it is very complicated and difficult to effectively accomplish. Journalists who reported on state capture developed proficient and meticulous skills for the process. Kirk would “tread extremely carefully” when managing information that he garnered from whistleblowers, implementing as many measures as possible to protect the whistleblowers.

Furthermore, an analysis of the dangers posed to whistleblowers, journalists, and the story needs to be conducted once anonymity mechanisms are put into effect and further safety plans are developed. A risk analysis approach is a common method used among investigative journalists to accomplish this. The risk is based on the profile of the person that committed the wrongdoing, and their presumed likelihood to engage in retaliation.

Through risk analysis, the journalist considers what degree of security measures would be appropriate. But, for every security measure, one’s efficiency is reduced – for every file that is encrypted on a hard drive, it becomes more difficult to find that file later. If Kirk deemed it too dangerous to talk to a whistleblower over the phone, he would fly to another part of the country, knock on the person’s door, and ask them whether they were willing to speak with him. If the information was so sensitive that tracing it back to the whistleblower would be simple, Kirk would use that information only as a guide and not as a direct line. Thus, the information would not be included in an article. This is why investigative journalism is an expensive and time-consuming task.

When amaBhungane and the *Daily Maverick* completed the risk analysis for the Gupta Leaks narrative, a well-constructed structure for reporting the story was put into place. It was particularly

concerned with whistleblower protection. The focal point of this structure was to relocate the Gupta Leaks whistleblowers outside of South Africa.

Brkic and Brummer concurred that the relocation of the Gupta Leaks whistleblowers was a primary safety concern. Stan and John needed to be relocated out of the country whilst remaining incognito. Brummer felt that it was important to ensure that absolutely no details that could identify the two whistleblowers entered the public domain, whilst Brkic felt that the process of relocation could attract attention towards the whistleblowers. They, therefore, took extreme precision in maintaining their anonymity throughout the entire process. Using his social capital, Brkic raised the money needed to relocate these whistleblowers.

The processes to relocate the Gupta Leaks whistleblowers needed to be executed quickly. AmaBhungane and the *Daily Maverick* were pressed for time and needed to make urgent arrangements to get the whistleblowers out of the country. The whistleblowers were supposed to have an additional month or two to leave the country, but circumstances had changed because of a leaked narrative by another media house. During this period, Stan wanted to fix the gutters on his house (Davis 2018). Brummer recalled that he then told Stan that they had to get him out of the country immediately, as it was no longer safe for him to remain in South Africa. It was a complex process to pack up and leave a country suddenly. With aspects such as what to do with one's dogs to how to cope with the physical, financial, and emotional strain problematising the situation for the whistleblowers. Stan heeded Brummer's advice and abandoned the home improvement project for the sake of his safety.

According to all of the journalists interviewed for this study, the relocation likely saved the Gupta Leaks whistleblowers from assassination. Anonymous iterated that the relocation of Stan and John is the most that independent media could have done for the whistleblowers. The process of relocation, coupled with Brummer's advice, entailed substantial efforts to ensure the physical safety of the two whistleblowers.

Mandy Wiener did, however, present a counterargument. She stated that there is a degree of paranoia associated with blowing the whistle on high-profile state capture cases. However, she did concede that her notion of whistleblower paranoia could be the product of her “cynical nature as a journalist”, a nature that maintains constant suspicion. This perception could also be the result of reporting, for the larger part of her career, on this topic.

A lot of people that I have spoken to, think that they are being followed or that their phones are being listened to or that they have been threatened. But, when it comes down to it, it’s very hard to prove that any of that actually happened.

A whistleblower can experience emotional and psychological trauma, and therefore, wrongly perceive that their life is in danger. However, one needs to consider that Babita Deokaran was assassinated in 2021 after blowing the whistle on Covid relief funds that went missing, with many other South African whistleblowers facing the same fate. Thus, as real as whistleblower paranoia is, so are actual safety and security risks for the whistleblower. The emotional and psychological trauma that arises out of the fear of physical retaliation can be addressed with emotional support.

Emotional Support

Emotional support is one form of social support dealing with the expression of caring and concern for those in turmoil and danger. This came in the form of informal counselling. Caring and concern for the whistleblower can be purveyed through expressing respect and approval, responding nonverbally in positive ways, listening, providing encouragement, and sharing feelings (Forsyth 2014, p. 117). In the case of the state capture whistleblowers, this would have provided a significant degree of reprieve from the trauma of blowing the whistle, suffering retaliation, and facing uncertainty.

Brummer supported this notion, stating that “emotional interaction was very necessary” with the whistleblowers. In addressing this component of whistleblower support, the staff of amaBhungane attempted to express caring and concern for the

Gupta Leaks whistleblowers. Brummer's impression was that Stan and John felt "terribly exposed" after disclosing the contents of the Gupta Leaks emails. They did not know who to trust and that was very difficult for the whistleblowers to cope with. He felt that emotional support helped them deal with this troubling uncertainty. One key aspect was proving that amaBhungane staff genuinely cared for them – by not deceiving them.

Stan and John never requested counselling. Brkic's impression was that they should have received counselling because of the trauma that they suffered. This was, however, not possible, since amaBhungane and the *Daily Maverick* did not want to introduce them to anybody else as their anonymity could have become compromised. It was a dilemma, with the two conditions being mutually conflicting. The journalists had no formal training in counselling and conducted a risk analysis, which determined that they had to maintain the whistleblowers' anonymity. Hence, emotional support in the form of informal counselling was the most the journalists could do for Stan and John.

Offensive Support

Offensive support entails supporting the whistleblower by aiding them in making their disclosure public (Radulovic & Uys 2021, p. 42). This is where independent media played a particularly important role in supporting whistleblowers. Two modes of offensive support have been identified, namely, exposure and mediation between whistleblowers and official commissions.

The first offensive mode, the exposure of the story, constitutes the very nature of journalism. Members of the media frequently used exposure as a mechanism to provide a buffer for whistleblowers. Cynthia Stimpel served as the group treasurer of South African Airways (SAA) when she blew the whistle on an unlawful R256 million contract. When interviewed for this study, she specifically pointed out that amaBhungane and the *Daily Maverick* were instrumental in supporting whistleblowers. Her belief was that they fulfilled their role by keeping the public informed. According to her, the "free media" is the reason that the Zondo Commission occurred. It drew

attention to corruption and state capture, pressurising the state to commence an inquiry into the allegations.

The *Daily Maverick* hosted the first large-scale symposium-style event that provided whistleblowers with a podium to present their narratives. This was a critical moment for Stimpel. She was given a chance to present her narrative, and she even received a public apology from the former Minister of Finance Pravin Gordhan. Consequently, her case was immediately elevated, with more attention being directed towards her. Moreover, an important result of the event was the vindication of her name in the broader public domain.

When people Google me now, it's no longer this defiant SAA person, but it's bringing up that public apology which immediately vindicates me.

She was acknowledged, praised for telling the truth, and commended for maintaining honesty and integrity. This made Stimpel feel like she was positively appraised, which had a constructive effect on her psychological well-being.

Mosilo Mothepu, the former Trillian Financial Advisory chief executive officer who exposed how the Gupta-linked Trillian captured SOEs, was also interviewed for this study. She said that “the role of investigative journalism was very important in exposing the companies, the individuals and the modus operandi of state capture”, and she specifically credited amaBhungane and the *Daily Maverick* for playing a crucial role in this. Importantly, the *Mail & Guardian* newspaper article by journalist Jessica Bezuidenhout (2017), *How to bleed a whistleblower dry*, was key in providing Mothepu some protection from Trillian's lawyers. It was because of this article that the NGO Platform to Protect Whistleblowers in Africa (PPLAAF) approached her to provide her support.

The connection between certain independent media outlets and state-capture whistleblowers produced optimistic results. Brkic explained that the relationship between a journalist and a whistleblower is a mutual one and, therefore, requires some degree of reciprocity. The reciprocity, in this case, is providing the whistleblower with exposure in exchange for the narrative.

I assisted them in remaining safe, they assisted me in getting the story out, because getting your story with whistleblowers is only part of the story, it's not the full story. So, from them whistleblowing to you pushing it to the world and pushing it in such a way that you make a meaningful difference, it's a massive job.

In Kirk's experience, he felt that he could not offer much more to whistleblowers than the exposure of the story. He maintained that "that is one of the most important forms of defence" for the whistleblower, along with faith, human counsel, and a truthful explanation of what one can do for the whistleblower. Kirk also felt that reporting on state capture posed a risk to not only the whistleblower but also himself. Therefore, it was of utmost importance to report the narrative as quickly and as accurately as possible. With efficient reporting, some degree of protection was then afforded to both the whistleblower and journalist, reducing the degree of retaliatory risk for both parties.

Stefaans Brummer's perspective was much the same. He said that publishing a story about corruption or state capture alerts the wrongdoers. He and his colleagues felt that it was beneficial for Stan and John's safety to publish their narrative quickly, particularly because of a previous media leak that had occurred. Having this story come out quickly also meant that a warning post was raised for the wrongdoers. Essentially, showcasing this evidence implicating the wrongdoers provided protection for the whistleblowers. Considering that this strategy launched the whistleblowers on the offensive, it appears to have been a logical step. Brummer reflected that once the Gupta Leaks story became public, it was no longer possible to conceal the evidence.

You can't sweep this thing down. It no longer helps to kill a whistleblower if at that point the cat is out of the bag. In any case, you let the other side know, oh, this stuff is out there. There are people who have it, you can't try and shut it down.

It is, however, important that when using exposure as a form of support, sufficient planning is conducted. Mitigating strategies are

crucial and need to be established, should anything go wrong. This mitigating strategy entails divulging a larger exposure to the public, to protect the whistleblower. Brummer said that the Gupta Leaks journalists had concocted a plan whilst in Ireland, “in a country that is relatively neutral” and where their premises would not be raided if somebody had information regarding what they were going to publish. The journalists felt that they needed to dedicate a substantial amount of time to conduct research before publishing the story. They had to essentially build up “a stock of stories”. With this stock of stories, if someone attempted to stop them – they would publish the entire narrative immediately as an offensive response.

The journalists constructed a safety net in Ireland so that when they published the narrative, they would have sufficient evidence and leverage. Brummer emphasised that this is of critical importance in journalism. If a media outlet publishes a story as soon as they encounter a leak, and if that material is then successfully confiscated, the media outlet can no longer publish that information. Should such a scenario have occurred, the information would have been permanently lost and the detriment for South Africa would have been enormous. Mandy Wiener reflected the same feelings, adding that everything would have remained unchanged and that South Africa would have still been grappling with state capture.

Some media members played a role in mediating between whistleblowers and commissions. Very importantly, the news publications of media outlets served as critical evidence in official commissions. AmaBhungane played a crucial role in this interaction. They did not approach the Zondo Commission to offer them access to Stan and John; rather, officials of the Zondo Commission approached amaBhungane and lawyer Brian Currin in order to gain access to the two whistleblowers and receive information regarding the Gupta Leaks. Brummer was involved in some of these meetings, though he remained concerned for the safety of the Gupta Leaks whistleblowers.

Aside from being approached by government officials and persons within commissions of inquiry, international parties also contacted amaBhungane for access to the Gupta Leaks whistleblowers. AmaBhungane was able to mediate in this instance. This resulted in

the Gupta Leaks being made accessible to international journalists via the Organized Crime and Corruption Reporting Project (OCCRP), a global network of investigative journalists publishing their stories for the purposes of exposing crime and corruption. It was, however, of utmost importance to amaBhungane that the German journalists who wanted access to the Gupta Leaks were able to prove that they were indeed genuine journalists. Furthermore, the German journalists signed indemnity forms stating that they would use the Gupta Leaks for journalist purposes only.

Contrastingly, Branko Brkic and the *Daily Maverick* did not enact the role of mediator between the whistleblowers and official commissions. However, the information that appeared in the *Daily Maverick* did serve as evidence used to substantiate allegations of wrongdoing.

Conclusion

State capture had a very detrimental impact on South Africa, with the network of wrongdoers profiteering from the abuse of public funds and institutions. The effect of this exploitation was particularly severe for the average South African citizen. The exposure of state capture by independent media outlets was a crucial component in putting an end to the exploitation of the state. Outlets such as amaBhungane, the *Daily Maverick*, *News24*, the *Mail & Guardian*, and the *City Press* placed the evidence of corruption and state capture into the public domain. It was these revelations that raised public awareness about the malfeasance that was transpiring. The revelations were also central to the promulgation of commissions of inquiry into corruption and state capture, such as the Zondo Commission. The investigations, ultimately, resulted in Jacob Zuma stepping down as president of South Africa. This would not have transpired were it not for the testimonies of whistleblowers. As independent media communicated the narratives of the Gupta Leaks whistleblowers, Cynthia Stimpel, Mosilo Mothepu, and others, the cogs for change and redress began moving. Though, this might very well have been a pyrrhic victory, if one considers the popular support for Jacob Zuma, a support that was demonstrated during the July 2021 unrest. More recently, the

launching and subsequent success of Zuma's newly-formed political party, uMkhonto weSizwe, in light of the 2024 South African general election, confirms that he is still a significant force in the South African political scene. Garnering nearly 15% of the national ballot and outmanoeuvring political opponents in the KwaZulu-Natal province to amass slightly over 45% of the regional vote (Makhaye, 2024), the results of the MK Party are testament to Jacob Zuma's never-waning influence and popularity. Nevertheless, whistleblowers and independent media were effective in exposing state capture whilst Jacob Zuma ran the country. Moreover, independent media outlets were also able to offer the whistleblowers something in return for their sacrifices.

The members of independent media houses provided state capture whistleblowers three different types of support, namely defensive support, emotional support and offensive support. These forms of support often played a vital role for the whistleblowers, such as helping them to clear their names or guaranteeing their survival.

Defensive support was provided in three modes: legal aid; financial aid; and security aid. Legal aid was minimal, but was provided nonetheless. The Gupta Leaks whistleblowers had lawyer Brian Currin representing them, though the *Daily Maverick* and amaBhungane obtained additional legal advice for the whistleblowers when it was necessary. AmaBhungane and the *Daily Maverick* also provided financial assistance to Stan and John in order to commence their lives outside of South Africa, which essentially guaranteed their physical safety.

Journalists regularly provided security aid for whistleblowers by maintaining their absolute anonymity, conducting a risk analysis pertaining to the whistleblower and story prior to pursuing their narratives, relocating the whistleblowers, and providing advice to the whistleblowers such as recommending to them to act and relocate immediately and without hesitation.

Emotional support was provided in one mode, namely informal counselling. This was delivered through expressing care and concern for the whistleblowers. It was impossible to provide formal counselling to whistleblowers due to security risks.

Offensive support occurred in the forms of exposure and mediation. Since the exposure of the story forms the primary focus of journalistic activity, it formed an organically occurring form of support for whistleblowers. Independent media outlets and journalists made the state capture narrative headline news. This supported whistleblowers by drawing public attention to their cases, and giving the whistleblowers a podium for their disclosures. It meant that the country was listening to what they had to present, gave them credibility, and made it more difficult for the wrongdoers to sweep away their allegations. Interestingly, independent media outlets played a minor role in mediating between official commissions and whistleblowers – such was the case with amaBhungane who mediated between Stan and John and the Zondo Commission. Furthermore, the Gupta Leaks also served as evidence at the Zondo Commission.

Thus, not only did independent media play a fundamental role in exposing state capture, but these outlets went above and beyond their scope of work to provide support to South African state capture whistleblowers. This must be commended. However, based on these narratives, it is evident that South African state-capture whistleblowers faced an uphill battle. For future South African whistleblowers to better cope in the face of disclosures, it is necessary for media outlets to continue their support for whistleblowers but to also coordinate their efforts with NGOs. Moreover, state institutions would need to intercede and support, and protect, whistleblowers through collaborative action with media and NGOs.

References

- AmaBhungane: Centre for Investigative Journalism. (2010). *Zuma Inc*, 8 July. URL: <https://amabhungane.org/zuma-inc/>.
- AmaBhungane: Centre for Investigative Journalism. (2018). *Interview of #GuptaLeaks whistleblowers*, 15 August. URL: <https://www.youtube.com/watch?v=ttSL-LYppiY&t=456s>.
- Babbie, E. & Mouton, J. (2001). *The Practice of Social Research*. Cape Town: Oxford University Press Southern Africa.

- Bagashka, T. (2014). Unpacking Corruption: The Effect of Veto Players on State Capture and Bureaucratic Corruption. *Political Research Quarterly*. 67(1), 165–180. <https://doi.org/10.1177/1065912913492584>
- Basson, A. & du Toit, P. (2017). *Enemy of the People: How Jacob Zuma Stole South Africa and How the People Fought Back*. Jeppesstown, Johannesburg: Jonathan Ball Publishers.
- Basson, A. (2012). *Zuma Exposed*. Johannesburg & Cape Town: Jonathan Ball Publishers.
- Bezuidenhout, J. (2017). How to bleed a whistle-blower dry. *Mail & Guardian*, 17 March. URL: <https://mg.co.za/article/2017-03-17-00-how-to-bleed-a-whistle-blower-dry/>.
- Bhorat, H., Buthelezi, M., Chipkin, I., Duma, S., Mondli, L., Peter, C., Qobo, M., Swilling, M. & Friedenstein, H. (2017). *Betrayal of the Promise: How South Africa is Being Stolen*. Stellenbosch: State Capacity Research Project.
- Brown, V. & Clarke, V. (2006). Using thematic analysis in psychology. *Qualitative Research in Psychology*. 3(2), 77–101. <https://doi.org/10.1191/1478088706qp0630a>
- Brunetti, A. & Weder, B. (2003). A free press is bad news for corruption. *Journal of Public Economics*. 87, 1801–1824. [https://doi.org/10.1016/S0047-2727\(01\)00186-4](https://doi.org/10.1016/S0047-2727(01)00186-4)
- Bryman, A. (2012). *Social Research Methods* (4th edition). New York, NY: Oxford University Press.
- Buthelezi, L. (2020). More Gupta businesses must reinstate fired business rescue practitioners, SCA rules. *News24*, 9 December. URL: <https://www.news24.com/Fin24/more-gupta-businesses-must-reinstate-fired-business-rescue-practitioners-sca-rules-20201209>.
- Castleberry, A. & Nolen, A. (2018). Thematic analysis of qualitative research data: Is it as easy as it sounds? *Currents in Pharmacy Teaching and Learning*. 10(6), 807–815. <https://doi.org/10.1016/j.cptl.2018.03.019>
- Dávid-Barrett, E. (2023). State capture and development: a conceptual framework. *Journal of International Relations and Development*. 26, 224–244. <https://doi.org/10.1057/s41268-023-00290-6>
- Davis, R. (2018). #GuptaLeaks whistle-blowers speak out for the first time. *Daily Maverick*, 15 August. URL: <https://www.dailymaverick.co.za/article/2018-08-15-guptaleaks-whistle-blowers-speak-out-for-the-first-time/>.

- Desai, A. (2018). The Zuma Moment: Between Tender-based Capitalists and Radical Economic Transformation. *Journal of Contemporary African Studies*. 36(4), 499–513. <https://doi.org/10.1080/02589001.2018.1522424>
- Djordjevic, I. & Stone, D. (2023). “State captured” policy advice? Think tanks as expert advisors in the Western Balkans. *Policy and Society*. 42(3), 334–346. <https://doi.org/10.1093/polsoc/puado21>
- Dowling, M. (2006). Approaches to reflexivity in qualitative research. *Nurse Researcher*. 13(3), 7–21. <https://doi.org/10.7748/nr2006.04.13.3.7.c5975>
- Fazekas, M. & Tóth, I.J. (2016). From Corruption to State Capture: A New Analytical Framework with Empirical Applications from Hungary. *Political Research Quarterly*. 69(2), 320–334. <https://doi.org/10.1177/1065912916639137>
- Forsyth, D.R. (2014). *Group Dynamics* (6th edition). New York, NY: Wadsworth, Cengage Learning.
- Head, T. (2018). Whistleblowers behind #GuptaLeaks reveal Zuma pushed them over the edge. *The South African*, 16 August. URL: <https://www.thesouthafrican.com/news/whistleblowers-guptaleaks-zuma/>.
- Hogg, A. (2019). True cost of State Capture incalculable – a shocking reprise. *BizNews*, 1 March. URL: <https://www.biznews.com/leadership/2019/03/01/true-cost-state-capture-incalculable>.
- Hyslop, J. (2005). Political Corruption: Before and after Apartheid. *Journal of Southern African Studies*. 31(4), 773–789. <https://doi.org/10.1080/03057070500370555>
- Kekana, M. (2018). Zondo commission receives #GuptaLeaks hard drives as evidence, with conditions. *Mail & Guardian*, 28 September. URL: <https://mg.co.za/article/2018-09-28-zondo-commission-receives-guptaleaks-hard-drives-as-evidence-with-conditions/>.
- Lodge, T. (1998). Political Corruption in South Africa. *African Affairs*. 97(387), 157–187. <https://doi.org/10.1093/oxfordjournals.afraf.a007924>
- Longhurst, K. (2016). Implementing the DCFTA in the Context of State Capture: Assessing the Position of Small and Medium Enterprises. *Eastern Journal of European Studies*. 7(2), 145–164.
- Madonsela, T. (2016). *State of Capture*. Report No: 6 of 2016/17. Pretoria: A Report of the Public Protector.

- Makhaye, C. (2024). How Zuma's MK party ruthlessly outmanoeuvred the ANC in KZN. *Daily Maverick*, 3 June. URL: <https://www.dailymaverick.co.za/article/2024-06-03-how-zumas-mk-party-ruthlessly-outmanoeuvred-the-anc-in-kzn/#:~:text=The%20MK%20party%E2%80%99s%20rise%20in%20just%20six%20months%20from%20nowhere.>
- Martić, M. (2021). Protection of the Rule of Law through Whistleblowing. *Regional Law Review*. 2(4), 65-80. https://doi.org/10.18485/iup_rlr.2021.2.ch4
- Mavuso, S. (2020). Everything you need to know about the Zuma 'Arms Deal' corruption case. *Independent Online*, 5 December. URL: <https://www.iol.co.za/news/politics/everything-you-need-to-know-about-the-zuma-arms-deal-corruption-case-5c960f5f-d4dd-4839-9e25-b5ea36d83ff3>.
- Mbaku, J.M. (2018). Rule of Law, State Capture, and Human Development in Africa. *American University International Law Review*. 33(4), 771-836.
- Mcintosh, J. (2017). South Africa's power family, the Guptas. *Deutsche Well*, 8 August. URL: <https://www.dw.com/en/south-africas-power-family-the-guptas-what-you-need-to-know/a-40004896>.
- Merten, M. (2019). State Capture wipes out third of SA's R4.9-trillion GDP – never mind lost trust, confidence, opportunity. *Daily Maverick*, 1 March. URL: <https://www.dailymaverick.co.za/article/2019-03-01-state-capture-wipes-out-third-of-sas-r4-9-trillion-gdp-never-mind-lost-trust-confidence-opportunity/>.
- Mlambo, V.H., Simangele, K. & Mpanza, S. (2023). Governance and Corruption in South Africa's Public Sector: The Road Ahead. *Artha – Journal of Social Sciences*. 22(3), 1-23.
- Moberly, R. (2014). 'To persons or organizations that may be able to effect action': Whistleblowing recipients. In Brown, A.J., Lewis, D., Moberly, R. & Vandekerckhove, W. (eds.). *International Handbook on Whistleblowing Research*. Cheltenham: Edward Elgar Publishing. <https://doi.org/10.4337/9781781006795.00020>
- Myburgh, P-L. (2017). *The Republic of Gupta: A Story of State Capture*. Cape Town: Penguin Random House South Africa.
- Near, J.P. & Miceli, M.P. (1985). Organizational Dissidence: The Case of Whistleblowing. *Journal of Business Ethics*. 4, 1-16. <https://doi.org/10.1007/BF00382668>

- Oelrich, S. (2023). I Report if They Report: The Role of Media in Whistleblowing Intentions on Fraud and Corruption. In Gabbioneta, C., Clemente, M. & Greenwood, R. (eds.). *Organizational Wrongdoing as the “Foundational” Grand Challenge: Consequences and Impact (Research in the Sociology of Organizations, Vol. 85)*. Leeds: Emerald Publishing Limited. <https://doi.org/10.1108/S0733-558X2023000085006>
- Park, H., Blenkinsopp, J., Oktem, M.K. & Omurgonulsen, U. (2008). Cultural Orientation and Attitudes toward Different Forms of Whistleblowing: A Comparison of South Korea, Turkey, and the U.K. *Journal of Business Ethics*. 82(4), 929–939. <https://doi.org/10.1007/s10551-007-9603-1>
- Pauw, J. (2017). *The President’s Keepers: Those Keeping Zuma in Power and out of Prison*. Cape Town: Tafelberg.
- Pavlović, D. (2023). How to approach state capture in post–communist Europe. A new research agenda. *Journal of Contemporary European Studies*. 31(3), 960–978. <https://doi.org/10.1080/14782804.2022.2106951>
- Radulovic, U. & Uys, T. (2021). South Africa’s State of Capture: The Role of Whistleblowers and Civil Society in Exposing Wrongdoing. In Kierans, L., Lewis, D. & Vandekerckhove, W. (eds.). *Selected Papers from the International Whistleblowing Research Network Conference at Maynooth University*. London: The International Whistleblowing Research Network. <https://doi.org/10.15249/17-1-333>
- Radulovic, U. (2023)a. The predicament of the unprotected: Why lack-lustre legislation fails South African whistleblowers. *African Journal of Business Ethics*. 17(1), 54–75.
- Radulovic, U. (2023)b. The Unexpected Virtue of Ignorance? Whistleblowing within the Context of State Capture in South Africa. *The Thinker*. 97(4), 101–115. https://doi.org/10.36615/the_thinker.v97i4.2863
- Radulovic, U. (2024). Motives and Identities: Why South African Whistleblowers Spoke out About State Capture. *Administratio Publica*. 32(2), 50–72. <https://doi.org/10.61967/adminpub/2024.32.2.5>
- Schreier, M. (2018). Sampling and Generalization. In Flick, U. (ed.). *The SAGE Handbook of Qualitative Data Collection*. London and Thousand Oaks, CA: SAGE Publications Limited and SAGE Publications Incorporated. <https://doi.org/10.4135/9781526416070.n6>
- Schwella, E. (2001). Public Sector Policy in the New South Africa: A Critical Review. *Public Performance & Management Review*. 24(4), 367–388. <https://doi.org/10.2307/3381225>

- Smith, N. & Thomas, E. (2015). The Role of Foreign Direct Investment and State Capture in Shaping Innovation Outcome in Russia. *Europe-Asia Studies*. 67(5), 777–808. <https://doi.org/10.1080/09668136.2015.1042430>
- South Africa, Republic of (2000). *Protected Disclosures Act No. 26 of 2000*, 7 August. Cape Town: Government Gazette 422(21453).
- South Africa, Republic of (2017). *Protected Disclosures Amendment Act No. 5 of 2017*, 2 August. Cape Town: Government Gazette 626(41016).
- Trantidis, A. & Tsagkroni, V. (2017). Clientelism and Corruption: Institutional Adaptation of State Capture Strategies in View of Resource Scarcity in Greece. *The British Journal of Politics and International Relations*. 19(2), 263–28. <https://doi.org/10.1177/1369148117700658>
- Tudoroiu, T. (2015). Democracy and State Capture in Moldova. *Democratization*. 22(4), 655–678. <https://doi.org/10.1080/13510347.2013.868438>
- Uys, T. (2022). *Whistleblowing and the Sociological Imagination*. New York, NY: Palgrave Macmillan. <https://doi.org/10.1057/978-1-137-39445-3>
- Van Vuuren, H. (2017). *Apartheid, Guns and Money: A Tale of Profit*. Auckland Park, Johannesburg: Jacana Media.
- Vandekerckhove, W. & Phillips, A. (2019). Whistleblowing as a Protracted Process: A Study of UK Whistleblower Journeys. *Journal of Business Ethics*. 159, 201–219. <https://doi.org/10.1007/s10551-017-3727-8>
- Vandekerckhove, W. (2010). European whistleblower protection: tiers or tears? In Lewis, D (ed.). *A global approach to public interest disclosure: What can we learn from Existing Whistleblowing Legislation and Research?* Cheltenham: Edward Elgar Publishing. <https://doi.org/10.4337/9781849806978.00010>
- Wiener, M. (2011). *Killing Kebble: An Underworld Exposed*. Northlands, Johannesburg: Pan Macmillan South Africa.
- WikiLeaks. (2015). *What is WikiLeaks*. URL: <https://wikileaks.org/What-is-WikiLeaks.html>.
- World Bank, The. (2000). *Anticorruption in Transition: A Contribution to the Policy Debate*. Washington, DC: The International Bank for Reconstruction and Development / The World Bank.
- Zhang, J., Pany, K. & Reckers, M.J. (2013). Under Which Conditions Are Whistleblowing “Best Practices” Best? *Auditing: A Journal of Practice & Theory*. 32(3), 171–181. <https://doi.org/10.2308/ajpt-50451>

About the Author

Ugljesa Radulovic is a Senior Postdoctoral Research Fellow in the Department of Sociology at the University of Johannesburg (South Africa). He has published peer-reviewed research in accredited South African and international publications. His research has focused on academic dishonesty, corruption, state capture, and whistleblowing. His email address is uradulovic@uj.ac.za.

Creative Commons License terms: You must give appropriate credit, provide a link to the license, and indicate if changes were made. You may do so in any reasonable manner, but not in any way that suggests the licensor endorses you or your use. You may not use the material for commercial purpose.

«Faire famille au-delà des frontières»

proximités et distances au cœur du processus de recherche sur les expériences de séparation et de réunification de familles réfugiées transnationales

Myriam Richard

Travail social, Université de Montréal

Résumé

Cet article pose un regard réflexif sur la démarche scientifique au cœur d'une recherche en travail social visant à étudier les expériences de séparation et de réunification de membres de familles réfugiées transnationales au Québec/Canada. À travers un «travail de mémoire féministe» il expose: 1) la problématique ainsi que le cadre théorique et méthodologique de la recherche; 2) une « situation » (Ahmed, 2024) ayant été déterminante dans le choix d'objet de la recherche; 3) une analyse mobilisant entre autres le concept de praxis intersectionnelle « dans et hors » de sa classe sociale et de son groupe racisé (Bilge et Hill Collins, 2023; hooks, 2018) afin de réfléchir aux façons de mener un processus scientifique ayant pour mission d'apprendre sur l'expérience des autres et de transformer les sources d'oppression qui les affectent.

Mots clés: travail social, immigration, réunification familiale, approche féministe, intersectionnalité.

« L'histoire de la créativité, des liens tissés et forgés, de ce vers quoi nous avançons comme de ce dont nous nous éloignons, est une histoire que nous devons garder devant nous : une histoire féministe »
(Ahmed, 2024, p. 36)

Introduction

Cet article pose un regard réflexif sur la démarche scientifique au cœur d'un projet de recherche issu d'une thèse de doctorat en travail social visant à étudier les expériences de séparation et de réunification de membres de familles réfugiées transnationales au Québec/Canada ainsi que les pratiques d'intervention (psycho) sociale et communautaire auprès de ceux-ci. Il s'intéresse plus particulièrement à ce qui se vit au sein de l'espace intersubjectif de l'intervention, qu'il situe à l'interface entre la famille et l'État – deux institutions fondamentales qui détiennent du pouvoir et de l'influence sur la vie des personnes réfugiées (Merry et al., 2023; Walsh et al., 2021).

L'article s'appuie sur une communication développée dans le cadre d'un mini-colloque organisé à l'hiver 2023 par le Comité de recherche 19 – Sociologie clinique de l'Association internationale des sociologues de langue française (AISLF) qui a lancé l'appel à réfléchir à « comment construire et conduire un processus scientifique lorsqu'on est impliqué.e, voire engagé.e, ou au contraire que l'on se situe comme extérieur.e à la problématique en jeu? » (Hamisultane et Lusikila, 2022).

N'ayant pas de parcours de refuge personnel ou familial, mon intérêt à travailler sur ces questions prend à la fois racine dans ma pratique professionnelle ainsi que dans mes expériences personnelles et familiales. J'explore donc dans cet article ma posture de chercheuse affectée, de sujet à qui le processus de recherche fait vivre des émotions – qui n'est pas neutre. Je tente ainsi de déployer une sensibilité critique qui « implique une réflexivité sur sa propre pensée, ses sentiments et son action » dans le but de « critiquer, de rejeter ou d'essayer de résoudre des problèmes sociaux engendrés par des situations d'injustice sociale » (Bilge et Hill Collins, 2023,

1 Notons que l'intervention (psycho)sociale fait ici office de désignation permettant de considérer l'intervention dans un sens large. Elle inclut ainsi un ensemble diversifié de professionnel.le.s et de représentant.es de la société civile impliquées dans l'accompagnement des familles réfugiées transnationales : intervenant.e.s communautaires, travailleur.euse.s sociaux.les, psychothérapeutes, avocat.es, membres de groupe de parrainage collectif de réfugié.e.s, interprètes, chercheur.ses ou représentant.es du ministère de l'Immigration provincial.

p. 107). J'aborde mon positionnement en introduisant la notion d'« *insider* concernée » (ce qui me rapproche des personnes réfugiées) et d'« *outsider* impliquée » (ce qui me rapproche des intervenant.es) (Le Bossé, 2016).

Mon propos se divise en trois grandes parties. J'expose d'abord 1) la problématique ainsi que le cadre théorique et méthodologique de la recherche. J'aborde ensuite 2) la pandémie de COVID-19 et la fermeture (inégalement) des frontières en tant que « situation »² (Ahmed, 2024) déterminante dans mon choix d'objet de recherche. Je conclus avec 3) une analyse mobilisant entre autres le concept de praxis intersectionnelle « dans et hors » de sa classe sociale et de son groupe racisé (Bilge et Hill Collins, 2023; hooks, 2018) afin de réfléchir aux façons de mener un processus scientifique ayant pour mission d'apprendre sur l'expérience des autres et de transformer les sources d'oppression qui les affectent.

1. Le projet de recherche : « Intimes étrangers. Expériences vécues de séparation et de réunification de membres de familles réfugiées transnationales et pratiques d'intervention visant à les soutenir à partir du Québec (Canada) »

Cet article part de la prémisse selon laquelle, tout en reconnaissant l'importance du point de vue situé, « [...] le processus de production de connaissance scientifique ne peut se défaire de cadres théoriques épistémologiques et méthodologiques permettant l'objectivation des données » (Hamisultane et Lusikila, 2022). La présente section expose la problématique, le cadre théorique et méthodologique de la recherche afin de jeter les bases du dispositif qui me permet de tendre à une telle objectivation.

2 Ahmed (2024) conceptualise la « situation » en tant que « la combinaison de circonstances qui caractérisent un moment précis, mais aussi un ensemble critique, problématique ou frappant de circonstances [...], quelque chose qui vient à exiger une réaction » (p. 25).

Objectif et problématique de recherche

L'objectif général de ce projet de recherche est d'étudier les expériences de séparation et de réunification de membres de familles réfugiées transnationales afin de dégager les conditions qui facilitent et qui compliquent le fait de « faire famille » au-delà des frontières. Elle part de la prémisse générale selon laquelle les relations familiales jouent un rôle crucial dans les expériences, les choix et les trajectoires des individus, qu'elles soient vécues en présence ou à distance, actives ou interrompues (Blanchet-Cohen et al., 2019; Ritholtz et Buxton, 2021). Ainsi, bon nombre de familles qui vivent la migration forcée ont été fragmentées, détruites et dispersées, mais aussi repensées et reconstruites de différentes manières (Bélanger et Candiz, 2020; De Haene et Rousseau, 2020). En ce sens, la réunification familiale peut être vue comme un point tournant, un moment clé qui va en partie définir ce que le futur pourra être (Rousseau et al., 2001).

Les défis vécus par les familles réfugiées qui tentent d'être réunies au Québec sont documentés depuis au moins le début des années 2000 (Arsenault, 2003, 2010; Le Gall, 2005; Montgomery et al., 2010; Rousseau et al., 1999; 2001, 2004; Laaroussi, 2000, 2007, 2008; Vatz Laaroussi et Bolzman, 2010). Ces travaux montraient déjà comment le besoin d'être réunies avec leurs proches est puissant et prioritaire, et qu'il affecte grandement le succès de l'établissement des personnes réfugiées dans une nouvelle société (Choummavong et al., 2014). En période plus récente, des recherches documentent également la nécessité de former et de soutenir les professionnels à mieux comprendre et intégrer les relations transnationales et les enjeux qui y sont liés dans l'intervention en santé mentale et physique ainsi que dans l'accompagnement psychosocial (Lietaert, 2017; Merry et al., 2023; Sveaass et Reichelt, 2020).

La présente recherche actualise les constats tirés de ces études antérieures en contextualisant les expériences des familles réfugiées transnationales qui souhaitent être réunies au Québec/Canada. Elle situe ces expériences dans le contexte de resserrement des politiques migratoires et de leur orientation vers les intérêts économiques et sécuritaires d'États tels que le Canada au détriment des programmes de réunification familiale et d'immigration humanitaire (Bragg et

Wong, 2016; Merla et al., 2020; Paquet, 2020). La recherche porte aussi une attention particulière au contexte pandémique, qui a grandement affecté les délais de traitement des dossiers de réunification et dont les effets délétères se font encore ressentir au moment d'écrire ces lignes. Elle montre comment ceux-ci sont venus se superposer au manque de volonté politique de longue date à propos de la réunification familiale des personnes réfugiées (CCR, 2021), créant des séparations familiales prolongées qui ont des effets majeurs sur les membres de la famille qui se trouvent au Québec/Canada et ceux qui sont en attente de les rejoindre ailleurs dans le monde. Ainsi, au moment d'écrire cet article, les délais pour la réunification familiale des personnes à charges des personnes protégées étaient de 49 mois (IRCC, 2024). À cela, pouvaient s'ajouter des délais supplémentaires liés aux trajectoires migratoires, aux erreurs de traitement, aux documents manquants pour la constitution du dossier ou encore aux programmes spéciaux qui retardent parfois le traitement de certaines demandes alors que d'autres groupes sont priorisés à cause de conflits armés ou de crises humanitaires ou politiques.

Cadre théorique

Le cadre théorique de la recherche est ancré dans le féminisme transnational, l'intersectionnalité, les études critiques sur la famille et les études critiques sur les réfugiés. Il adopte une vision critique et ouverte de la famille vue comme lieu d'interactions pouvant être à la fois source d'entraide, de soutien et de réconfort, mais aussi de conflits, de souffrance et de formes d'oppression et d'exclusion (Espiritu, 2003; Ritholdz et Buxton, 2021). Elle considère que les dynamiques familiales en contexte de migration forcée sont influencées par différents systèmes de domination qui peuvent avoir des effets à l'intérieur et à l'extérieur de la famille (p.ex. inégalités socioéconomiques entre les pays dits du Nord et du Sud, sexisme, racisme, hétéronormativité, homophobie, transphobie, politiques migratoires discriminatoires) (Ahmed, 2010, 2024 ; Bilge et Hill Collins, 2023 ; Espiritu et Duong, 2018). La recherche tente donc de démontrer comment ces phénomènes sociopolitiques et économiques ont une résonance directe dans l'histoire et la vie quotidienne des

personnes réfugiées qui tentent d'être réunies dans un pays comme le Canada. Elles montre aussi comment ceux-ci ont un impact sur les pratiques de soutien des intervenant.e.s (psycho)sociaux.les qui exercent un rôle-clé à l'interface entre les personnes réfugiées, le système migratoire et les institutions publiques, communautaires et la société civile québécoise.

Cadre méthodologique

Le cadre méthodologique de la recherche est qualitatif et vise à dépasser les échelles individuelles, voire individualisantes en matière de recherche à propos des expériences migratoires. Un dispositif de collecte de données en deux volets a été déployé. Le premier puise dans le corpus des approches narratives inscrites plus particulièrement dans les approches de storytelling familiales et féministes (Amason, 2020; Bergset et Ulvik, 2019; Gershoni et Dagan, 2017 ; High, 2014; Jackson, 2013; Morrissette et Demazière, 2019). J'ai ainsi réalisé 11 entrevues individuelles avec des personnes ayant mené des démarches de réunification familiale suite à une migration de refuge et quatre entrevues familiales avec leurs proches au Québec et ailleurs dans le monde (conjoint.es et mère). Les personnes participantes étaient originaires de sept pays différents (en majorité du continent africain, mais aussi de l'Amérique du Sud et de l'Afghanistan). Pour la grande majorité d'entre elles, le processus de réunification était en cours, à l'exception de deux familles pour qui il était terminé, et d'une personne qui ne souhaitait pas l'initier au moment de notre entrevue.

Le deuxième volet de la recherche est composé de récits d'expériences d'accompagnement de 11 intervenant.e.s (psycho)sociaux.les et communautaires ainsi que de cinq informateur.rice.s-clés impliqués en milieu universitaire, gouvernemental et dans la société civile. La méthode employée était celle de l'entrevue semi-dirigée (Savoie-Zjac, 2010). Ce volet devait initialement servir uniquement à compléter les récits des membres de familles réfugiées, mais l'engouement des intervenant.es pour le sujet ainsi que l'intensité des défis et des émotions vécues m'a menée à intégrer leurs récits à part entière dans le corpus et à m'intéresser à ce qui se vit dans l'espace intersubjectif de l'intervention (psycho)

sociale visant à accompagner les familles aux différentes étapes des séparations et réunifications.

Cadre d'analyse

La recherche développe une conceptualisation des expériences de séparation et de réunification en tant qu'événements biographiques inscrivant les facteurs structurels et bureaucratiques inhérents à la migration de refuge dans l'histoire intime et la vie quotidienne des familles réfugiées transnationales de même que dans l'espace intersubjectif de l'intervention (psycho)sociale (Ahmed, 2010; Espiritu et Duong, 2018; Jacobsen, 2023; Geoffrion, 2021; Merla et Smit, 2023). En cela, elle analyse la complexité des expériences vécues par les familles réfugiées transnationales à partir des significations que ces dernières donnent aux « mondes » qu'elles construisent elles-mêmes – leurs vies vécues – en tentant notamment de transgresser les normes et les contraintes que les États-nations leur imposent (Ahmed, 2024; Charania, 2023; Espiritu et Duong, 2018). Elle tient également compte des besoins, aspirations et désirs qui se déploient au sein de sites routiniers, intimes et privés – comme la famille – où le pouvoir et la violence sont reproduits et contestés au quotidien (Ahmed, 2010; Bilge et Hill Collins, 2023; Charania, 2023; Espiritu, 2003; Merla et Smit, 2023). Son cadre d'analyse s'appuie ainsi sur des travaux qui relient les expériences émotionnelles et de la vie quotidienne aux forces bureaucratiques et structurelles en s'inspirant notamment de l'autrice féministe Sara Ahmed (2010) qui souligne que « *feelings might be how structures get under our skin* » (p.216). J'interprète cette citation comme l'idée que les expériences émotionnelles pourraient bien être la façon dont les structures s'imprègnent en nous, font leur chemin jusqu'au plus profond de nous-mêmes et influencent notre quotidien, nos ressentis et nos expériences.

Résultats

Cette recherche apporte une contribution aux champs du travail social transnational, familial et auprès des personnes réfugiées. Elle montre que le processus de réunification affecte grandement

les familles et que leurs expériences sont le fruit d'intersections parfois dangereuses (INCITE! cité dans Bilge et Collins, 2023) entre les dimensions 1) intimes et vie quotidienne; 2) bureaucratiques; 3) intervention (psycho)sociale et communautaire; 4) structurelles. Le sens, les fonctions réelles et attendues de même que les rôles attribués à la famille en contexte de séparation et de réunification sont parfois remis en question, bouleversés, transformés, mais ils s'inscrivent aussi parfois en continuité avec ce qui était vécu au sein de la famille avant la séparation. Les conceptions de la famille évoquées par les personnes participantes sont multiples, et plusieurs vont au-delà de la famille nucléaire pour inclure des membres de la famille élargie (pour reprendre des conceptions occidentales) ainsi que de la famille choisie.

Les résultats montrent également la force centrifuge des dimensions structurelles et bureaucratiques dans la vie des familles et, par conséquent, dans l'accompagnement des intervenant.e.s. Un nombre important d'éléments complexifiants a été relevé : la longueur des délais de traitement, l'exclusion de certain.es membres de la famille (non déclarés initialement par le ou la demandeur.se principal.e pour diverses raisons), l'étroitesse des critères d'admissibilité officiels des membres de la famille à la réunification, la difficulté de concrétiser des visites familiales temporaires des proches au Québec/Canada, la complexité et la rigidité des politiques et programmes migratoires exacerbée par l'impossibilité de parler à un agent d'immigration. Sur le plan structurel, des intervenant.e.s et des membres de famille ont dénoncé le racisme, la discrimination, l'homophobie ou encore la transphobie vécus à différentes étapes du parcours de séparation et de réunification, notamment au contact de certaines institutions québécoises telles que la police, les services de santé physique et mentale, en milieu de travail, etc.

Des éléments facilitants sur le plan bureaucratique et structurel ont également été identifiés, à savoir le soutien des députés fédéraux, des intervenant.e.s communautaires avec les démarches de réunification plus spécifiquement et l'ensemble des démarches d'installation. Des fenêtres d'opportunité structurelles sous forme de programmes spéciaux (p.ex. Programme spécial pour les demandeurs

d'asile en période de COVID-19) comme leur ayant permis d'obtenir la résidence permanente alors qu'ils et elles étaient en attente d'une décision sur leur demande d'asile préalablement rejetée. De profonds paradoxes et inégalités entre ces programmes spéciaux rendaient toutefois mitigés leur portée facilitante³.

Face à ce qui se passe au quotidien sur le plan intime et sur le plan structurel et bureaucratique, les membres des familles vivent individuellement et collectivement une gamme étendue d'expériences émotionnelles. Des membres de familles et des intervenant.es ont ainsi mentionné comment les adultes et les enfants en processus de réunification ressentent du stress, de l'inquiétude, de l'insécurité, de la peur, de l'isolement et de la solitude. L'impatience, la frustration, l'impuissance et parfois même la colère ont également été évoquées, de même que la détresse, les traumatismes et des états de crise. Des personnes étaient affectées sur le plan de leur santé physique et mentale. Parmi les expériences les plus difficiles, se trouvaient la culpabilité, le déchirement et le sentiment d'abandon (surtout chez les enfants, mais aussi de la part de certain.e.s conjoint.e.s). Malgré ce portrait sombre, des expériences émotionnelles se situant dans le registre du sentiment de motivation, du bonheur, de la joie et de la gratitude ont aussi été évoquées. Les personnes ont également partagé plusieurs de leurs rêves et aspirations personnelles et familiales. Il importe toutefois de spécifier que l'ensemble de ces expériences émotionnelles étaient traversées par des expressions d'ambivalence et d'ambiguïté qui ont permis de faire ressortir la complexité des ressentis des membres de famille réfugiées transnationales (Boss, 2007; Oliviero, 2017).

Les résultats montrent finalement comment l'intervention (psycho)sociale auprès des familles en processus de réunification peut

3 Plusieurs intervenant.es et des membres de familles ont par exemple évoqué les inégalités de traitement profondes entre les programmes mis en place pour l'accueil (temporaire) des ressortissant.e.s ukrainien.ne.s et celui visant les ressortissant.e.s afghan.e.s. Des participant.e.s ont également dénoncé le caractère discriminatoire des délais de traitement allongés et des preuves supplémentaires demandées aux ressortissant.e.s de pays africains tels que la République Démocratique du Congo eux aussi affectés par des guerres civiles, coup d'État et autres formes de persécutions collectives pour lesquelles aucun programme spécial n'avait été créé au moment de réaliser la recherche.

à la fois constituer : 1) un lieu de reproduction de la complexité et de la rigidité du processus de réunification familiale dont les dimensions bureaucratiques et systémiques font vivre des expériences difficiles aux familles ainsi qu'à plusieurs intervenant.es; 2) un espace de reconnaissance de diverses façons de faire famille au-delà des conceptions de la famille nucléaire nord-américaine paradigmatique (blanche, hétérosexuelle, habitant sous le même toit); 3) un moyen mobilisé par les familles et les intervenant.e.s pour faire face aux injonctions normatives, bureaucratiques et systémiques inhérentes au processus de réunification familiale des personnes réfugiées vers un pays comme le Canada. La rencontre intersubjective entre les intervenant.es et les membres des familles réfugiées au Québec ainsi que leurs proches ailleurs dans le monde (avec qui des contacts directs ou indirects sont parfois établis) s'est avérée porteuse d'émotions intenses pour plusieurs intervenant.es ayant participé à la recherche qui, aux côtés des familles, vivent eux.elles aussi de l'impuissance, de la colère, de la frustration, du découragement, de l'incompréhension, de la tristesse, de l'anticipation, de la fatigue de compassion, mais aussi de de l'espoir, de la joie, de la fierté de même que de l'ambivalence.

Réflexions personnelles sur la démarche

Mener cette démarche m'a aussi personnellement fait vivre une gamme étendue d'expériences émotionnelles, aux côtés des membres des familles ainsi que des intervenant.es. Ces expériences, de même que les valeurs qui sous-tendent les approches théoriques et méthodologiques à la base de ma démarche ont rendu possible, souhaitable et parfois même nécessaire, le partage d'éléments de mon positionnement personnel aux participant.es à la recherche. Je l'ai par exemple fait avec ZH, une femme de 29 ans originaire d'Afghanistan, arrivée au Québec depuis un an au moment de notre rencontre comme réfugiée réinstallée avec sa mère et qui était séparée de son conjoint demeuré en Indonésie. À la fin de notre deuxième entrevue, ZH me demande si je suis célibataire et me dit que si oui, je dois trouver quelqu'un avec qui partager ma vie, parce que c'est très difficile d'être seule. Je lui dévoile à ce moment vivre

seule à Montréal, mais être moi aussi engagée dans une relation amoureuse à distance au-delà des frontières, avec mon conjoint de l'époque qui vivait aux États-Unis. Cela a donné lieu à un partage de photos mutuelles de nos conjoints et à des échanges plus personnels sur ce que la séparation nous faisait mutuellement vivre. Je considère que ce dévoilement a permis de créer une forme de réciprocité dans l'échange et de rendre le contexte formel de l'entrevue de recherche plus humain. ZH et sa mère BB ont été les premières membres de familles que j'ai interviewées. Dans les entrevues qui suivront, je serai amenée à plusieurs reprises à partager des éléments de mon expérience de relation intime au-delà des frontières, que ce soit en réponse à des questions directes des participant.es, soit parce que je sentais que le contexte s'y prêtait, voire que c'était nécessaire.

À l'instar d'Hamisultane et al. (2021), je considère qu'en recherche tout autant qu'en intervention, des éléments personnels induisant les affects sont à l'œuvre et permettent d'éclairer l'objet de nos recherches. Or, la scientificité de la démarche de recherche et la distanciation nécessaire à l'analyse des données nécessitent également d'interroger les potentielles tensions entre une posture affectée – « un état où la personne, intervenante ou chercheur, est traversée par des affects dus aux rapports entretenus dans le cadre de son travail » – et le rapport aux personnes participant à la recherche (Hamisultane et al., 2021, p. 72). Cet exercice est nécessaire dans la mesure où « [...] un objet de recherche peut en cacher un autre : celui qui concerne personnellement le professionnel ou la professionnelle » (Barus-Michel cité par Hamisultane et al., 2021, p. 72). La prochaine section présente certains éléments de mes réflexions en ce sens à partir d'une « situation » (Ahmed, 2024) vécue pendant l'élaboration du projet de recherche, qui s'est avérée déterminante pour le choix de l'objet et l'élaboration du dispositif méthodologique.

2. Analyse d'une « situation » déterminante pour le choix de l'objet de recherche : les familles séparées par la « fermeture » des frontières pendant la pandémie de COVID-19

Cette section explore le rôle déterminant qu'a joué une « situation » telle que conceptualisée par Ahmed (2024) sur mon choix de faire porter ce projet de recherche sur les expériences de séparation et de réunification de familles réfugiées. Cette situation peut être vue comme une « combinaison de circonstances qui caractérisent un moment précis, mais aussi un ensemble critique, problématique ou frappant de circonstances [...], quelque chose qui en vient à exiger une réaction » (Ahmed, 2024, p. 25).

En mars 2020, l'Organisation mondiale de la santé (OMS) déclarait que nous faisons face à une pandémie de COVID-19. Une des premières mesures prises par une majorité d'États à l'échelle de la planète – et tout particulièrement les pays du Nord global tels que le Canada et les États-Unis – a été la « fermeture »⁴ des frontières aux voyages considérés comme « non-essentiels »⁵. Plusieurs mesures de distanciation sociale ont également été mises en place à l'échelle locale et nationale, les contacts sociaux étant devenus des sources potentielles de transmission d'un virus pour lequel nous ne disposions d'aucun vaccin ni remède connu. La situation a eu plusieurs conséquences sur les interactions entre proches. Par exemple, des parents n'ont pas pu assister à la naissance à leur propre enfant, des personnes âgées ou des personnes gravement malades sont décédées sans pouvoir être entourées de leurs proches, des prisonnières n'ont pas pu recevoir de visite de leur famille pendant des mois. À une échelle quotidienne, une foule de moments banals ont aussi été vécu « à distance », dans la solitude la plus totale, menant à de la

4 Je mets le mot entre parenthèses parce que cette fermeture a été très inégale selon les groupes de population et les motifs des déplacements internationaux. Par exemple, les voyages commerciaux n'ont presque jamais été interrompus entre le Canada et les États-Unis alors que les déplacements des individus l'ont été fortement.

5 La définition des voyages non-essentiels a changé à différentes étapes de la pandémie. Des exceptions ont toutefois été faites à différentes étapes pour les ressortissants des deux pays voisins, fortement intégrés sur les plans économiques, sociaux et politiques.

détresse et à une augmentation de la consommation de drogues et d'alcool pour certaines personnes. Pour d'autres, le quotidien s'est aussi vécu en très (pour ne pas dire trop) grande proximité, menant à une exacerbation des conflits et à une augmentation de la violence intra-familiale. Le nombre de féminicide a tristement atteint des sommets pendant la pandémie ainsi que dans les mois et années qui l'ont suivie.

Cette situation a donc mis à l'avant-plan de la scène politique et médiatique la question des séparations familiales (prolongées⁶) et du faire famille au-delà des frontières. Du jour au lendemain, des pans de la population qui n'avaient jamais connu de restrictions/limitations à leurs déplacements et à leurs interactions avec leurs proches vivaient des situations similaires à celles vécues quotidiennement par les familles (im)migrantes et réfugiées. Étant moi-même alors engagée dans une relation amoureuse à distance avec un citoyen américain depuis plus de deux ans sans toutefois être marié.es ou conjoint.es de fait, ma relation de couple n'était initialement pas considérée comme justifiant des voyages « essentiels » aux yeux du gouvernement canadien – restriction qui a finalement été levée entièrement à l'automne 2021. Les autorités nationales et provinciales allaient éventuellement également restreindre les mouvements intrarégionaux, rendant difficile de rendre visite à mes parents qui vivaient respectivement dans deux régions se trouvant à plus de 500 kilomètres de mon lieu de résidence.

Au-delà d'être affectée personnellement, j'étais profondément choquée par le paradoxe de l'attention politique et médiatique ainsi que de la sympathie populaire accordée aux situations « comme la mienne » – celle de citoyen.nes canadien.nes et américain.es dont il était clair que la séparation serait temporaire et qui pouvaient

6 Je mets ici le caractère prolongé des séparations familiales induites par la pandémie entre parenthèses dans la mesure où, en comparaison avec la durée moyenne des séparations familiales des personnes (im)migrantes et réfugiées en temps « normal » qui excède de loin les 20 mois qui ont caractérisé la fermeture partielle de la frontière canado-américaine. Des mesures d'assouplissement ont aussi été mises en place pour autoriser différents types de voyages initialement considérés comme non-essentiels (p.ex. conjoint.es non marié.es et non conjoint.es de fait).

bénéficiaire de certaines brèches dans les restrictions⁷ et l'invisibilité habituelle de cet enjeu alors qu'il est vécu quotidiennement par des personnes (im)migrantes et réfugiées ou d'autres nées ici et qui sont en attente de réunification avec leur conjoint.e à l'étranger. Je suis donc pleinement consciente des privilèges dont je disposais et du fait que mon expérience diffère significativement de celle des membres des familles réfugiées transnationales ayant participé à la recherche. Ainsi, mon expérience de séparation familiale involontaire a été très limitée dans le temps : quatre mois après le début de la pandémie, j'ai découvert que les ressortissant.es canadien.nes pouvaient entrer aux États-Unis par voie aérienne sans restriction. J'ai ainsi pu prendre l'avion et rendre visite à mon conjoint de l'époque pour de longs séjours – que la pandémie a paradoxalement facilité puisque mes études et mon travail étaient à 100% en ligne. De plus, je détiens un passeport canadien, j'avais eu accès aux vaccins admissibles pour voyager et j'avais l'argent nécessaire pour m'acheter un billet d'avion.

Les situations de familles séparées et les impacts de ces séparations à long terme étaient par ailleurs les situations qui m'avaient le plus touchées en intervention sociale auprès personnes (im)migrantes lors de mon stage à la maîtrise en travail social et de mon travail subséquent au sein d'un organisme communautaire oeuvrant auprès des nouveaux arrivants à Montréal. Ainsi, remontaient à la surface mes constats sur les impacts cruciaux des migrations de refuge sur les membres de familles réfugiées⁸ ainsi que sur les dynamiques familiales et le processus d'insertion au sein

7 Au début de la pandémie, les ressortissant.es américain.es étaient exemptés de l'interdiction de voyages non essentiels vers le Canada. Les voyages liés au transport de marchandises n'ont pas été interrompus. De plus, les ressortissant.es canadien.nes étaient autorisé.es à entrer aux États-Unis par voie aérienne. Ces exceptions n'étaient pas accessibles à tous et toutes et n'ont pas empêché des séparations prolongées de se produire, mais elles ont constitué une brèche significative dans les restrictions auxquelles avaient à faire face les ressortissant.es d'autres pays.

8 J'ai aussi constaté les impacts déléteurs des séparations familiales sur les personnes (im)migrantes détenant d'autres statuts migratoires/ayant eu d'autres parcours migratoires que ceux des personnes réfugiées, mais il est apparu encore plus criant pour ces dernières en raison des circonstances qui compliquent grandement la mobilité des personnes réfugiées même lorsque celles-ci ont officiellement obtenu la protection au Canada.

de la société québécoise alimentés par une dizaine d'années de praxis intersectionnelle au carrefour de la recherche et de l'intervention sociale avec des personnes concernées mais aussi des intervenant.es qui les soutiennent au quotidien (Autrice, 2021; Autrice et al., 2018).

La situation des séparations familiales induites par la « fermeture » des frontières pendant la pandémie est donc venu toucher ma double posture de personne concernée et affectée, sur les plans personnel et professionnel. Je considère que l'idée d'en faire l'objet de la présente recherche est venue du sentiment d'injustice que j'ai ressentie autour de la question des séparations familiales des personnes réfugiées, mais aussi l'urgence de saisir le momentum propice à une sensibilisation face à cet enjeu. Il me fallait aussi penser à une méthodologie qui me permettrait de réaliser le terrain de recherche à partir du Québec, dans l'éventualité où les mesures sanitaires se prolongeraient et rendraient impossible la tenue d'un terrain en personne, au Québec et à l'international. Au-delà des considérations logistiques, je réalise que je ressentais aussi le besoin de « me rapprocher » de mon objet de recherche, d'en faire quelque chose auquel j'étais plus intimement liée. La prochaine section va donc plus loin dans l'exploration de ce positionnement entre les deux pôles de proximité (*insider*) et distance (*outsider*) qui font tantôt de moi une personne concernée, tantôt une personne impliquée par l'objet de la présente recherche.

3. Discussion et conclusion : la volonté d'apprendre sur l'expérience des autres « dans et hors » de sa classe et de son groupe racisé

Au terme de ce projet, il m'apparaît maintenant clairement que l'objet profond de mon intérêt en recherche et en intervention en travail social est celui de comprendre et d'agir en soutien à la diversité les façons de faire famille⁹, notamment en lien avec des expériences violence armée, institutionnelle, bureaucratique ou intrafamiliale. La réflexion menée dans le présent article s'inscrit ainsi dans le prolongement de mes réflexions sur les racines de

9 Je rappelle que je considère la famille à partir d'une conception ouverte et non normative : est pour moi de la famille toute personne qu'on considère comme telle.

mon engagement professionnel et citoyen de longue date auprès des personnes réfugiées et (im)migrantes, que j'ai abordé dans une démarche autoethnographique antérieure (Autrice et Caron, 2020).

Le projet au cœur de cet article m'a quant à lui amené à explorer plus en profondeur ce qui se vit dans l'espace intersubjectif de l'intervention (psycho)sociale et à débusquer les multiples manières dont les expériences de violence sont intrinsèquement liées à l'action des structures, des systèmes d'oppression et de privilèges. J'ai montré comment mon choix d'objet de recherche a été influencé par mon positionnement personnel et professionnel dans le cadre de la « situation » (Ahmed, 2024) particulière des séparations familiales induites par la « fermeture » des frontières pendant la pandémie de COVID-19. L'analyse de mon positionnement me place dans une situation de différence relationnelle (Bilge et Hill Collins, 2023) qui m'amène à rejeter la pensée binaire « ... ou ... », pour plutôt réfléchir à mon positionnement comme étant « à la fois » celui d'une *insider* concernée à certains égards (comme les familles) « et » d'une *outsider* impliquée (comme certain.es intervenant.es communautaires et informateur.ices-clés universitaires). Ce positionnement « mitoyen » ne saurait éluder la nécessaire reconnaissance du fait que je n'ai pas de parcours de refuge et que mon expérience de séparation en tant que citoyenne canadienne, ayant accès à des vaccins et détenant un travail flexible m'a permis d'éviter une séparation prolongée avec mon conjoint de l'époque. Or, il permet aussi de reconnaître les éléments de proximité au cœur de ce qui m'amène à mener des recherches sur le sujet des expériences de séparations et réunifications de familles réfugiées transnationales : mon expérience amoureuse au-delà des frontières et mes implications professionnelles dans les infrastructures d'accueil des personnes réfugiées et dans la production de connaissances sur ces structures depuis plus de 10 ans.

J'ai voulu penser cet article en tant que travail de mémoire féministe au sens de la démarche menée par Sara Ahmed pour l'écriture de son blogue « *feministkilljoys*¹⁰ » et de son livre *Vivre*

10 Voir <https://feministkilljoys.com>

en féministe (2024)¹¹. Rédiger cet article m'a amenée à me souvenir de mes expériences, à plonger dans mes journaux de bord et des versions antérieures du projet de recherche, afin de retracer mon cheminement et de rendre explicite les fondements scientifiques et affectifs sous-jacents au choix de l'objet de la présente recherche. Or, comme l'affirme Ahmed (2024), le travail de mémoire ne consiste pas nécessairement à se remémorer ce qui a été oublié, mais plutôt de faire apparaître certaines choses ou certains souvenirs, de les mettre en évidence¹². Ainsi, « toute histoire doit commencer avant de pouvoir être racontée » (Ahmed, 2024, p. 11). Effectuer ce travail de mémoire féministe m'a permis d'approfondir mes rapports de proximité et de distance avec mon objet de recherche. Ce positionnement est toutefois loin d'être fixe : j'écris ces lignes plus de deux ans après la fin de la collecte de données du projet, qui a coïncidé aussi avec la fin de ma relation amoureuse transnationale. Je ne suis donc plus nécessairement aussi concernée que je l'étais au moment de faire le choix de mon objet de recherche et de réaliser les entrevues. Les conséquences de la pandémie se font toutefois encore sentir sur le plan bureaucratique pour les familles réfugiées (arriérés de traitement des dossiers de réunification familiale), mais les mesures sanitaires induisant des restrictions à la mobilité sont choses du passé pour les familles qui ont un profil comme mon ancien conjoint et moi. Le curseur de mon positionnement s'est donc déplacé davantage vers le pôle d'« outsider impliquée ». Ceci dit, il m'importe moins de décrire cette position de manière exacte que de voir comment celle-ci m'a permis d'entrer en relation avec les personnes au cœur de ma recherche et d'analyser les phénomènes sociopolitiques qui sont à la racine des expériences difficiles vécues par les familles et les intervenant.es qui les accompagnent pour tenter d'améliorer les expériences de réunification.

Le concept de praxis intersectionnelle « dans et hors » de sa classe sociale et de son groupe racisé (hooks, 2018) m'apparaît tout particulièrement pertinent afin de prendre du recul sur les façons dont j'ai mené ce processus scientifique, qui avait pour mission

11 Le livre est initialement paru en anglais en 2017 sous le titre *Living a Feminist Life*.

12 Traduction libre de « We bring things into view ».

d'apprendre sur l'expérience des autres dans le but de transformer les sources d'oppression qui les affectent. Cette idée a été développée par bell hooks, autrice, militante et professeure féministe afro-américaine, en partant de l'expérience de femmes lesbiennes pour qui les discriminations liées à leur sexualité leur avaient permis de jeter des ponts pour mieux comprendre les souffrances causées par les discriminations racistes aux États-Unis. Or, « au lieu de présupposer que cette souffrance était identique à la leur, elles ont accepté ces « ponts » comme une simple passerelle pour traverser et apprendre de la personne de couleur la nature de son expérience dans le contexte social de la suprématie blanche » (hooks, 2018, p. 159).

Cette notion résonne fortement avec la manière dont je me suis efforcée de mener cette recherche. Mes expériences intimes de personne ayant été impliquée dans une relation amoureuse transnationale ainsi que mes expériences professionnelles dans le milieu de l'accueil des personnes réfugiées m'ont donné envie de créer un pont afin de mettre en dialogue les expériences des membres de familles réfugiées transnationales et des intervenant.es qui les accompagnent. Il m'importe en ce sens de souligner le caractère pragmatique et réflexif de ma démarche dans la mesure où je considère que « le jugement du chercheur ne se forme pas uniquement à partir de ses connaissances formelles ou de ses analyses théoriques : c'est son expérience tout entière qui est sollicitée par le terrain: sa saisie personnelle du monde, ses sentiments, ses intuitions, ses valeurs » (Laperrière, 1997, p. 369).

Comme beaucoup d'autres, je suis venue au féminisme à cause d'expériences vécues, rendant impossible de séparer mon histoire féministe de mon histoire de violence (Ahmed, 2014). Je porte en moi cet « enchevêtrement désordonné », que je m'efforce de comprendre, mais aussi d'accueillir avec auto-compassion afin de pouvoir demeurer pleinement engagée et responsable d'agir pour la justice sociale. Comprendre les effets de ces affects dans mes choix conscients s'avère aussi nécessaire pour que ceux-ci ne transforment pas l'objet de mes implications professionnelles et personnelles en projet narcissique (Hamisultane et al., 2021). Ainsi,

je n'ai pas cherché à être présente à l'autre uniquement avec sa propre histoire, mais j'ai plutôt tenté d'ouvrir un nouvel espace où l'on conçoit de coconstruire avec l'autre le sens d'une autre histoire (Cifali, 2018 citée par Hamisultane et al., 2021). Comme l'affirme hooks (2018), « la recherche de réciprocité est le meilleur moyen d'établir une médiation dans les situations où il y a inégalité de statut » (p.161). C'est ainsi que je me suis efforcée de tendre vers la réciprocité, en m'appuyant sur ma posture de personne concernée et impliquée. Telle que le suggère la citation en ouverture, ce texte s'est donc voulu une histoire des « [...] liens tissés et forgés, de ce vers quoi nous avançons comme de ce dont nous nous éloignons, c'est une histoire que nous devons garder devant nous : une histoire féministe » (Ahmed, 2024, p. 36). L'intersubjectivité était au cœur du cadre théorique et méthodologique de la recherche, tout autant que le rapport à l'autre est au cœur des motivations profondes qui m'ont menées à m'intéresser aux expériences de séparation et de réunification des familles réfugiées transnationales. Comme Barbara Deming (citée par hooks, 2018) l'évoque pour la lutte féministe, je peux affirmer que dans cette démarche de recherche, «[...] [j'ai] trouvé de la joie, une communauté et du courage pour résister, ce qui [me] permet d'affirmer «je ne suis plus la même» » (p.164).

Forte de cette volonté de continuer à me laisser toucher par le potentiel transformateur de la recherche féministe critique et de le collectiviser pour le mettre au service de la justice sociale, je vois diverses pistes de recherche se dégager. Une première se situe dans le prolongement direct du raisonnement qui m'habitait face aux doubles standards envers les séparations familiales en période de pandémie. À l'instar de Triandafyllidou et al. (2023), je souhaite ainsi « dé-migranticiser » mes projets de recherche, c'est-à-dire à reconnaître que ce qui a été jusqu'ici conceptualisé comme enjeux propres aux expériences migratoires a bien plus souvent à voir avec des processus d'exclusion, de manque d'accessibilité et de discrimination structurelles et institutionnelles. C'est donc ces processus que je vise à placer au centre de l'objet de recherche, afin d'éclairer les expériences des personnes qui vivent les impact de ceux-ci. J'aimerais par exemple m'intéresser aux expériences de séparations familiales ainsi qu'à la diversité des façons de faire famille

de personnes issues d'horizons diversifiés afin de faire ressortir le rôle de diverses institutions dans leurs vies intimes et quotidiennes. Je pense ici par exemple aux personnes (im)migrantes et réfugiées détenant des statuts permanents et temporaires, aux personnes autochtones ainsi qu'aux personnes blanches et aux personnes racisées établies de longue date. L'idée n'est pas d'invisibiliser les particularités des expériences de chacun.e, mais plutôt de mettre en relation leur singularité afin de faire ressortir les formes d'injustices de privilèges mais aussi les expériences communes et les formes d'inclusion et de solidarité réelles et potentielles. J'aimerais également documenter les représentations de la famille des acteur.rices qui détiennent du pouvoir dans la vie des familles, qu'il s'agisse des intervenant.es (psycho)sociaux.les, des avocat.es ou encore des représentant.es de l'État en charge de l'élaboration et de l'application des politiques et programmes migratoires et sociaux. Continuer à mettre au centre les perspectives des personnes concernées en s'inspirant de cadres théoriques et méthodologiques féministes critiques issus des Nords et des Suds m'apparaît finalement essentiel dans une visée de décolonisation des savoirs théoriques et empiriques.

Liste de références

- Ahmed, S. (2010). *The Promise of Happiness*. Durham, Caroline du Nord : Duke University Press. <https://doi.org/10.1215/9780822392781>
- Ahmed, S. (2014, 21 juillet). Feminist Hurt/Feminism Hurts. *Feministkilljoys*. <https://feministkilljoys.com/2014/07/21/feminist-hurtfeminism-hurts/>. Consulté le 17 février 2024.
- Ahmed, S. (2017). *Living a Feminist Life*. Durham, Caroline du Nord : Duke University Press. <https://doi.org/10.1515/9780822373377>
- Ahmed, S. (2024). *Vivre en féministe*. Montréal : Éditions de la rue Dorion.
- Amason, P. (2020). Family Stories: Collections of Narratives Revealing Family Identity. 43(1), 49–62. <https://doi.org/10.1111/jacc.13117>
- Arsenault, S. (2003). La séparation et réunification familiales de dix femmes réfugiées congolaises. *Service social*, 50(1), 122–144. <https://doi.org/10.7202/006924ar>

- Arsenault, S. (2010). Les réfugiés colombiens au Québec : des pratiques transnationales centrées sur la famille. *Lien social et Politiques*, (64), 51-64. <https://doi.org/10.7202/1001399ar>
- Barus-Michel, J. (2007). « Implication, significations et engagement ». Dans V. de Gaulejac (dir.). *La sociologie clinique*. (p.193-199). Toulouse : Érès. <https://doi.org/10.3917/eres.roche.2007.01.0193>
- Bélanger, D. et Candiz, G. (2020). The politics of ‘waiting’ for care: immigration policy and family reunification in Canada. *Journal of Ethnic and Migration Studies*, 46(16), 3472-3490. <https://doi.org/10.1080/1369183X.2019.1592399>
- Bergset, K. et Ulvik, O. S. (2019). Parenting in exile: Refugee parents’ multivoiced narratives. *International Social Work*, 64(3). <https://doi.org/10.1177/0020872819825778>
- Bilge, S. et Hill Collins, P. (2023). *Intersectionnalité: Une introduction*. Paris : Éditions Amsterdam.
- Blanchet-Cohen, N., Denov, M., Bah, A., Uwababyeyi, L. et Kagame, J. (2019). Rethinking the meaning of “family” for war-affected young people: implications for social work education. *Journal of Family Social Work*, 22(1), 46-62. <https://doi.org/10.1080/10522158.2019.1546947>
- Boss, P. (2007). Ambiguous Loss Theory: Challenges for Scholars and Practitioners. *Family Relations*, 56(2), 105-110. <https://doi.org/10.1111/j.1741-3729.2007.00444.x>
- Bragg, B. et Wong, L. L. (2016). “Cancelled Dreams”: Family Reunification and Shifting Canadian Immigration Policy. *Journal of Immigrant & Refugee Studies*, 14(1), 46-65. <https://doi.org/10.1080/15562948.2015.1011364>
- Charania, G. R. (2023). *Fighting feelings: lessons in gendered racism and queer life*. Vancouver, Colombie-Britannique : University of British Columbia Press. <https://doi.org/10.59962/9780774869010>
- Choummanivong, C., Poole, G. E. et Cooper, A. (2014). Refugee family reunification and mental health in resettlement. *Kōtuitui: New Zealand Journal of Social Sciences Online*, 9(2), 89-100. <https://doi.org/10.1080/177083X.2014.944917>
- Cifali, M. (2018). *S’engager pour accompagner. Valeurs des métiers de la formation*. Paris : Presses universitaires de France.

- Conseil Canadien pour les réfugiés (CCR). (2021). « Les délais de traitement pour le regroupement familial ont atteint des longueurs absurdes ». <https://ccrweb.ca/fr/traitement-reunification-familiale-39-mois>. Consulté le 17 février 2024.
- De Haene, L. et Rousseau, C. (2020). *Working with Refugee Families. Trauma and Exile in Family Relationships*. Cambridge, Angleterre : Cambridge University Press. <https://doi.org/10.1017/9781108602105>
- Espiritu, Y. L. (2003). *Home Bound. Filipino American Lives across Cultures, Communities, and Countries*. Berkley, Californie : University of California Press. <https://doi.org/10.1525/9780520929265>
- Espiritu, Y. L. et Duong, L. (2018). Feminist Refugee Epistemology: Reading Displacement in Vietnamese and Syrian Refugee Art. *Signs*, 43(3), 587. <https://doi.org/10.1086/695300>
- Geoffrion, K. (2021). Bureaucratic Emotionalities: Managing Files, Forms, and Delays in the Canadian Spousal Reunification Process. *Anthropologica*, 63(1), 1–28. <https://doi.org/10.18357/anthropologica6312021185>
- Gershoni, Y. et Dagan, R. (2017). Using Collective Knowledge in Narrative Family Therapy. *Journal of Systemic Therapies*, 36(2), 1–11. <https://doi.org/10.1521/jysyt.2017.36.2.1>
- Hamisultane, S., Lee, E. O. J., Le Gall, J., Ho, A. & Lusikila, C. (2021). Des postures affectées dans la recherche et l'intervention auprès des personnes faisant l'objet de racisme: quelques réflexions sur l'engagement et le fait d'être concerné.e personnellement. *Intervention*, (154), 71–83. <https://doi.org/10.7202/1088308ar>
- Hamisultane, S. et Lusikila, C. (2022) « Proposition Mini-colloque CR19-AISLF ».
- High, S. (2014). *Oral History at the Crossroads. Sharing Life Stories of Survival and Displacement*. Vancouver, Colombie-Britannique : University of British Columbia Press. <https://doi.org/10.59962/9780774826853>
- hooks, b. (2018). Ce qui se passe quand les Blanch.e.s changent. Dans Altamimi, M., Dor, T. et Guénif-Souilamas (dir.). *Rencontres radicales: pour des dialogues féministes décoloniaux*. (p. 147–164). Paris : Cambourakis.
- IRCC. (2024). Vérifier les délais de traitement. <https://www.canada.ca/fr/immigration-refugies-citoyennete/services/demande/verifier-delais-traitement.html>
- Jackson, M. (2013). *The Politics of Storytelling: Variations on a Theme by Hannah Arendt*. Copenhagen, Danemark : Museum Tusulanum Press.

- Laperrière, A. (1997). *Les critères de scientificité des méthodes qualitatives*. Dans J. Poupart, J.-P. Deslauriers, L. Groulx, A. Laperrière, R. Mayer, A. P. Pires (dir.). (p. 365–389). *La recherche qualitative. Enjeux épistémologiques et méthodologiques*. Boucherville, Québec : Gaëtan Morin Éditeur.
- Le Bossé, Y. (2016). *Sortir de l'impuissance. Invitation à soutenir le développement du pouvoir d'agir des personnes et des collectivités. Tome 2 : Aspects pratiques*. Québec, Québec : Éditions Ardis.
- Le Gall, J. (2005). Familles transnationales : bilan des recherches et nouvelles perspectives. *Les Cahiers du Gres*, 5(1), 29–42. <https://doi.org/10.7202/010878ar>
- Lietaert, I. (2017, 2017/05/04). Transnational knowledge in social work programs: Challenges and strategies within assisted voluntary return and reintegration support. *Transnational Social Review*, 7(2), 158–173. <https://doi.org/10.1080/21931674.2017.1316661>
- Merla, L., Kilkey, M. et Baldassar, L. (2020). Examining transnational care circulation trajectories within immobilizing regimes of migration: Implications for proximate care. *Journal of Family Research*, 32(3), 514–536. <https://doi.org/10.20377/jfr-351>.
- Merla, L. et Smit, S. (2023). Enforced temporariness and skilled migrants' family plans: examining the friction between institutional, biographical and daily timescales. *Journal of Ethnic and Migration Studies*, 49(1), 371–388. <https://doi.org/10.1080/1369183X.2020.1857228>
- Merry, L., Kevork, M. et Hille, J. (2023). Transnationalism and caring for vulnerable-status, migrant women and their families during pregnancy and early-childhood. *Wellbeing, Space and Society*, 5. <https://doi.org/10.1016/j.wss.2023.100170>
- Montgomery, C., Le Gall, J. et Stoetzel, N. (2010). Cycle de vie et mobilisation des liens locaux et transnationaux : le cas des familles maghrébines au Québec. *Lien social et Politiques*, (64), 79–93. <https://doi.org/10.7202/1001401ar>
- Morrisette, J. et Demazière, D. (2019). Un apport des entretiens collectifs : saisir les processus de vulnérabilisation en faisant émerger préjugés et tabous. *Recherches Qualitatives*, 38(2), 47–70. <https://doi.org/10.7202/1064930ar>
- Oliviero, K. E. (2016). Vulnerability's Ambivalent Political Life: Trayvon Martin and the Racialized and Gendered Politics of Protection. *Feminist Formations*, 28(1), 1–32. <https://doi.org/10.1353/ff.2016.0013>

- Paquet, M. (2020). A New Politics? Symposium on Dauvergne's The New Politics and the End of Settler Societies. *International Migration*, 58(6), 3-11. <https://doi.org/10.1111/imig.12798>
- Autrice, M. (2021). Soutenir sa famille en contexte de migration forcée en tant que femme syrienne établie au Québec et au Liban : entre vulnérabilités et responsabilités ambivalentes. *Refuge*, 37(2), 67-79. <https://doi.org/10.25071/1920-7336.40765>
- Autrice, M. et R. Caron. (2020). « Réalités (in)visibles et vulnérabilités ambivalentes: dialogue autoethnographique autour d'un terrain de recherche effectué auprès de femmes réfugiées au Liban ». *Nouvelles Perspectives en Sciences Sociales*, 16(1). <https://doi.org/10.7202/1075858ar>
- Autrice, M., Dufour, S., Coppry, M., Lavergne, C. et Rufagari, M.-C. (2018). Les ateliers Espace Parents: Analyse de la genèse d'une intervention de soutien à l'adaptation du rôle parental en contexte d'immigration. *Intervention*, (148). <http://www.revueintervention.org/numeros-en-ligne/148/les-ateliers-espace-parents>
- Ritholtz, S. et Buxton, R. (2021). Queer kinship and the rights of refugee families. *Migration Studies*, 9(3). <https://doi.org/10.1093/migration/mnab007>
- Rousseau, C., Bertot, J., Mekki-Berrada, A., Measham, T. et Drapeau, A. (2001). Étude longitudinale du processus de réunification familiale chez les réfugiés. Montréal, Québec : Conseil québécois de la recherche sociale.
- Rousseau, C., Mekki-Berrada, A. et Rufagari, M.-C. (1999). Traumatismes et séparations familiales prolongées chez les réfugiés du Congo-Kinshasa établis à Montréal. *Canadian Journal of African Studies / Revue Canadienne des Études Africaines*, 33(2/3), 584-592. <https://doi.org/10.2307/486278>
- Rousseau, C., Rufagari, M.-C., Bagilishya, D. et Measham, T. (2004). Remaking family life: strategies for re-establishing continuity among Congolese refugees during the family reunification process. *Social Science & Medicine*, 59(5), 1095-1108. <https://doi.org/10.1016/j.socscimed.2003.12.011>
- Savoie-Zajc, L. (2010). L'entrevue semi-dirigée. Dans B. Gauthier (dir.), *Recherche sociale. De la problématique à la collecte de données* (p. 337-360). Québec, Québec : Presses de l'Université du Québec.

- Sveaass, N. et Reichelt, S. (2020). Supporting Refugee Family Reunification in Exile. Dans L. De Haene et C. Rousseau (dir.), *Working with Refugee Families. Trauma and Exile in Family Relationships* (p. 212–231). Cambridge, Angleterre : Cambridge University Press. <https://doi.org/10.1017/9781108602105.015>
- Triandafyllídou, A., Bivand Erdal, M., Marchetti, S., Raghuram, P., Sahin Mencutek, Z., Salamońska, J., Scholten, P. et Vintila, D. (2023). Rethinking Migration Studies for 2050. *Journal of Immigrant & Refugee Studies*, 1–21. <https://doi.org/10.1080/15562948.2023.2289116>
- Vatz Laaroussi, M. (2000). L'histoire des familles immigrantes : un enjeu pour l'intervention sociale dans les régions du Québec. *Cahiers de la recherche en éducation*, 7(3), 457–482. <https://doi.org/10.7202/1016931ar>
- Vatz Laaroussi, M. (2007). Les usages sociaux et politiques de la mémoire familiale : de la réparation de soi à la réparation des chaos de l'histoire. *Enfances, Familles, Générations*, (7), 1–13. <https://doi.org/10.7202/017790ar>
- Vatz Laaroussi, M. et Bolzman, C. (2010). Présentation : familles immigrantes et réseaux transnationaux : des articulations théoriques aux stratégies politiques. *Lien social et Politiques*, (64), 7–25. <https://doi.org/10.7202/1001396ar>
- Walsh, J., Khoo, E. et Nygren, K. (2022, Mar 2022). 'Everyday Bordering' in England, Sweden and Bulgaria: Social Work Decision-Making Processes When Working with Migrant Family Members. *Journal of International Migration and Integration*, 23(1), 343–361. <https://doi.org/10.1007/s12134-021-00838-w>
- Welfens, N. et Bonjour, S. (2021). Families First? The Mobilization of Family Norms in Refugee Resettlement. *International Political Sociology*, 15(2), 212–231. <https://doi.org/10.1093/ips/olaa022>

À propos de l'autrice

Myriam Richard, Ph.D en travail social de l'Université de Montréal, s'intéresse aux impacts de la migration sur les dynamiques familiales ainsi qu'à l'adaptation des pratiques d'intervention (psycho)sociale et de recherche aux besoins des personnes concernées. Elle est stagiaire postdoctorale à l'Institut Universitaire SHERPA, spécialisé sur les questions d'immigration, et à l'École nationale d'administration publique (ENAP).

Conditions de la licence Creative Commons : Vous devez attribuer le crédit approprié, fournissez un lien vers la licence et indiquez si des modifications ont été apportées. Vous pouvez le faire de toute manière raisonnable, mais pas d'une manière qui suggère que le concédant de licence vous approuve ou approuve votre utilisation. Vous ne pouvez pas utiliser le matériel à des fins commerciales.

Beyond Digital Flexibility

Standing's Labour Securities Framework and the Precarious Lives of Migrant Food Delivery Couriers in Johannesburg

David Du Toit

University of Johannesburg

Phumzile Ngubeni

University of Johannesburg

Abstract

This study examines the precarious working conditions of migrant food-delivery couriers in Johannesburg, South Africa, employed by UberEats, MrDFood, and BoltFood. Using Standing's (2011) framework of labour insecurity and drawing on in-depth interviews with Black African male migrants from Zimbabwe, Malawi, and Uganda, the research reveals complex tensions in platform work. While digital platforms offer advantages like flexible scheduling, multiple income streams, and enhanced earning potential, they also generate new forms of precarity. Couriers face physical risks from crime, economic burdens from rising operational costs, and social insecurity through customer harassment, all while lacking basic employment protections. Although workers develop informal coping mechanisms through WhatsApp networks and support groups, these individual strategies cannot address structural insecurities. The findings demonstrate how platforms create racialised and gendered patterns of precarity among migrant workers, pointing to necessary policy interventions to regulate platform labour and protect vulnerable workers. By examining how platform capitalism intersects with migrant vulnerability in post-apartheid South Africa, this study advances critical debates about platform labour regulation and worker protection in Global South contexts.

Keywords: Food delivery couriers; gig economy; labour precarity; urban employment

Introduction

One particularly cold evening, I decided to use UberEats to order food. Clicking on the black icon app, a favourite selection was made: a chicken and mayonnaise pizza from Roman's Pizza. The subsequent 40-minute period was spent monitoring the delivery progress via the application's tracking feature while watching an episode of the animated series "Big Mouth" on Netflix. The delivery process concluded in synchronisation with the termination of the viewed content, as indicated by a mobile notification. The transaction was completed when the UberEats courier arrived at the residential gate, where the UberEats courier, attired in dark clothing suitable for evening temperatures and positioned on a motorcycle, handed over my pizza. Satisfied with the whole experience, a five-star rating was awarded to the food courier.

This experience highlights several key aspects of modern food delivery services: The integration of technology in streamlining food ordering processes, the multitasking capabilities afforded by digital platforms, the efficiency and convenience of the delivery system, and minimal direct human interaction involved in the transaction, is the new normal of food delivery (Bannor & Amponsah 2024). Apps are fun, safe, and user-friendly, allowing both the customer and food courier to see each other on the app before the trip begins. Reliance on rating systems ensures quality control by verifying that the food delivery courier completes tasks in compliance with the company's policies and customer instructions (Cameron 2024; Prassl 2018). In essence, the entire process is noted for its brevity, practicality, and convenience, suggesting that such services may be reshaping not only consumption patterns but also social interactions related to food acquisition in urban environments. While the convenience for the consumer is evident, this experience prompts critical reflection on the working conditions of food delivery couriers, particularly those navigating urban environments on motorbikes.

The rise and development of the gig economy and digital platforms, driven by advancements in digital technologies, have transformed the world of work. Whether you need legal services or someone who could design business cards or even household cleaning services,

there is probably an app for it. Globally, digital platforms such as Uber, TaskRabbit and Helping use digital technologies to mediate on-demand and short-term work and deliver services between service providers and customers (Cameron 2022; Prassl 2018). For many job seekers, the gig economy provides jobs where they can be self-employed or a chance to earn extra income. Depending on the services rendered, registering as a gig worker on an app is easy with minimal requirements and skills needed. However, it has sparked debates surrounding the precarity and vulnerability of its workforce. Many gig workers are classified as independent contractors rather than employees, depriving them of essential fringe benefits, regular pay, job stability and protections afforded to employees under the traditional standard employment relationship (Anwar & Graham 2020; Prassl 2018).

The gig economy's reliance on digital platforms also introduces new challenges related to algorithmic management, rating systems, and labour surveillance. Many gig workers are subject to algorithms that dictate their job assignments, earnings, and overall livelihoods (Cameron 2024). Additionally, the pervasive use of rating systems can exacerbate power imbalances between gig workers and digital platforms, increasing pressure to maintain high ratings at the expense of workers' well-being. The gig economy's rapid expansion also emphasises broader socio-economic disparities, with marginalised communities disproportionately bearing the brunt of its shortcomings. Vulnerable populations, including migrants, women, and people of colour, often face systemic barriers to accessing quality gig work and are more susceptible to exploitation and discrimination within the gig economy's informal structures (Cameron 2024; Lata et al. 2022).

Focusing on job seekers who are interested in becoming food delivery couriers, digital platforms such as UberEats, Foodora and Deliveroo offer accessible employment opportunities in many European countries. In Africa, Cote d'Ivoire, Ghana, Kenya, Morocco, and Uganda, UberEats, BoltFood and Glovo are well-known digital food delivery platforms, providing jobs for many gig workers (Bannor & Amponsah 2024). In South Africa, UberEats, MrDFood

and BoltFood (which operated until December 2023) are popular digital food delivery platforms (Webster & Masikane 2021). The food delivery platform provides a service to restaurants and customers in return for a commission fee and delivery charge, and the platform then pays the delivery fee to the food courier. The prerequisites are straightforward, typically requiring applicants to hold a valid driver's license, possess a vehicle or motorbike for transportation purposes, and have a smartphone for communication and order management (Kavese et al. 2022; Prassl 2018).

Research on digital platform couriers has focused on the following issues. The growth of digital food delivery platforms is linked to advancements in technology, the widespread use of smartphones and the changing nature of urban consumers who need quick, convenient, predictable and safe delivery of meals during or after a busy workday (Alalwan 2020; Bannor & Amponsah 2024; Chai & Yat 2019; Munday & Humbani 2024,he). From the perspectives of digital food delivery couriers, studies in the UK, Australia, and China have highlighted several issues: precarious working conditions (Cant, 2019), low pay (Goods et al. 2019), and a lack of job stability due to the temporary nature of the work (Sun et al. 2023). Yet, little research has been done on the experiences of food delivery couriers in South Africa. Webster and Masikane's "I Just Want to Survive" (2021) offers one of the few comprehensive overviews of food delivery workers' experiences in Ghana, Kenya and South Africa, while Moroane's (2023) study looks at the agency of food delivery couriers in Rustenburg, a town in North-West Province in South Africa.

Adding to Webster & Masikane's (2021) and Moroane's (2023) work, this study asks: How do migrant food-delivery platform workers in Johannesburg experience labour insecurity through the lens of Standing's seven securities framework? The city of Johannesburg, South Africa's economic hub and a magnet for cross-border migration, provides a compelling case study to examine the experiences of food-delivery couriers in the gig economy. This article draws on a qualitative study investigating how migrant food delivery couriers navigate and respond to precarious working conditions and begins by situating the study within the broader context of the gig

economy and food delivery work, both globally and in South Africa. It then debates Standing's seven forms of labour insecurity, the methodology followed by empirical findings and concluding remarks.

1. The Gig Economy and Food Delivery Work

The gig economy is a global phenomenon and involves workers using online platforms to engage in temporary, short-term projects or tasks, rather than permanent jobs or standard employment contracts (Charlton 2021; Shibata 2019). Since the 2000s, computers, information and communication technologies (ICT), and electronic devices have become more advanced, allowing cloud computing to open up new ways of organising work and how people work. These technological changes have enabled access to a large pool of available workforce over the Internet by using app-based models as an alternative solution to employing workers under rigid contracts and terms and conditions (Cameron 2024; Lata et al. 2022; Rani & Furrer 2021; Sibiyi & du Toit 2022). Governments, city officials, and international organisations also emphasise the flexibility and autonomy of gig work since they are interested in lowering unemployment and increasing economic growth (Shibata 2019). The gig economy can benefit workers, businesses, and consumers by making work more adaptable to the needs of the moment and the demands for flexible lifestyles (Cameron 2024; Kavese et al. 2022; Sibiyi & du Toit 2022).

Drawing on labour process theory, three key characteristics of gig work can be identified: Firstly, the app downloaded onto a smartphone serves as the primary interface where customers and workers interact and where the production process occurs. Through algorithmic calculations, the platform ensures hassle-free experiences by managing invoicing and payments, providing a digital infrastructure that facilitates the entire transaction process (Cameron 2024; Lata et al. 2022; Sibiyi & du Toit 2022). Secondly, customer feedback plays a central role in gig work. Typically, customers rate workers on a scale of one to five stars, which reflects the worker's trustworthiness and reliability. A higher average score increases the likelihood of repeat bookings for the worker. Thirdly, the use

of technology in gig work extends to managerial control, where the platform's algorithms and digital mechanisms oversee and regulate worker activities and quality control (Moroane 2023; Prassl 2018; Webster & Masikane 2021).

Two forms of exchanges occur on digital labour platforms. The first type is cloud work, which occurs when freelancers with access to the internet can complete tasks (Woodcock & Graham 2020). For example, UpWork, TaskRabbit, and Freelancer are digital labour platforms that connect clients with gig workers offering services such as graphic designs, transcribing services, or web designs, among others. For businesses, cloud work is cost-effective as it allows for a smaller core workforce (e.g. full-time, permanent employees) and a larger peripheral workforce (e.g. temporary, casual workers), which comes with fewer overhead costs. The second type of labour exchange that occurs on digital platforms is geographically tethered, which includes on-demand services in local markets. Unlike cloud work that can occur in any geographical location, in geographically tethered work, workers and clients must be in a particular place at a particular time and tasks cannot be completed solely over the internet (Kavese et al. 2022; Sibiyi & du Toit 2022; Webster & Masikane 2021; Woodcock & Graham 2020). For example, SweepSouth is a domestic cleaning service in South Africa that connects domestic workers with clients seeking someone to clean their dwellings in a specific area, while the organisation retains a percentage of the exchange (Nhleko 2023; Sibiyi & du Toit 2022). For workers, geographically tethered work on digital platforms provides job opportunities that might be hard to obtain otherwise. In short, geographically tethered digital work also suits workers' skills, schedules, and interests (Sibiyi & du Toit 2022; Woodcock & Graham 2020).

Food-delivery work is an example of geographically tethered gig work and it has emerged as a rapidly growing sector in the gig economy (Veen et al. 2020). In South Africa, there are three main digital food delivery platforms. Firstly, UberEats began in Johannesburg in September 2014 and has since expanded to most metropolitan cities in the country (Webster 2020; Kavese et al. 2022). UberEats partners with many eateries, including major fast-food franchises and local

restaurants (Henama & Sifolo 2017). Key features include transparent pricing, real-time order tracking, and the Uber Pass membership for free delivery and other perks (Webster & Masikane 2021). Secondly, MrDFood was launched in 2015 and acquired by Takealot in 2017, expanding its reach and restaurant partnerships (Anwar & Graham 2020). It offers a broad selection of meal options, real-time order updates, and low or no delivery fees (Heiland 2022). MrDFood's Foodie Club loyalty program provides discounts and promotions for frequent users (Johnson et al. 2020). Thirdly, BoltFood, introduced in 2019, operates as a part of the ride-hailing service Bolt (Johnson et al. 2020). Initially launched in Johannesburg, it has since expanded to other cities like Cape Town and Durban (Webster & Masikane 2021). BoltFood offers a user-friendly interface, multiple payment options, excellent customer support, and a loyalty program that rewards users with points for future discounts (Heiland 2022). These three digital food delivery platforms have gained popularity, especially during the COVID-19 pandemic (Carmody & Fortuin 2019; Webster & Masikane 2021).

While the size and scope of the food delivery platform sector are not clear, food-delivery platforms rely on a workforce of couriers, who use their vehicles (cars, motorbikes, bicycles) to pick up orders from restaurants and deliver them to customers (Christie & Ward 2018). In South Africa, it appears that many food delivery workers are young men, mostly Black Africans and migrants from countries in Southern Africa (Webster & Masikane 2021; Webster 2020). The dominance of migrants in South Africa's food delivery sector reflects broader structural forces: the country's position as Africa's primary migration destination, the urban concentration of migrants, barriers to formal employment, and platforms' strategic targeting of vulnerable workers (Elsley & Snyman 2023). This creates a paradox where platform work simultaneously provides economic opportunities and entrenches migrant precarity.

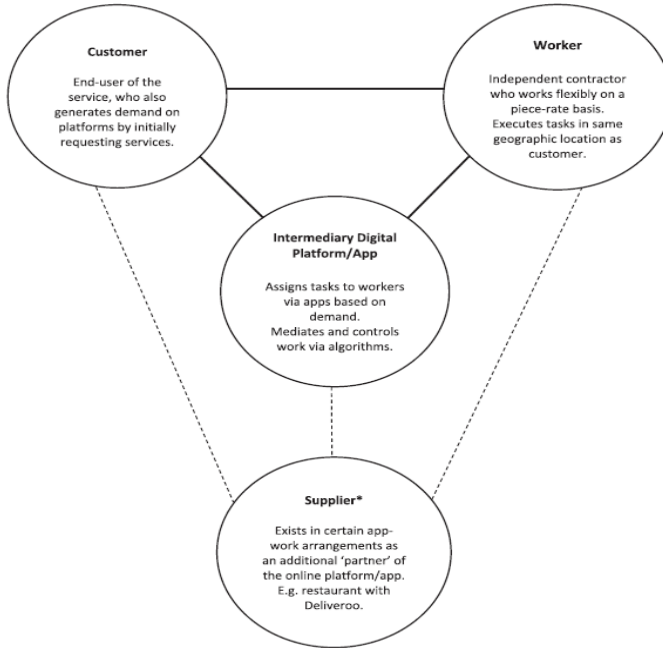


Figure 1: Labour triangle and on-demand work (Duggan et al. 2020)

Figure 1 illustrates that in the digital food delivery economy, the process begins with the customer, who generates demand by placing an order through a food delivery app. This order is then mediated by the intermediary digital platform, which assigns the delivery task to an available food delivery courier based on proximity and availability. The platform's algorithms play a role in managing and controlling the workflow, ensuring timely deliveries. In this arrangement, restaurants act as suppliers, preparing the food ordered by the customer. The delivery platform facilitates this interaction by connecting the customer's order with the restaurant and assigning a worker to deliver the food. The dashed lines in the accompanying figure represent the indirect but essential relationship between customers and restaurants, mediated by the digital platform to ensure a seamless food delivery experience.

While the process is effortless, little is known about the experiences of food-delivery couriers. Recent studies by Webster & Masikane (2021) and Kavese et al. (2022) offer important insights, highlighting crime and hijackings, traffic accidents, low pay, and long hours. They also note the development of informal courier organisations and WhatsApp groups for mutual support. To expand on these works, this article contributes to new insights by drawing on Standing's (2011) seven forms of labour insecurity.

2. Precarity, the Seven Forms of Labour Insecurity and the Gig Economy

In Guy Standing's influential book "The Precariat: A New Dangerous Class (2011), the term precarity or the collective term "precariat" is used to describe the growth and the socio-economic conditions of low-income and status workers typically associated with temporary and seasonal work in the aftermath of neoliberalism. Market competitiveness and individualisation transferred risks and insecurity onto workers and their families, which Standing (2011) argues caused a new precarious class where employment stability and security are undermined. He (2011:17) contends that the precariat lacks seven forms of labour security that historically protected workers.

The first form of labour security that the precariat typically lacks is labour market security, which refers to adequate earning opportunities to maintain a decent living. It also includes the risks of losing a job and its consequences (Standing 2011). Regarding gig workers, the flexibility of choosing tasks and working hours is undermined by algorithmic management and market uncertainties that create new types of labour precarity. Gig workers like Uber drivers are not guaranteed adequate earnings, and they are often forced to work longer hours, often after hours and during weekends, to secure an adequate income (Cano et al. 2021).

Employment security is the second form of labour security that Standing (2011) identifies. This refers to workers' protection against unclear changes to employment conditions or arbitrary dismissals. Unlike full-time employees under a standard employment relationship (SER) who enjoy employment security, gig workers are classified as

independent contractors, lack basic employment protections and can be terminated unfairly. For example, Uber drivers face algorithmic control where their accounts could be temporarily or permanently deactivated, affecting their ability to work and earn income (Kute 2017). Similarly, domestic platform workers' accounts can also be deactivated if they cancel services on short notice due to personal circumstances (Sibiya & du Toit 2022).

Job security, which refers to skill development, career progression and stable employment is the third type of labour security that Standing (2011) recognized. Companies typically invest in their full-time employees' where good employees could be promoted to senior positions with advanced responsibilities. For gig workers, however, platforms often undermine career advancement and development by fragmenting tasks into discrete tasks. For example, household cleaning platforms do not invest in their domestic workers' transferable skills, they do not recognise years of services, and they prohibit a personal client-worker employment relationship, which jeopardises opportunities to develop stable employment (Sibiya & du Toit 2022).

The next form of labour security is work security, which entails occupational safeguards and compensation against illness, work-related accidents or mishaps and exploitative scheduling practices (Standing 2011). Unlike full-time permanent employees under the (SER), who often have protections regarding health and safety at work, gig workers are systematically undermined by these protections. Gig workers such as Uber drivers must bear traditional employer costs such as vehicle maintenance and insurance, sacrifice income during illnesses and cover expenses related to accidents since these responsibilities are transferred to the worker (Kute 2017). As an example, domestic work platforms do not protect domestic workers against work-related accidents or injuries. This becomes the worker's financial responsibility. Additionally, illness-related cancellations could lead to accounts being deactivated, which again affects domestic workers' ability to secure work and income (Sibiya & du Toit 2022).

Fifthly, skill reproduction security entails when workers are professionally trained by employers to improve the skills, productivity

and competitiveness of their workforce (Standing 2011). However, gig workers, such as platform domestic workers, are hardly ever provided with training opportunities to increase their skills or employability. Thus, skill development is transferred to the gig workers themselves, who must carve a niche in the labour market.

Standing (2011) identifies income security as the sixth form of labour security that the precariat often lacks. Income security is defined as the assurance of stable and predictable income. Full-time employees under the SER often receive a fixed salary and annual salary increases linked to inflation. Yet, gig workers, such as Uber drivers, face multiple mechanisms of income destabilisation, such as algorithmic fare fluctuations, compulsory platform commissions of 25% of earnings, and escalating operational costs such as fuel and data costs, causing unpredictable and inconsistent income for Uber workers (Kute 2017).

Finally, representation security is defined as the ability of workers to have a collective voice to change and improve their working conditions (Standing 2011). While full-time employees under a SER are often unionised, the nature of gig work makes it challenging for gig workers to unionise. Gig workers often work in isolation and have little or no access to formal grievance procedures and peer support, which affects their representation security. For example, Uber drivers often do not have union support, and they have to rely on informal networks and strategies to organize. Informal WhatsApp support groups were found among UberEats couriers as a way to deal with workplace discrimination and customer exploitation (Webster & Masikane 2021).

The seven forms of labour insecurity proposed by Standing (2011) provide a useful framework to analyse how food delivery couriers experience precarity. This article, therefore, aims to contribute to new insights into precarity among a little-studied group of digital food couriers.

3. Research Design and Methods

Johannesburg, South Africa's most populous city with approximately six million residents, is a vital context for studying food delivery

couriers due to its economic significance and complex social dynamics. Johannesburg serves as the financial hub of Southern Africa, attracting migrant jobseekers from economically disadvantaged neighbouring nations such as Zimbabwe, Lesotho, Malawi and Eswatini (Masuku 2023). However, over two million people in Johannesburg face poverty, earning less than R1200 (USD 300) per month, with 62% of Black Africans affected compared to only 1% of the White population (Abrahams & Everatt 2019). This economic disparity drives many to seek employment in the gig economy, including food delivery services, making Johannesburg an ideal context for studying the experiences of food delivery couriers.

The study adopted a qualitative research design to explore food delivery couriers' lived experiences. Purposive and snowball sampling techniques were used to recruit participants. For purposive sampling, participants had to be migrant men working as food-delivery couriers for UberEats, MrDFood or BoltFood in Johannesburg. These criteria aimed to capture the experiences of a key demographic group in the food delivery workforce, where black African migrant men dominate (Webster, 2020). Once a few participants were identified, snowball sampling was used to identify additional participants with a similar profile.

Initial participants were approached at popular food pickup spots where couriers congregate. In-depth semi-structured interviews were conducted with eleven food-delivery couriers to elicit rich narratives about their experiences regarding their working conditions and coping strategies. Eight interviews took place in person in the parking lot at a local shopping centre where food delivery couriers wait for deliveries. However, being in my early 20s, and a black African female South African, I was apprehensive to conduct the interviews alone. Consequently, my sister and her male partner accompanied me to the parking lot but they were not involved with the interviews. They waited in their car a short distance while I interviewed the food delivery couriers. Three other participants gave me their cell phone numbers and I conducted their interviews via WhatsApp call at a convenient time. Afterwards, I deleted and blocked their numbers to avoid possible harassment.

Table 1: Profile of participants

Pseudonym	Age	Nationality	Main employer	Years of experience
Enoch	30 years	Malawi	UberEats	3 years
Kevin	29 years	Zimbabwe	UberEats	3 years
Kabelo	32 years	Zimbabwe	UberEats	3 years
Butshi	28 years	Zimbabwe	MrDFood	3 years
Franko	38 years	Zimbabwe	MrDFood	2 years
Givanie	27 years	Malawi	MrDFood	2 years
Thembabi	35 years	Zimbabwe	MrDFood	3 years
Gatsheni	35 years	Zimbabwe	BoltFood	3 years
Farrell	30 years	Malawi	BoltFood	2 years
Prosper	30 years	Malawi	BoltFood	3 years
Eric	28 years	Uganda	BoltFood	1 year

All participants identified as Black African men aged between 27 and 38 years. This age range indicates that food delivery work tends to attract or is more accessible to younger adults, possibly due to the physical demands of the job and their greater comfort with technology. Six participants were Zimbabwean, four Malawian and one from Uganda. Three participants are primarily employed by UberEats, four by MrDFood, and four by BoltFood. The interviews, averaging an hour each, followed a flexible guide that covered key topics such as work history, experiences with the delivery platform, job benefits and challenges, safety concerns, customer interactions, earnings and costs, and coping strategies. The interviews were recorded, transcribed, and thematically analysed.

Regarding the ethical procedures, a consent process was implemented to ensure ethical compliance and participant protection. Each participant was presented with a detailed consent form that outlined the nature and purpose of the study, participant expectations and responsibilities and underlying ethical considerations and safeguards. Strict adherence to ethical guidelines was maintained throughout the research process. Participant dignity and integrity were prioritised, with all interactions conducted

respectfully. Confidentiality was rigorously upheld. To protect participants' privacy, pseudonyms were used to ensure that no identifying information was revealed. Participation in the study was entirely voluntary. Participants were informed of their right to refuse to answer any questions they found uncomfortable, terminate the interview at any point without consequence and withdraw from the study at any stage. No financial compensation or other incentives were offered for participation in the interviews. This approach was adopted to minimise potential bias and ensure the integrity of the data collected.

4. Working as a Food Delivery Worker in Johannesburg

Labour Market Security

Labour market security, as defined by Standing (2011), refers to adequate income-earning opportunities and the ability to secure stable work in the labour market. Interviews with food delivery couriers revealed surface-level labour market security, where they mentioned that their current job offers better payment than other service-related jobs such as private security or gardening.

For now, I think my salary is better because I get paid during the month (every two weeks) and do not have to wait for month end as I can cover other unexpected expenses that surface during the month. [This is] unlike my previous job, [where] I only got paid month end and the salary was less – Butshi, MrDFood (03/05/2023).

Like Butshi, Eric, Gatsheni, Franko and Kabelo also mentioned that they earn more money working as a food delivery courier than in their previous jobs. The benefit of being paid bi-monthly means food delivery couriers have the financial flexibility to cover unexpected expenses. However, payment frequency does not mean adequate income or long-term stability and predictability. Food delivery couriers acknowledged that long working hours are needed to earn basic earnings. For example, Prosper, a BoltFood courier, said: “I am

putting in many hours so that I get a better salary at the end of the week because it is hard, so I work from 8 am until 9 pm”.

Other food delivery couriers also confirmed that they typically work 12 hours every day since there are so “many workers doing the same job” as them. The competitive working environment means many food delivery couriers must maximise working time and work evenings and weekends to earn a basic income. Thus, algorithmic-based work creates uncertainty and impacts food delivery couriers’ labour market security.

Employment Security

Interviews with food delivery couriers revealed that they do not have employment security as there is a clear lack of transparency from platforms regarding employment regulations. Several food delivery couriers mentioned that there are often “deductions made from our salaries that [we] don’t understand”. In addition, a food delivery courier shared the following story of how the platform temporarily deactivated his account without a clear motivation:

I remember I made a delivery in Sandton at night, and they robbed me of my phone. I could not complete the delivery ... They ended up pausing my app for two days, saying I ate customers’ food. I did not work for two days. No money, nothing – Prosper, BoltFood (05/05/2023).

Prosper’s experience indicates a lack of employment security as platforms can arbitrarily suspend workers’ accounts even in cases of being victims of crime. Eric echoed a similar sentiment: “Sometimes they lock their drivers out of the app without an explanation”. Thus, Prosper and Eric could not make any earnings when their accounts were deactivated. Food delivery couriers have no protection against arbitrary changes to their employment, and they are often not informed about such changes, which severely impacts their earnings and employment security.

Job Security

Standing's (2011) concept of job security, which encompasses the ability to maintain an occupational niche, skill development and develop a career path, is fundamentally challenged in platform-based food delivery work. None of the participants mentioned that they received proper training, which jeopardises any possible career development.

I would not say I received training because when I first began, I got the app and everything was done online. There was no serious training. Even the training I got was online. They ask some questions, you respond, and then they activate you – Kevin, UberEats (05/05/2023).

Unlike standard employment where companies often invest in their workers' skills, platforms' minimalist approach to professional development impacts food delivery workers' job security. Without proper training or skills development, they can be replaced easily by other job seekers. In addition, Thembabi's account of routine discrimination and harassment from other road users highlights another form of job insecurity:

The problem that I come across on the road, especially during rush hour, is that people with cars do not respect us on the road, and we get discriminated against because we drive motorcycles. They shout at us and call us names – Thembabi, MrDFood (03/05/2023).

Thembabi's experience was echoed by Kevin and Givanie, who described how they are often verbally abused by the public. These experiences reveal how food delivery's low social status and public stigmatisation create barriers to establishing a legitimate professional identity. As evidenced by Thembabi's testimony, food delivery couriers face routine public disrespect and discrimination specifically tied to their mode of transport, where motorcycles become stigmatising markers of lower occupational status. This stigmatisation intersects with broader patterns of job insecurity in platform work, where the absence of career development pathways,

limited skill development opportunities, and the lack of professional recognition create job insecurity and precarity.

Work security

Interviews with food delivery couriers revealed a crisis of work security, characterised by multiple layers of physical risk and an almost complete absence of protective measures (Standing 2011). For example, Prosper shared his experience of being in an accident:

At the end of the day, if you get involved in an accident, it becomes your and your family's problem. You end up digging into your savings to cover hospital bills for your recovery. The company basically does not care about such things – Prosper, BoltFood (05/05/2023).

Prosper's experience highlights the lack of work security as food delivery couriers have no guaranteed protection against work-related injuries or accidents. He had to cover these expenses personally. The lack of company protection against illnesses or accidents means food delivery couriers often support each other.

When one gets injured during deliveries, we as the delivery drivers come together to make means to assist you. We contribute the amount of money that we can and help where we can. For example, we normally contribute R100 or R200 to assist should you get injured – Gatsheni, BoltFood (07/05/2023).

In addition, the physical dangers of working as a food delivery courier include infrastructure-related hazards that directly impact workers' safety and earning capacity. Kabelo's testimony about navigating Johannesburg's potholed streets during load-shedding highlights the lack of work security: "When there is load-shedding, it is not safe. I can drive into it and damage my bike. Especially during load-shedding, I can't see the potholes." Poor infrastructure increases the chances of accidents, which again impacts earning potential and personal expenses.

Additionally, interviews revealed that the absence of sick leave or health coverage creates a situation where food delivery couriers must

either work while ill or face income loss. For example, the testimonies of both Enoch and Franko, who said, “If I don’t work, I don’t get paid”, and “If I’m sick, I cannot work, but then I don’t get my money”, highlight the lack of work security of food delivery couriers.

Skill Reproduction Security

With non-existent training, food delivery couriers have developed informal support systems to Food delivery couriers have developed sophisticated informal knowledge-sharing networks in response to the platforms’ failure to provide structured skill development opportunities. This is vividly illustrated in Thembabi’s description of WhatsApp group dynamics:

We use WhatsApp to talk with each other. For example, when there is danger in a certain area, we inform each other in the group. We also help each other with other challenges if somebody is sick – Thembabi, MrDFood (03/05/2023).

This peer-to-peer knowledge exchange system reveals how workers have created their own mechanisms for skill reproduction and competency development in the absence of formal training structures. The range of shared information, including safety alerts, literacy support and platform updates, demonstrates the value and necessity of these informal learning networks.

The multi-functional nature of these knowledge-sharing networks is further evidenced by

Similarly, Butshi shared the following: “WhatsApp groups for when you maybe get involved in an accident or have trouble with your bike. You can WhatsApp the group and ask for help.” This reveals how workers have developed systems that combine immediate practical support with longer-term skill development. The groups serve not only as emergency response networks but as informal training platforms where workers can develop technical knowledge (bike maintenance), safety skills (danger awareness), and platform navigation capabilities (understanding updates). This represents a worker-driven approach to skill reproduction security

that stands in contrast to the platforms' minimal investment in worker development.

However, while these informal networks demonstrate remarkable worker agency and collective solidarity, they also highlight a fundamental failure in platform work's approach to skill reproduction security as conceptualised by Standing (2011). The fact that workers must create their own skill development systems rather than receiving regular structured training and professional development opportunities from the platforms reveals a systematic underinvestment in worker capabilities. This reliance on informal peer-to-peer learning, while valuable, cannot fully compensate for the absence of formal skill development pathways, professional certifications, or recognised competency frameworks. The situation ultimately represents a transfer of responsibility for skill reproduction from platforms to workers, further entrenching precarity by making professional development dependent on informal networks rather than institutional support.

Income Security

Interviews with food delivery couriers reveal that they experience income insecurity since fare fluctuations affect the stability and predictability of income, and all their operational costs are their responsibility. Butshi said that he makes around R3000 per week, but then he needs to pay for his petrol and data himself. He said the following: "Petrol prices are a huge problem for us drivers because, you see, the petrol is expensive; however, the money is not enough". Similarly, Enoch said, "Petrol is another problem because it strains our income. We have to take money from our own pockets".

Food delivery couriers are also not paid per hour or do not receive a minimum wage. Their wages are determined per delivery, and working in a competitive environment and algorithmic control affects the stability and predictability of their wages. To increase their income, some food delivery couriers work on multiple platforms. As Farrel explains: "I work for MrDFood, BoltFood, and I also do private deliveries ... This helps me with my earnings". Similarly, Givanie said the following:

I mainly work for BoltFood, but sometimes I work for UberEats and MrD. I also work Uber and Takealot. I deliver parcels on Uber, so sometimes I close the food app and open the one for parcels and deliver parcels; at least this closes the financial gap – Givanie, MrDFood (07/05/2023).

Platform stacking is a strategy to diversify income sources, improve wages and compensate for slow periods. It also shows that single-platform income is insufficient, and many workers must resort to other platforms based on demand and peak times. Interviews with food delivery couriers also revealed that they support each other in crisis times since their income is often not enough to cover expenses.

We help each other financially, you know. If you are short of money, we can make a plan, maybe each of us contribute R20 for you. We are trying to change, to improve our conditions – Farrel, BoltFood (05/05/2023).

Like Farrel, Butshi also mentioned that he gave money to a co-worker while waiting for an order, who needed it for personal expenses. This shows that single platform-based earnings are inadequate and that workers develop informal financial safety nets by helping each other financially. Thus, platforms seem to generate income insecurity while simultaneously pushing workers to create their own support structures.

Representation Security

Standing's (2011) concept of representation security, which includes formal union representation, collective bargaining rights, and protected grievance procedures, is limited for platform food delivery couriers. Yet, interviews revealed that they demonstrate remarkable agency in developing alternative forms of collective voice. Kevin described how he was actively involved in strike action to fight an increase in fuel prices and wages:

Sometimes, we do strike. We come together until the management gives us attention to express our grievances. For example, if it is with regards to petrol increases, we tell them that we will not deliver until they increase money – Kevin, UberEats (05/05/2023).

Three other food delivery couriers in this study, Enoch, Eric and Franko, also mentioned that they participated in strikes in an attempt to improve their working conditions. These experiences illustrate that labour precarity drives collective strike action among food delivery couriers since formal union structures are absent. WhatsApp groups are another strategy that food delivery couriers use to share information and show solidarity.

Thus, platform work paradoxically encourages new forms of worker organising while intentionally causing a fundamental deficiency in representation security. Although workers have demonstrated incredible resilience in creating alternative methods for representation through spontaneous strikes and WhatsApp networks, these unofficial systems are unable to offer the full representation security that Standing deems necessary for decent work.

5. Discussion and Conclusion

This study used Standing's (2011) framework of labour security to provide an overview of how Black African male migrant food delivery couriers in Johannesburg deal with different kinds of precarity. One of the study's main findings is that, even though platform food delivery provides relatively easy access and flexibility to earn money, there are noticeable gaps in all aspects of labour security.

Firstly, the findings show that algorithmic control and the competitive nature of platform food delivery undermine the labour market security of food delivery couriers. Long working hours, often exceeding 12 hours, and weekend work are necessary to make a living from this job. In addition, many food delivery couriers wait hours for an order – a time for which food delivery couriers are not compensated. This indicates that food delivery work is ineffective in sustaining long-term livelihoods. Secondly, employment security is also jeopardised by algorithmic surveillance and control. Food delivery couriers are often threatened with unexplained deactivation of accounts that affect their earning potential and employment security. For migrant workers, who are already at an increased risk in South Africa's discriminatory and xenophobic labour market,

this algorithmic management system and the workers' status as independent contractors create an especially precarious situation.

Thirdly, food delivery couriers lack job security since they do not receive professional training from platforms. This means that platform food delivery couriers do not have proper career prospects in this sector and are replaceable by other job seekers with similar skills. This is problematic since it appears that food delivery platforms create a low-skill equilibrium, where workers do not gain transferable skills that might help them find other better-skilled jobs. Migrants might especially benefit from formal skill development, which can help them upskill in an economy where unemployment is high. In addition, food delivery couriers are also often victims of verbal abuse and ridicule by the public, which reflects the general devaluation of service labour in South Africa. This highlights how occupational stigma contributes to their precarious working conditions and lack of job security.

Fourthly, the work security of food delivery couriers is threatened since platforms do not protect workers against accidents, violence, or illness. This is a particular concern for food delivery couriers working in Johannesburg, a city characterised by poor infrastructure, potholed roads and high crime rates. The lack of occupational safety nets forces food delivery couriers to choose between income and personal safety. This might explain why few women work as food delivery couriers in South Africa, as long hours and evening work could discourage women from participating in this sector. For migrant workers who lack any form of alternative support, work insecurity adds to their precarious situation.

Fifthly, findings also show that food delivery couriers lack income security, as their earnings are insufficient to maintain a decent livelihood. Food delivery couriers often work for more than one platform and rely on casual jobs to increase their earnings. It appears that food delivery work does not significantly impact the creation of decent work for its workers. Income remains low and precarious and workers must find alternative ways to supplement poor income. Finally, skill reproduction and representation security are also compromised by the reliance on informal knowledge-sharing

through WhatsApp groups. While these networks demonstrate worker solidarity, they cannot substitute for formal training programs and the reproduction of skills. The absence of formal unionisation represents a critical representation security concern, though workers show agency through informal strike actions and digital organising. In the long run, these spontaneous strikes and informal networks will not significantly change or improve the working conditions for workers.

While these labour insecurities are a concern, there is some scope for interventions to improve the working conditions of food delivery couriers. Firstly, all platform workers, especially vulnerable workers such as food delivery couriers, must be recognised as employees and not as independent contractors. Policy advocacy and legal changes should be implanted to help food delivery couriers gain access to basic service protections and benefits. Food delivery couriers frequently face dangerous situations, and all platforms should be legally obligated to ensure the health and safety of their workforce. There should also be clear regulations and platform transparency regarding algorithmic decision-making. Perhaps platforms could involve worker representatives when decisions or changes are discussed. Secondly, public-private partnerships could address infrastructure challenges while community initiatives could work to reduce public harassment and promote recognition of food delivery workers' essential role in urban service provision. For example, photos of people harassing food delivery couriers or their car registration numbers could be shared on social media or other public platforms. This could change how society views and treats food delivery couriers. Thirdly, professional development opportunities should be formalised through structured training programs that enhance both technical and soft skills, with particular attention to the needs of migrant workers. Support for formal collective organisation is crucial, building on existing informal networks to develop effective collective bargaining mechanisms. These interventions would mark a first step toward recognising and protecting food delivery couriers' vital role in contemporary urban society.

Regarding the study's limitations, this study provides scope for future studies on this topic. Firstly, this study mainly focuses on migrant male platform workers' experiences, and future studies could include female food delivery couriers and compare their experiences with those of males. Secondly, this study is also restricted to Johannesburg, and future studies could include other cities where food delivery couriers operate to explore how they navigate and respond to precarity. Thirdly, this study points to food delivery couriers' agency to change their working conditions. A more detailed analysis of their agency could be conducted by drawing on Katz's (2004) theory of resilience, reworking and resistance. Finally, studies could focus on the value of emotional labour in food delivery work and explore how food delivery couriers use emotional labour as a strategy to receive tips from customers. For example, du Toit's (2012) study on petrol attendants' use of emotional labour is an example of researchers exploring the use of emotional labour among food delivery couriers.

In conclusion, this analysis through Standing's framework reveals how platform work, while offering apparent and flexible opportunities, perpetuates various forms of labour insecurity and worker exploitation. Without effective interventions, platform food delivery will continue to limit decent, secure, and dignified work, reinforcing inequalities in an already fractured labour system.

References

- Abrahams C. & Everatt, D. (2019). City profile: Johannesburg, South Africa. *Environment and Urbanization ASIA*, 10(2), 255-270. <https://doi.org/10.1177/0975425319859123>
- Alalwan, A.A. (2020). Mobile food ordering apps: An empirical study of the factors affecting customer e-satisfaction and continued intention to reuse. *International Journal of Information Management*, 50, 28-44. <https://doi.org/10.1016/j.ijinfomgt.2019.04.008>
- Anwar, M.A. & Graham, M. (2020). Hidden transcripts of the gig economy: Labour agency and the new art of resistance among African gig workers. *EPA: Economy and Space*, 52(7), 1269-1291. <https://doi.org/10.1177/0308518X19894584>

- Bannor, R.K. & Amponsah, J. (2024). The emergence of food delivery in Africa: A systematic review. *Sustainable Technology and Entrepreneurship*, 3(2), 1–18. <https://doi.org/10.1016/j.stae.2023.100062>
- Cameron, L.D. (2022). Making out while driving: Relational and efficiency games in the gig economy. *Organization Science*, 33(1), 231–252. <https://doi.org/10.1287/orsc.2021.1547>
- Cameron, L.D. (2024). The making of the good bad job: how algorithmic management manufactures consent through constant and confined choices. *Administrative Science Quarterly*, 69(2), 458–514. <https://doi.org/10.1177/00018392241236163>
- Cano, M.R., Espelt, R. and Morell, M.F. (2021). Flexibility and freedom for whom? Precarity, freedom and flexibility in on-demand food delivery. *Work Organisation, Labour & Globalisation*, 15(1), 46–68. <https://doi.org/10.13169/workorgalaboglob.15.1.0046>
- Cant, C. (2019). *Riding for Deliveroo: Resistance in the new economy*. London: Cambridge: Polity Press.
- Carmody, P. & Fortuin, A. (2019). Ride-sharing, virtual capital and impacts on labour in Cape Town, South Africa. *American Geographical Review*, 38(3), 196–208. <https://doi.org/10.1080/19376812.2019.1607149>
- Chai, L.T. & Yat, D.N.C. (2019). Online food delivery services: Making food delivery the new normal. *Journal of Marketing Advances and Practices*, 1(1), 62–77
- Charlton, E. (2021). *What is the gig economy and what's the deal for gig workers?* In World Economic Forum. <https://www.weforum.org/agenda/2021/05/what-gig-economy-workers/> [Accessed on 20 June 2023]
- Christie, N. & Ward, H. (2018). *The emerging issues for management of occupational road risk in a changing economy: A survey of gig economy drivers, riders and their managers*. London: UCL Centre for Transport Studies.
- Duggan, J. Sherman, U. Carbery, R. & McDonnell, A. (2020). Algorithmic management and app-work in the gig economy: A research agenda for employment relations and HRM. *Human Resource Management Journal*, 30(1), 114–132. <https://doi.org/10.1111/1748-8583.12258>
- Du Toit, D. (2012) Beyond the smile and wave of petrol attendants: A case study on male petrol attendants' use of emotional labour. *South African Review of Sociology*, 43(3), 129–145. <https://doi.org/10.1080/21528586.2012.727558>

- Elsley, T. & Snyman, S. (2023). *Location-based platform work in South Africa: Mapping the prospects for organising*. Research Report, Labour Research Service, Cape Town: Solidarity Center.
- Goods, C. Veen, A. & Barratt, T. (2019). "Is your gig any good?": Analysing job quality in the Australian platform-based food-delivery sector. *Journal of Industrial Relations*, 61(4), 502-527. <https://doi.org/10.1177/0022185618817069>
- Heiland, H. (2022). Neither timeless, nor placeless: Control of food-delivery gig work via place-based working Time Regimes. *Human Relations*, 75(9), 1824-1848. <https://doi.org/10.1177/001872672111025283>
- Henama, U.S. & Sifolo, P.P.S. (2017). Uber: The South Africa experience. *African Journal of Hospitality, Tourism and Leisure*, 6(2), 1-10.
- Johnson, C. Dunn, M. & van Vuuren, P. (2020). Digital platforms' role in African digitisation and gig work on the back of COVID-19. Available Online: <https://cenfri.org/articles/digital-platforms-role-in-african-digitisation-and-gig-work-on-the-back-of-covid-19/>.
- Katz, C. (2004). *Growing up Global: Economic Restructuring and Children's Everyday Lives*. Minneapolis: University of Minnesota Press.
- Kavese, K. Mbali. A. & Anyikwa, I. (2022). *The gig economy, digital labour platforms, and independent employment in the Eastern Cape*. Eastern Cape Socio-Economic Consultative Council.
- Kute, S.W. (2017). *The Sharing Economy in the Global South: Uber's Precarious Labour Force in Johannesburg*. Unpublished Master's thesis. University of the Witwatersrand, Johannesburg.
- Lata L.N. Burdon, J. & Reddel, T. (2022). New tech, old exploitation: Gig economy, algorithmic control, and migrant labour. *Sociology Compass* 17(1), 1-14. <https://doi.org/10.1111/soc4.13028>
- Masuku, B. (2023). Questioning governance of urban informality: A study of township economy in Alexandra, Johannesburg. *Journal of Foresight and Thought Leadership*, 2(1), 1- 14. <https://doi.org/10.4102/jofl.v2i1.20>
- Moroane, K. (2023). *Worker agency in the gig-economy: the case of food delivery gig workers in Rustenburg, South Africa*. Unpublished MA dissertation. Sol Plaatje University.
- Munday, M. & Humbani, M. (2024). Determining the drivers of continued mobile food delivery app (MFDA) usage during a pandemic period. *Cogent Business & Management*, 11(1), 1-18. <https://doi.org/10.1080/23311975.2024.2308086>

- Nhleko, T. (2023). The 'platformisation' of domestic work in South Africa: A shift towards marginal formalisation and deepening informalisation of domestic work employment. *The Thinker*, 96(3), 87–98. https://doi.org/10.36615/the_thinker.v96i3.2678
- Prassl, J. (2018). *Humans as a service: The promise and perils of work in the gig economy*. Oxford: Oxford University Press. <https://doi.org/10.1093/oso/9780198797012.001.0001>
- Rani, U. & Furrer, M. (2021). Digital labour platforms and new forms of flexible work in developing countries: Algorithmic management of work and workers. *Competition & Change*, 25(2), 212–236. <https://doi.org/10.1177/1024529420905187>
- Shibata, S. (2019). Gig work and the discourse of autonomy: Fictitious freedom in Japan's digital economy. *New Political Economy*, 25(4), 535–551. <https://doi.org/10.1080/13563467.2019.1613351>
- Sibiya, W. & du Toit, D. (2022). Sweeping up decent work: Paid domestic work and digital platforms in South Africa. *Gender & Development*, 30(3):637–654. <https://doi.org/10.1080/13552074.2022.2126199>
- Standing, G. (2011). *The Precariat: The New Dangerous Class*. London: Bloomsbury Academic. <https://doi.org/10.5040/9781849664554>
- Sun, P. Yujie Chen, J. & Rani, U. (2023). From flexible labour to 'sticky labour': a tracking study of workers in the food-delivery platform economy of China. *Work, Employment and Society*, 37(2), 412–431. <https://doi.org/10.1177/09500170211021570>
- Veen, A. Barratt, T. & Goods, C. (2020). Platform-capital appetite for control: A labor process analysis of food delivery work in Australia. *Work, Employment and Society*, 34, 388–406. <https://doi.org/10.1177/0950017019836911>
- Webster, E. & Masikane, F. (2021). "I just want to survive": a comparative study of food courier riders in three African cities. Southern Centre for Inequality Studies. Available online: https://www.wits.ac.za/media/wits-university/faculties-and-schools/commerce-law-and-management/research-entities/scis/documents/I_just_want_to_survive.pdf
- Webster, E. (2020). The uberisation of work: The challenge of regulating platform capitalism. A commentary. *International Review of Applied Economics*, 34(4), 512–521. <https://doi.org/10.1080/02692171.2020.1773647>

Woodcock, J. & Graham, M. (2020). *The gig economy: A critical introduction*. Cambridge: Polity Press.

6. About the authors

David du Toit is an associate professor in the Department of Sociology at the University of Johannesburg and an NRF Y2-Rated scholar. His research mainly focuses on outsourcing and domestic work and the transformation of work and employment. David is also on the editorial board of *The Sociological Review* and the executive board of Clinical Sociology RC46. <https://orcid.org/0000-0003-2225-758X>. daviddt@uj.ac.za

Phumzile Ngubeni is a PhD student in the Department of Sociology at the University of Johannesburg. Her doctoral research is entitled “Older Adults’ Realities: Navigating Public Healthcare in Johannesburg’s East Rand”. This article draws inspiration from her MA dissertation completed at the University of Johannesburg in 2023. ngubeniphumzile@yahoo.com

Creative Commons License terms: You must give appropriate credit, provide a link to the license, and indicate if changes were made. You may do so in any reasonable manner, but not in any way that suggests the licensor endorses you or your use. You may not use the material for commercial purpose.

Resources

The Clinical Sociology Honours Programme at the University of KwaZulu-Natal (UKZN) in South Africa

Mariam Seedat-Khan
Jayanathan Govender
University of KwaZulu Natal

Abstract

Clinical sociology is limited in South Africa and the global South; therefore, a postgraduate degree focused on applying interdisciplinary perspectives in diverse social contexts was initiated. This approach addresses social problems and policies and enhances community well-being through direct intervention, research, and advocacy. Graduates gain competencies in healthcare settings, community organisations, government agencies, and educational institutions, contributing to societal change and development. The Clinical Sociology Honours Programme at the University of KwaZulu-Natal produces change agents by designing and implementing clinical and applied models and interventions. Postgraduates augment critical skills, proficiencies and dexterities by combining research academic interests and societal needs. The aim of the programme typically involves applying theories and methods to analyse and intervene in social issues and problems at the individual, community, and societal levels. The programme focuses on understanding human behaviour in a social context, diagnosing social problems, and developing strategies for social change. It prepares students for roles in policy development, social research, community work, and advocacy, aiming to promote social justice and improve the quality of life. The Clinical Sociology Honours Programme is open to students in possession of an undergraduate sociology qualification or a cognate discipline. A qualification in clinical sociology facilitates initiatives

that seek to mitigate and reduce pervasive social problems in the interest of women, children, migrants, families and society.

Keywords: Clinical sociology, honours programme, South Africa, University of KwaZulu-Natal (UKZN)

Introduction

The introduction of the field of clinical sociology at the University of KwaZulu-Natal (UKZN), South Africa, is the stepping stone for sister institutions to open new learning and career pathways for the youth in Africa and the global South. The youth's social experiences are stubbornly stalled due to profound structural challenges, including an uneven democratic dividend favouring a small elite and a few quiet success stories. This persistent trend has entrenched the majority of youth in poverty, economic underdevelopment and joblessness. Additionally, since youth from different social backgrounds are locked into thick cohorts in their respective communities, the alternative routes are crime, corruption, substance abuse, and violence.

The South African higher education sector has not been able to untangle youth from these systemically dysfunctional social traps. The participation rate of youth in South African universities is low with only 5% in the age group 15-19 years in a total population of 64 million that gain access to tertiary education (Spaull, 2008). Yet the share of government spending on education is more favourable than Organisation for Economic Cooperation and Development (OECD) trends (Jin & Chen, 2018). Nevertheless, research confirms that in South Africa, there is no causal relationship between higher education and the labour market, even after three decades of undergoing state-driven political and economic transformation (Kruss, 2004; Van Broekhuizen, 2009). Given this indictment of higher education, South African universities are now earnestly committed to refocusing academic qualifications and curricula in response to the economic needs and demands of the globalising labour market.

The current development status in South Africa has brought a new focus on clinical and applied social science disciplines, where candidates favour the multidisciplinary nature and application of the Clinical Sociology Honours Programme. Postgraduate students

realise the potential of professional opportunities and certification as innovative career and academic pathways. Candidates realise the advantages of acquiring new intellectual insights combined with specialised skills acquisition, critical literacies, and practical competencies. The key is an educational approach that links the personal with societal transformation. There is always a better chance that once the candidate is immersed in the social issues of local communities, they are able to construct and apply empathetic interventions that are bound to be socially useful.

Hence, the idea of socially-useful labour¹, makes a lasting and developmental mark on the wider society. From this initial process, society's wider social issues are addressed, including social justice, racism, poverty and unemployment, among others. The opportunity for the pervasive practice of clinical and applied sociology is at the doorstep of the 4th Industrial Revolution, which promises both unimagined benefits and yet unknown perils. The 4th Industrial Revolution necessitates the integration of digital technologies, technological automation, artificial intelligence (AI), and the Internet of Things to forge complex intricacies in society. In this context, clinical and applied sociology is critical in understanding and addressing the social implications of technological advancements. Irrespective of how the debate on the 4th Industrial Revolution evolves across educational and societal institutions, the potential for investigations, analyses and applications of clinical and applied sociology is even clearer and immense.

1. About the University of KwaZulu-Natal (UKZN)

Established on the first day of January 2004, the UKZN is a result of two merged institutions, the University of Durban Westville and the University of Natal. The historically Indian University of Durban-Westville, established in the 1960s, was a site under protest against apartheid. In 1984, the sovereign University of Durban-Westville opened its doors to all races. The University of Natal can be traced to 1910 when the requirements for a university were obtained in 1949.

1 A Keynesian public provision of useful forms of jobs.

The apartheid state supported the institution in 1946, facilitating the establishment of the faculty of Agriculture and a blacks-only medical school in 1947. The UKZN historical trajectory is deeply rooted in inequality, colonialism and apartheid, dating back to the early 20th century. The merged institutions (Universities of Westville and Natal) were a post-apartheid restructuring directive of South African higher education.

We at the UKZN wish to share with our clinical and applied sociology community this motivation and establishment of the Clinical Sociology Honours Programme, and as our first step, we present the offering of a critical programme, which continues to grow with the support of colleagues at higher education institutions across the country and the globe. The growing interest and academic advancement are evident at four of South Africa's nine provinces: the University of Johannesburg in Gauteng, the University of Stellenbosch in the Western Cape, Nelson Mandela Metropolitan University in the Eastern Cape and Northwest University in the Northwest Province. Given the participation of academics in the International Sociology Association (ISA), Association for Clinical and Applied Sociology (AACS), South African Sociological Association (SASA) and The Commission on the Accreditation of Programmes in Applied and Clinical Sociology (CAPACS), it is possible to conceptualise and work towards an African perspective of clinical and applied sociology. Accordingly, we hope that our moderate efforts for now explain our approach, open comparative thinking, and build the foundation for the future translocation of the clinical and applied sociology discipline. Below are the respective representations of clinical and applied sociology that guide The Clinical Sociology Honours Programme at the UKZN.

2. Sociological Roots in South Africa

The history of sociology in South Africa is closely intertwined with the country's complex social, political, and economic history (Seidman, 1999). The development of sociology in South Africa dates back to the 19th century. European scholars and missionaries, who were often the first to engage in systematic social analysis, played a role in shaping

Table 1. Clinical and Applied Interventions

Focus Areas	Clinical approach	Applied approach
Overview	Interventions and transformation of individuals, groups in communities.	Utilises sociological theories and research methods to address practical social problems.
Outcome	Offer socio-therapy, professional support and alternatives.	Social choice, citizen science model, policy change, and organisational renewal.
Academic Approach	Interactive clinical and applied therapeutic interventions, models and programmes.	Research-based data-driven perspectives and transformative actions.
Research Methodology	Consultation, counselling, socio-therapy, representative and advocacy programme development with direct group engagement.	Focus groups, interviews, surveys, participant observation, ambiguity management, case study, conversational analysis, feminist epistemology, group dynamics, mixed methods,
Application and Intervention	Education, mental health, social crisis, natural disaster, healthcare, food security, literacy, addiction services, community cohesion,	Public policy, corporate social partnerships, non-profits, local government compliance, criminality, child abuse, gender-based violence, gangsterism,
Intervention Measures	Trauma counselling, social change, individual and community healing, improved quality of life, adaptation/accommodation/acceptance	Policy application, community advocacy, community stress, risk mitigation, class antagonism, racial conflict, migration shifts,

Source: Adapted from Omega Graduate School, (Reichard 2024)

early sociological thought in the region. The apartheid system, which lasted from 1948 to the early 1990s, had a profound impact on the development of sociology in South Africa (William Beinart, 2001). Sociology was taught alongside social work, aimed at practically addressing the so-called 'poor white problem' (Ally et al., 2003). The success of the practical workings of these disciplines shows to this day where developmental skewness favours the minority white population as compared to the majority black population and where there exist two contrasting economies.

The history of sociology cannot be appreciated without framing it against the South African Sociological Association (SASA). The association provided an open forum for sociologists of all races, whose backgrounds represented a wide array of theoretical perspectives, analytical approaches and methodologies. Black Consciousness was represented among sociologists such as Professor Fatima Meer, who provided the analytical and conceptual tools for realising a non-racial, democratic and non-sexist society. Beyond our own national boundaries, the international sociological lens of the International Sociological Association (ISA) provided new inspirations, hopes and opportunities for South African sociologists. Enamoured by international collegial support, South African sociologists played a crucial role in documenting and analysing resistance movements against apartheid (Robins, 2008; Runciman, 2011). They studied the dynamics of protests, the role of civil society, and the impact of resistance on social change. Sociologists actively participated in anti-apartheid activism, contributing to the broader struggle for social justice. With the end of apartheid in the early 1990s and the establishment of a democratic South Africa, the focus of sociology shifted to the challenges of nation-building, reconciliation, and redressing the legacy of apartheid. Sociologists have now shifted in the direction of studying the social, economic, and political transformations taking place in the post-apartheid era. They explored truth and reconciliation, social cohesion, and the persistence of inequality. In the post-apartheid period, an increased emphasis on recognising and studying the diversity of South African society, considering factors such as race, class and gender intersections. Sociologists have worked to understand the complexities of identity

and social relations in the country. Sociologists also responded to global trends, such as the impact of globalisation, urbanisation and migration. They have studied how these processes shape social dynamics, economic structures, and cultural practices within and outside the country.

The history of sociology in South Africa has deeply influenced the growth and development of the Department of Sociology at the UKZN. Alongside the critical disciplines of social work, sociology and economics, the Department has initiated the teaching and development of clinical and applied sociologies. The emphasis is on responding to pervasive social issues such as migration, xenophobia, race, class, gender, labour, food insecurity, access, and social, political and economic incongruences. These form part of broader emerging social issues which are framed under the fresh lens of clinical and applied sociology at the UKZN.

3. Promoting Excellence: Professor Fatima Meer Book Prize

Professor Fatima Meer is globally acknowledged as a human rights and gender advocate. Coupled with her history of banning by apartheid security police and imprisonment, Professor Meer remains a stalwart of the struggle against apartheid. Fatima Meer read for her Masters in Sociology at the then all-white University of Natal (UND), leading to her appointment as the first black woman academic in 1956. Meer was the only known anti-apartheid activist authorised to teach at the whites-only university, whose lectures were monitored by the apartheid security wing.

UND, now part of the merged UKZN and the broader academic community, was tasked with memorialising the life and work of Professor Fatima Meer, recognising her role as an early southern sociologist, human rights and gender activist, community organiser, as well as an apartheid prisoner. The apartheid prison was meant to dehumanise and de-conscientise Professor Fatima Meer; however, she responded to apartheid's brutality with reconciliation and love for country. Meer expressed her love for life by repeated references to '*bluer than the blue sea*' and '*bluer than the blue sky*' (Meer, 1987).

Our university celebrates Professor Fatima Meer's intellectual contribution to clinical sociology. In 2022, we began, in small part, by righting her thorny past and inaugurating the first in-person *Professor Fatima Meer Clinical Sociology Book Prize*. The Clinical Sociology Honours Programme conferred the prestigious accolade on a postgraduate Laureate, extolling exceptional theoretical, clinical and applied, micro and macro multidisciplinary knowledge that underscores change. The Laureate must be seen to subscribe to the professional and ethical values advanced by Professor Meer.

4. Honours Degrees as part of the Academic offering in South Africa

In the South African higher education system, an honours programme is a one-year postgraduate degree that follows the completion of a three-year bachelor's degree (equivalent to an associate degree). Honours programmes (similar to the British system) allow postgraduates to deepen their knowledge and expertise in a specific field of study. It is a common pathway for candidates to further academic studies, research, or professional development. A key feature of honours programmes at South African universities is its twelve-month duration. Entry into an honours programme requires a bachelor's degree with an exceptional academic record as a prerequisite. The curriculum of an honours programme is structured vis-à-vis specialised coursework, accompanied by a research project, thereby deepening understanding of advancing concepts in a designated discipline. The research project of 15,000 words constitutes the mini-dissertation under the guidance of an advisor. Honours programme specialisations prepare postgraduates for master's and doctoral studies. Proficiencies and skills enhance graduates' employment possibilities.

5. The Clinical Sociology Honours Programme

The postgraduate programme was developed in 2022 and designed by Professor Mariam Seedat Khan, a Certified Clinical Sociologist (CCS). Postgraduates who undertook this one-year graduate degree are an essential part of innovation and change in the academy at the

University of KwaZulu Natal, in society and within the global South. The Department of Sociology at the UKZN provides specialisations for postgraduate candidates, with opportunities to develop clinical and applied skills. Postgraduates with master's degree qualifications are proficient at confronting pervasive social problems. The Clinical Sociology Programme's focus is on qualitative and quantitative research methods, multidisciplinary and sociological theory, public and social policy, and content analysis to develop clinical interventions. The Honours Programme in Clinical Sociology delivers experiential exposure through field visits at designated clinical research sites in vulnerable community settings to experience the authenticity and relevance of sociology outside the traditional classroom. Exposure to diverse research areas prepares postgraduates for clinical and applied research. Academic proficiencies facilitate sociological engagement via clinical models to confront and mitigate the risks associated with social problems in our immediate communities and societies.

The inter-related objectives of the Clinical Sociology Honours Programme are to

1. Advance critical and reflective abilities that enable the decoding of normalising and deviational tendencies in society.
2. Enhance understandings of complexity, multi-dimensionality and intersectionality relating to community behaviour and interaction beyond an otherwise narrow view.
3. Understand and intervene in divergent social contexts by applying sociological knowledge and professional skills.
4. Improve ways in which postgraduates confront unequal, social, gender, race and class structures, reproduction, socialisation, education, health, politics, economics and religion without essentialising and blind tolerance.
5. Develop normative practice expected of professional agents who acknowledge multidisciplinary theoretical, methodological constructs and Clinical and Applied practice.

The objectives of the Programme are achievable vis-à-vis the coursework requirements

Postgraduates (those who have received an undergraduate degree) must successfully complete a total of four discipline-specific courses to be awarded the Clinical Sociology specialisation.

Table 2. The Clinical Sociology Honours Programme

Course	Semester	Credits
SOCY702 <i>Clinical Sociology: Contemporary Theory</i>	One	32
SOCY720 <i>Clinical Sociology: Methods and Applications</i>	One	32
SOCY721 <i>Clinical Sociology: Interventions and Perspectives</i>	One	32
SOCY7RC <i>Clinical Sociology: Research Project</i>	Two	32

The Clinical Sociology Honours Programme encourages the postgraduate to first, view scientific knowledge systematically, logically and through reasoned observation of phenomena in a social context. Secondly, an understanding of diverse theoretical approaches that support specific clinical and applied methods must be grasped to propose meaningful interventions for transformation on the ground. Achieving transformation includes the competency to work with multiple units of analysis, i.e. individuals, small groups, organisations, communities, societies, and global level. The Programme requires postgraduates to attend full-time classes over twelve months, beginning in January and concluding in December. Part-time postgraduates are encouraged to register and must fulfil the Programme requirements over a period of 24 months. The Clinical Sociology Honours Programme requires all candidates to fulfil specified Senate-approved requirements. In semester one (January–June) postgraduates must register for three credit-bearing courses. In semester two, postgraduates must register for the research project course. Below is a description of the four courses to be taken by postgraduates.

SOCY702 Clinical Sociology: Contemporary Theory

This course introduces postgraduates to selected contemporary theorists, theoretical approaches and theoretical contestations and debates. Contemporary theory explains social world functionality and how people experience such a world. The seminar approach encourages extended insights into such topics as the nexus of sociological theory and philosophical underpinnings of such theory. The course establishes conceptual links with mainstream sociological theory, as well as clinical and applied sociology methods and interventions. Importantly, sociological theory is sensitised to both deep and subtle differences between clinical and applied foci, goals, applications, and practical transformations.

Outcomes of the Contemporary Theory course:

1. Demonstrate critical theoretical engagement;
2. Identify and motivate theoretical models for appropriate research designs and
3. Contribute to and integrate theoretical frameworks in response to specific social phenomena.
4. Integrate theory into the conceptual understanding of the study.

SOCY720 Clinical Sociology: Methods and Applications

The course aims to prepare the clinical researcher to interpret and utilise the sociological imagination and to complement and express the epistemological, theoretical, methodological, and ethical aspects of clinical and applied research methods. The key areas of competencies include effective engagement, active listening, interviewing, assessment and documentation. The course is compulsory for clinical sociology postgraduates and those wanting to progress to the proposed master's level in clinical sociology² and related master's levels.

2 A submission for a master's degree (full research) has been submitted for approval by the requisite authorities and structures of the UKZN. The qualification was adapted from an existing, fully accredited master's degree template. The application consisted of a change of name of the Master's degree to Masters of Social Sciences

Outcomes of the Methods and Applications course:

1. Select and justify an appropriate clinical and applied research method(s) to design a clinical sociology research study;
2. Integrate pure sociological theory with clinical and applied research methods towards constructing the conceptual understanding of the study and
3. Evaluate the strengths and limitations of clinical and applied research methods, thereby contributing to adaptive and new methods.

SOCY721 Clinical Sociology: Interventions and Perspectives

The course establishes multidisciplinary methodological and theoretical frameworks to identify social phenomena that require clinical intervention and higher-order thinking. The course aims to build the capacity of postgraduates to engage in a clinical analysis, assessing beliefs, policies and practices of individuals and communities. The two most common spheres of intervention are the political and social spheres. Accordingly, interventions may be required at organisational, administrative, political and operational levels. In this sphere of intervention, the policy process and associated policy mechanisms serve the public interest. Interventions in social settings require context-specific models, programmes, projects and human agency. This course provides theoretical, analytical and interventional progress to the master's level in Clinical Sociology and related programmes. This more advanced stream would require higher competencies to intervene at the meta-level, including inter and extra-societal inequality, development, disasters, pandemics, and migration, among others.

(in Clinical Sociology). The degree will be a full-research degree in Clinical and Applied Sociology and a comprehensive descriptor of an international perspective on Clinical and Applied Sociology at the masters level was proposed for both quality and accreditation purposes. The Masters in Social Science (in Clinical Sociology) will be available in 2025. Three further qualifications are being developed for approval and accreditation in 2026. These are the modular Masters in Clinical Sociology; Doctor of Philosophy (full research doctoral degree in Clinical Sociology); and a modular Doctor of Philosophy (in Clinical Sociology). Optimistically, all three qualifications will be available in 2027.

Outcomes of Interventions and Perspectives:

1. Perform the role of a change agent for transformation;
2. Value-orientation towards humanism, holism and multi-disciplinarity;
3. Clinical models that promote self-determination, human value and human dignity; and
4. Practice orientation

SOCY7RC Clinical Sociology: Research Project

In the second semester (July–December), postgraduates take the SOCY7RC, a research course that requires a practical design and research process, culminating in a project report comprising 15000 words. The submitted research report is assessed by the supervisor and moderated by an external (another South African university) examiner. Any differential between the supervisor and moderator is consolidated, and a final percentage mark is awarded. The project report constitutes the next step towards developing a clinical model, programme or policy intervention. Multi-level models may be aimed at the individual, organisation and community. Clinical and applied models form the basis for a sociological intervention, which includes social policy programmes, institutional renewal, expert inputs, and community development. The performance in this course, as well as the performance at the overall programme, have a bearing on entrance to the proposed master's degree in clinical sociology or any other qualification at a master's level.

Outcomes of the research project:

1. Undertake a substantial research project;
2. Contribute to original knowledge;
3. Demonstrate scholastic writing skills and
4. Link outcomes of research towards developing appropriate clinical and applied interventions.

6. The Programme

The structure and curricula of the Clinical Sociology Honours degree meet all requirements of the UKZN and those of the National Ministry of Education of the South African government, and its agencies, the South African Qualifications Authority (SAQA), and the Council on Higher Education (CHE). South African higher education qualifications are internationally comparable (Wolhuter et al., 2011).

Optional Adjunct Clinical and Applied Learning

(Credit-bearing towards the proposed master's programme in clinical sociology) Postgraduates may choose **one** of the following adjunct learning opportunities offered during the second semester of the Clinical Sociology Honours Programme. Participation in any one of the three options will earn credits/exemptions towards the Practical Course in the Masters in Clinical Sociology degree only.

7. Service-Learning Fieldwork

Originating in anthropology and sociology, service-learning work and fieldwork are highly valued instrumentalist and instructive methods in clinical sociology. Service-learning work is an educational approach where a postgraduate learns theories in the classroom and simultaneously volunteers with an agency (non-profit or social service group) and engages in reflection activities to deepen their understanding of what is being taught. Fieldwork involves immersion into a natural setting, i.e. understanding people in their everyday contextual setting.

Formal fieldwork is undertaken methodologically, i.e. through ethnography, participant observation and case study. The service-learning work/fieldwork shall be contractually negotiated with governmental and community agencies and the UKZN. The service-learning work/fieldwork engenders value-add to both institutional and integrated learning. Advisedly, the agency benefits through various direct and indirect processes, such as volunteerism, mutuality and knowledge exchanges. Service-learning work/fieldwork as a

component in the Clinical Sociology Honours Programme is viewed by the UKZN as community engagement.

The credits/exemption obtainable for service-learning work/fieldwork is 50% of the Practical course in the proposed Masters of Clinical Sociology degree and shall be co-supervised by an academic from the Clinical Sociology Programme and the partnering institution. The Clinical Sociology Honours Programme has negotiated thus far with the Verulam Day and Frail Care Centre, the Gift of the Givers Foundation, and the KwaZulu-Natal Network on Violence Against Women. The agencies will receive postgraduates during the second semester, preferably suited to their programmes and serve in this capacity for 12 hours a week for two months. The inclusion of intervention, service learning, and internships in the Programme curriculum not only enhances the educational experience but also prepares students to be effective agents of social change. These components provide practical experience, foster community engagement, and develop essential skills, setting the degree apart from other academic disciplines and equipping graduates to make a meaningful impact in the world. Interventions in clinical sociology are designed to address social problems and improve individual and community well-being through the application of sociological principles, theories, and research. These interventions are diverse and multifaceted, reflecting the broad range of issues that clinical sociologists encounter.

Postgraduates are required to secure an internship of 12 hours a week over a period of two months in the second semester at an institution partnering with the UKZN. Postgraduates will either recommend an institution of choice, or academics in the proposed master's programme will mutually match a postgraduate to an institution. The internship shall be of both generalised and specialised instructive in character, allowing students to gain practical experience to formulate clinical interventions. The postgraduate, with permission and approval, may observe and participate in the place of internship operations. The aim of the internship is to advance key aspects of clinical and applied practice during the internship process. The postgraduate will be dual-supervised, i.e.

by an academic of the Clinical Sociology Honours Programme and a professional staff member of the receiving internship institution. The framework of the supervision and assessment framework shall be negotiated likewise.

Over and above the supervisory assessment, the postgraduate will be required to produce a scientific paper at the end of the internship, serving 50% of the total credits for the practical course in the proposed Masters in Clinical Sociology degree. In the context of clinical sociology, intervention is a fundamental aspect that distinguishes the discipline from other fields and degrees. Clinical sociology focuses on employing sociological theories, research, and interventions to improve human well-being and attend to social issues. An overview of a) clinical sociology interventions, b) service learning, and c) internships contribute to the clinical sociology curriculum includes the following:

Clinical Sociology Interventions

Applied focus emphasises theoretical understanding and prioritises the application of sociological knowledge to solve real-world problems. Working directly with individuals, groups, communities, and organisations brings about positive change. Problem-solving orientation occurs when Clinical Sociologists are trained to identify social problems, develop intervention strategies, and implement solutions. This includes counselling, conflict resolution, organisational development, community development, and policy advocacy. The collaborative approach requires collaboration with other professionals, i.e. social workers, psychologists, and public health officials. This interdisciplinary approach enhances the effectiveness of interventions and broadens the impact of Clinical interventions.

Service Learning

Experiential education integrates meaningful community service with instruction and reflection. This pedagogical approach helps students apply academic skills to real-life situations, fostering a deeper understanding of sociological concepts and their practical

applications. Community engagement allows students to engage with communities, gaining firsthand experience with social issues and developing a sense of civic responsibility. This engagement helps students to connect theory with practice and to see the direct impact of their work. Skill Development helps students develop critical skills such as problem-solving, communication, teamwork, and cultural competence. These skills are essential for effective intervention in Clinical Sociology.

Internships

Professional experience provides students with practical experience in professional settings, such as non-profit organisations, healthcare facilities, community centres, and governmental agencies. This hands-on experience is invaluable for understanding the complexities of social issues and the dynamics of intervention. Networking opportunities allow students to build professional networks, which can be crucial for career development. These connections can lead to job opportunities and collaborations in the future. Application of knowledge enable students to apply theoretical knowledge in real-world contexts, bridging the gap between academia and practice. This application reinforces learning and prepares students for professional roles in clinical sociology.

Clinical Interventions, Objectives, and Implementation

There are a number of interventions appropriate for different levels, including:

Individual-level interventions. Clinical sociologists may provide counselling and therapeutic services to individuals facing social, emotional, or psychological issues. This can include working with victims of abuse, individuals experiencing trauma, or those coping with significant life changes. Programmes designed to teach essential life skills, such as financial literacy, job readiness, and interpersonal communication, helping individuals improve their socioeconomic status and quality of life.

Group-level interventions facilitate support groups for individuals with shared experiences or challenges, such as addiction recovery groups, grief support groups, or groups for single parents. Conducting educational workshops on conflict resolution, stress management, and parenting skills to equip group members with the tools to handle common social issues.

Community-level interventions engage in initiatives that aim to improve the physical, social, and economic conditions of communities. This includes efforts to enhance public spaces, develop community centres, or create job training programs. Designing and implementing campaigns to raise awareness about health issues, promote healthy behaviours, and improve access to healthcare services.

Organisational-level interventions assist organisations in improving their structures, processes, and cultures to enhance efficiency, employee satisfaction, and overall performance. This involves conflict mediation, team-building activities, and leadership training. Working with organisations to advocate for policy changes at local, state, or national levels. This includes conducting research, developing policy recommendations, and engaging in lobbying efforts.

The primary goals of the interventions are to:

1. Enhance the well-being of individuals and communities by addressing social determinants of health and providing necessary support and resources.
2. Empower individuals and groups to take control of their lives and improve their circumstances through education, skill-building, and supportive networks.
3. Promote systemic change by addressing structural inequalities and advocating for policies that support social justice and equity.
4. Prevent social problems before they escalate by addressing root causes and promoting proactive measures.
5. Conduct thorough assessments to understand the specific needs and challenges faced by individuals, groups, or communities.

This involves collecting and analysing data to identify patterns and root causes of social issues.

6. Develop intervention plans tailored to the specific needs identified during the assessment. This includes setting clear objectives, outlining strategies, and determining the resources required.
7. Work with other professionals, organisations, and community members to leverage collective expertise and resources. Collaboration enhances the reach and impact of interventions.
8. Implement the planned interventions through direct actions, such as counselling sessions, workshops, community projects, or advocacy campaigns.
9. Continuous monitoring and evaluating the effectiveness of interventions to ensure they meet their objectives.
10. Feedback is used to make necessary adjustments and improve future interventions.

Examples of interventions include:

1. Domestic violence prevention programmes provide support and resources to victims of domestic violence, including emergency shelter, counselling, legal assistance, and advocacy. They also work on community education and prevention efforts to reduce the incidence of domestic violence.
2. Youth mentorship programmes aimed at at-risk youth, providing guidance, support, and positive role models to help them navigate challenges and achieve their potential.
3. Community health initiatives focus on improving public health outcomes, such as vaccination drives, mental health awareness campaigns, and efforts to address food insecurity.
4. Employee Assistance Programs (EAPs) within organisations that offer counselling, support services, and resources to employees dealing with personal or work-related issues.

Interventions in clinical sociology are vital for addressing a wide range of social issues and improving the quality of life for individuals and communities. By applying sociological knowledge in practical,

actionable ways, clinical sociologists play a crucial role in fostering social change, promoting well-being, and advocating for a more just and equitable society. These interventions are characterised by their diversity, adaptability, and emphasis on collaboration, making clinical sociology a uniquely impactful discipline.

International Perspectives

Gaining an international perspective on clinical sociology may be a highly enriching learning experience for the young person in training. The postgraduate gets to appreciate the complexity and multi-dimensionality of social issues affecting masses of people, as well as divergent groups of people worldwide. These issues originate from wide-ranging sources, including international politics, colonisation, historical heritage, religion, scarcity, criminality, modern slavery, migration, climate, and many other social afflictions. Institutions addressing these social issues are equally wide-ranging, including multi-lateral international bodies, international non-governmental organisations, aid agencies, lobbying groups, social networks, protest movements, and so on. The international perspective permits the postgraduate two options: (1) engage in service-learning work/fieldwork or internship with an international agency; or (2) produce a scientific paper on international clinical and applied sociology in the second semester of the Clinical Sociology Honours Programme. Assessments and credits/exemptions count similarly for the service-learning work/fieldwork and internship.

8. CAPACS Accreditation

The Commission on the Accreditation of Programs in Applied and Clinical Sociology (CAPACS) has extended an invitation to the UKZN's Honours Programme in Clinical Sociology to apply for programme accreditation. With CAPACS accreditation, the UKZN programme will be one of two internationally accredited programmes in Africa.

Conclusion

The history of sociology in South Africa reflects the discipline's engagement with the unique social challenges and transformations experienced in the country. It has been a tool for understanding, critiquing, and contributing to social change, particularly during political upheaval and transition periods. Sociology departments in universities and research institutions have played a pivotal role in shaping sociological thought in South Africa. These institutions have been centres for research, academic debate, and the training of sociologists. The opportunity to share our early experience of introducing clinical and applied sociology at the UKZN serves not only a wider audience but also a reflexive exercise. Our experience was both enriching and instructive. It was enriching in respect of building from our history, where the discipline of sociology has had a greater influence on society than any of the other social science disciplines, especially economics.

It was instructive in as much as we follow similar aspirations and intentions for clinical and applied sociology to influence a new direction for South Africa's future. Clinical sociology's focus on intervention, service learning, and internships provides a holistic approach to understanding and addressing social issues. This sets it apart from other disciplines that may focus more on theoretical or empirical research without direct application. The curriculum in the Clinical Sociology Honours Programme often incorporates elements from psychology, social work, public health, and other fields. This interdisciplinary integration equips students with a diverse set of tools and perspectives for intervention. The emphasis on practical impact through service learning and internships highlights the goal of clinical sociology to create tangible improvements in society. This practical focus distinguishes the degree from others that may prioritise theoretical or abstract understanding.

The emergence of the knowledge society and the development of knowledge-intensive employment must also focus on the situation of humanities graduates in the national labour market. The employment for humanities graduates has received attention from two sources: (a) governmental initiatives (Viedge 2016); and (2) the

attempts by South African universities to professionalise curricula (Pooe 2010, Walker and McLean 2013, Walker and Fongwa 2017). The evidence indicates that humanities graduates are prejudiced due to a lack of practical experience in a profession (Mouchipku 2019). Given the focused theoretical and practical contents of the clinical and applied sociological qualifications highlighted above, there is ample room for optimism for the qualification, profession as well as demand in the future. Further, given the qualification's Pan-African appeal, the UKZN has the potential to be the hub of clinical and applied sociology.

References

- Ally, S. Mooney, K. & Stewart, P. (2003). The state-sponsored and centralised institutionalisation of an academic discipline: Sociology in South Africa, 1920–1970. *Society in Transition*. 34(1), 70–103. <https://doi.org/10.1080/021528586.2003.10419084>
- Hiebert, D. (2023). *The Routledge International Handbook of Sociology and Christianity*. United Kingdom: Routledge. <https://doi.org/10.4324/9781003277743>
- Houston, G. (2021). *Fatima Meer: Promoting justice through non-violence*. In *The Fabric of Dissent* (286–290). Lynne Rienner Publishers. <https://doi.org/10.1515/9781928246619-058>
- Jin, L. & Chen, R. (2018). *Analysis on education spending per student in OECD main countries*. <https://doi.org/10.2991/iccese-18.2018.65>
- Kruss, G. (2004). Employment and employability: Expectations of higher education responsiveness in South Africa. *Journal of Education Policy*. 19(6), 673–689. <https://doi.org/10.1080/0268093042000300454>
- Meer, F. (1987). *The trial of Andrew Zondo: A Sociological insight*. Durban: Skotaville.
- Robins, S.L. (2008). *From revolution to rights in South Africa: Social movements, NGOs & popular politics after apartheid*. Boydell & Brewer Ltd. <https://doi.org/10.1515/9781846156403>
- Runciman, C. (2011). Questioning resistance in post-apartheid South Africa: A response to Luke Sinwell. *Review of African Political Economy*. 38(130), 607–614. <https://doi.org/10.1080/03056244.2011.630872>

- Seedat-Khan, M. & Zulueta, J.O. (2024). *Women and COVID-19*. London: Routledge. <https://doi.org/10.4324/9781003267133>
- Seedat-Khan, M. & Zulueta, J.O. (2024). *Sociological Interventions*. India: Frontpage.
- Seidman, G. (1999). Is South Africa different? Sociological comparisons and theoretical contributions from the land of apartheid. *Annual Review of Sociology*. 25(1), 419–440. <https://doi.org/10.1146/annurev.soc.25.1.419>
- Spaull, N. (2008). South Africa's education crisis: The quality of education in South Africa 1994–2011. *Mathematics Education Research Journal*. 20(2).
- Van Broekhuizen, H. (2009). The human capital theory and the sorting hypothesis: Explaining labour market returns to education in South Africa. University of Stellenbosch.
- William Beinart. (2001). *Twentieth-Century South Africa*. Oxford: Oxford University Press. <https://doi.org/10.1093/oso/9780192893185.001.0001>
- Wolhuter, C., Higgs, P., Higgs, L., & Ntshoe, I. (2011). How affluent is the South African higher education sector and how strong is the South African academic profession in the changing international academic landscape? *South African Journal of Higher Education*. 24(1). <https://doi.org/10.4314/sajhe.v24i1.63437>
- Mouchipku, M. V. Y. (2019). The employability of humanities graduates in South Africa: the perceptions of recruitment agencies, University of Johannesburg (South Africa).
- Pooe, T. (2010). Can Humanities Social Science faculties (HSF) give utility value (economic) to the South African development state?: A case study of HSF of the University of KwaZulu-Natal (UKZN) and the eThekweni region, University of KwaZulu-Natal.(South Africa)
- Reichard, J. D. (2024). Applied and Clinical Sociology: A Christian Perspective. In *The Routledge International Handbook of Sociology and Christianity*, Routledge. <https://doi.org/10.4324/9781003277743-40>
- Viedge, N. (2016). “Understanding the Humanities crisis: an argument for Humanities’ national value.” *South African Journal of Philosophy* 35(1): 54–69. <https://doi.org/10.1080/02580136.2015.1124672>
- Walker, M. and S. Fongwa (2017). *Universities, Employability and Human Development*. Springer. <https://doi.org/10.1057/978-1-137-58452-6>

Walker, M. and M. McLean (2013). *Professional Education, Capabilities and the Public Good: The Role of Universities in Promoting Human Development*. Routledge. <https://doi.org/10.4324/9780203083895>

About the Authors

Professor Mariam Seedat-Khan is a certified Clinical Sociologist at the University of KwaZulu Natal (UKZN) and an adjunct Professor of Sociology at Taylor's University Malaysia. She is a CAPACS board member, immediate AACS past president and a vice president of ISA RC46-Clinical Sociology. She is actively engaging in establishing and developing postgraduate programmes in Clinical and Applied Sociology at UKZN. Her email address is Seedatm@ukzn.ac.za

Dr Jayanathan Govender teaches postgraduate industrial organisation and labour studies, clinical and applied sociology, and research methodology at the University of KwaZulu-Natal. His research interests are social theory, Indian sociology, civil society participation, public policy, sociology of youth, inequality studies, BRICS sociology, and social dynamics of COVID-19. He is a visiting fellow at Jawaharlal Nehru Institute of Advanced Studies, Jawaharlal Nehru University; Shivaji University, Kolhapur; University of Mumbai; and Chandigarh University. His email address is govenderj1@ukzn.ac.za

Creative Commons License terms: You must give appropriate credit, provide a link to the license, and indicate if changes were made. You may do so in any reasonable manner, but not in any way that suggests the licensor endorses you or your use. You may not use the material for commercial purpose.